

MARCIN A. GÓRNIKIEWICZ
TADEUSZ SZCZUREK



LES GUERRES DES RÉSEAUX SOCIAUX

LA RÉVOLUTION NE FAIT QUE COMMENCER

**Institut de la sécurité
Faculté de la sécurité, de la logistique et de la gestion
Académie militaire de technologie**

Les guerres des réseaux sociaux

Marcin A. Górnikiewicz • Tadeusz Szczurek

Les guerres des réseaux sociaux

La révolution ne fait que commencer

Rapporteurs :

prof. dr hab. Ryszard Jakubczak
prof. dr hab. Lech Kościelecki

Responsable éditorial :

Ewa Kołodziejska

Préparation technique :

Sat Art

Correction :

Équipe éditoriale

Traduction de l'anglais :

Groy Translations

Conception de la couverture :

Krzysztof Galus

© Copyright by Wydawnictwo Adam Marszałek

Tous droits réservés. Le livre que vous avez acquis est l'œuvre de son auteur et de son éditeur. Aucune partie de cet ouvrage ne peut être reproduite, par quelque procédé que ce soit — mécanique, électronique, par photocopie, etc. — sans l'autorisation écrite de l'éditeur. Si vous citez des extraits de cet ouvrage, n'en modifiez pas le contenu et veillez impérativement à en indiquer l'auteur

Toruń 2026

ISBN 978-83-8447-081-7



Ministry of Science and Higher Education
Republic of Poland



The project is co-financed from the state budget, allocated by the Minister of Science under the Doskonała nauka II Programme (Poland).

La maison d'édition propose la vente par correspondance :
tél. 56 664 22 35, e-mail: marketing@marszalek.com.pl

Wydawnictwo Adam Marszałek sp. z o.o., ul. Lubicka 44, 87–100 Toruń
tél. 56 664 22 35, e-mail: marketing@marszalek.com.pl, www.marszalek.com.pl
Imprimerie, ul. Warszawska 54, 87–148 Łysomice

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

CHAPITRE I

CONCLUSIONS TERMINOLOGIQUES :

ENTRE OPÉRATIONS HYBRIDES ET ASYMÉTRIQUESN	13
1.1. HYBRIDE ET HYBRIDITÉ	13
1.2. ASYMÉTRIE	18
1.3. DÉFINITION DES ACTIONS HYBRIDES ET ASYMÉTRIQUES	29

CHAPITRE II

LES ORIGINES DES CONFLITS ARMÉS	33
2.1. ESSENCE DU CONFLIT ARMÉ	33
2.2. CAUSES DES CONFLITS ARMÉS	45
2.3. RÉFLEXIONS SUR LE RÉALISME ET LE PACIFISME	47

CHAPITRE III

ÉVOLUTION DES CONFLITS ARMÉS AU COURS

DE LA DEUXIÈME DÉCENNIE DU XXI ^e SIÈCLE	57
3.1. PRINTEMPS ARABE	57
3.2. VÉNÉZUELA	100
3.3. UKRAINE	107
3.4. RÉSUMÉ : DÉROULEMENT DES CONFLITS DE 2011 À 2017 AVEC LA PARTICIPATION DE LA COMPOSANTE CIVILE	126

CHAPITRE IV

MÉTHODOLOGIE DE L'INFLUENCE SUBCONSCIENTE ET CONSCIENTE PAR L'UTILISATION DES MÉDIAS SOCIAUX LORS DES CONFLITS DE 2011 À 2017	131
4.1. DIMENSIONS CULTURELLES EN TANT QUE PROGRAMMATION MENTALE	135
4.2. INFLUENCE DES VALEURS CULTURELLES SUR L'EFFICACITÉ DE LA COMMUNICATION	142

CONCLUSION

CONCLUSIONS POUR L'AVENIR : PRÉVISIONS CONCERNANT L'ÉVOLUTION FUTURE DES CONFLITS ARMÉS AU COURS DES PROCHAINES DÉCENNIES DU XXI ^e SIÈCLE	145
---	-----

RÉFÉRENCE	169
------------------------	-----

INTRODUCTION

Les opérations militaires de soutien informationnel jouent un rôle de plus en plus important dans les conflits armés contemporains. Depuis les années 1990, les méthodes de conduite de la guerre ont considérablement évolué à tous les niveaux : tactique, opératif et stratégique. Le recours aux technologies modernes de l'information, permettant une communication rapide et en temps réel entre les différentes composantes des forces armées, a revêtu une importance considérable. Ces technologies sont aujourd'hui utilisées en permanence, partout dans le monde, par la majorité de la population et permettent de transmettre instantanément toute information à un nombre quelconque de destinataires.

L'évolution des sociétés modernes, conditionnée par les technologies modernes de l'information, a exercé une influence considérable sur les méthodes de conduite des conflits armés. Presque toute la deuxième décennie du XXI^e siècle, à partir de 2011, a été marquée par des conflits de nature diverse, allant des formes classiques aux formes les plus novatrices. Depuis 2001, le monde a pu observer l'évolution des opérations aujourd'hui qualifiées d'asymétriques et d'hybrides. Ces termes sont nouveaux, mais leur signification renvoie à des formes d'action connues depuis les origines de l'humanité. Avec l'avènement du Printemps arabe, ils ont toutefois acquis une

signification entièrement nouvelle. Cette évolution s'explique par le développement dynamique des technologies de l'information, qui permettent aux individus de communiquer en temps réel, où qu'ils se trouvent. Certes, ces technologies se développent depuis la fin du siècle dernier, mais ce n'est qu'au début de la deuxième décennie du XXI^e siècle que leur potentiel a pu être pleinement perçu. Cela a été rendu possible par la diffusion toujours plus rapide et plus aisée de l'accès à ce réseau mondial d'échange d'informations, indépendamment du pays d'origine. Internet a relié l'humanité au point de constituer l'ossature d'une conscience collective à l'échelle de l'ensemble de l'espèce Homo sapiens. L'émergence des médias sociaux dans l'espace public a permis aux individus de tirer activement parti de cette ressource informationnelle en constante expansion. Chaque internaute est à la fois utilisateur et co-créateur de cette ressource de connaissances d'une ampleur difficilement concevable. L'Internet contemporain s'apparente à une sorte de « *perpetuum mobile* », alimenté et enrichi par un corpus de connaissances en constante expansion, produit aussi bien en dehors qu'au sein même d'Internet. La prochaine étape de la révolution technologique dans le domaine de la communication ne pourrait être que l'interconnexion de nos « ordinateurs » internes, biologiques. Revenons toutefois au présent et à l'influence exercée par les médias sociaux sur la nature des conflits armés : il convient d'examiner les conflits et les crises dans lesquels deux facteurs se sont conjugués :

- les civils ont participé activement au conflit ou à la crise, dans l'un des deux camps ou dans les deux ;
- l'importance des médias électroniques, en particulier des médias sociaux, dans l'implication des civils dans un conflit donné a été constatée.

Après 2011, de nombreuses crises et guerres ont éclaté, mais certaines d'entre elles ne réunissaient pas l'un des deux éléments mentionnés ci-dessus. Par exemple, la guerre civile en Somalie répond au critère d'un conflit interne classique et de longue durée, caractérisé parallèlement par l'exploitation de la population civile. La guerre

au Mali a éclaté après l'entrée dans le pays de Touaregs qui avaient auparavant servi de bras armé au régime de Kadhafi. Les anciens combattants de retour, constatant la faiblesse militaire du Mali, ont rapidement pris conscience de la situation. Ils ont décidé de créer leur propre État. Entre-temps, ils ont formé une alliance avec des organisations paramilitaires islamistes, qui ont à leur tour vu dans ce nouveau conflit l'occasion d'établir un califat indépendant du Mali et des Touaregs. Il en a résulté une guerre civile brutale, qui a culminé, après quelques mois, avec la pacification de la rébellion touarègue et l'expulsion des islamistes. Aujourd'hui, non seulement l'indépendance du Mali, mais aussi son existence même, sont dues dans une large mesure au soutien de la France. La création du Soudan du Sud et les affrontements entre le Soudan et le Soudan du Sud ont également été qualifiés de formes classiques de guerre. La participation limitée des civils à l'un des camps du conflit, ou aux deux, n'a rien de nouveau dans l'histoire des conflits. En revanche, les capacités contemporaines d'auto-organisation des civils en une structure organisée et d'une efficacité optimale, susceptible de constituer en peu de temps un potentiel militaire important, représentent une nouveauté absolue. Ce nouveau type de crise et de conflit est apparu pour la première fois avec l'avènement de ce que l'on a appelé le Printemps arabe, avant de trouver des prolongements en Ukraine et même au Venezuela. Grâce à la possibilité d'un échange instantané d'informations entre les individus constituant la foule, un groupe jusque-là faiblement interconnecté et mal coordonné pouvait, en un laps de temps relativement court, se transformer en une structure quasi hiérarchique. Les expériences du Printemps arabe comme celles de l'Euromaïdan montrent que ces structures étaient capables de rivaliser efficacement avec des forces de police bien organisées. La présente étude est consacrée aux trois crises et conflits survenus jusqu'à présent au cours desquels ce phénomène entièrement nouveau a pu être observé dans le champ des sciences de la sécurité.

Une question de recherche a ainsi été formulée au sujet de la forme contemporaine des conflits de nouvelle génération, largement

fondés sur les technologies de communication : *dans quelle direction les crises et les conflits peuvent-ils encore évoluer au cours des prochaines décennies du XXI^e siècle ?*

Afin de préserver la structure logique de cette étude, chaque chapitre est consacré à une thématique distincte. Le contenu des chapitres successifs, chacun se concluant par les constats et conclusions des auteurs, constitue un ensemble de connaissances mobilisé afin de tenter de répondre à la question de recherche formulée ci-dessus.

Dans un premier temps, la terminologie employée dans l'étude a été examinée, en particulier deux notions directement liées aux conflits de nouvelle génération : les actions asymétriques et les actions hybrides. Le deuxième chapitre analyse la nature des guerres dans l'histoire de l'humanité, en mettant en évidence l'opposition entre deux approches radicalement différentes caractérisant l'attitude des individus à l'égard de la violence : le pacifisme et le réalisme. Dans ce chapitre, une tentative a été entreprise afin d'identifier les causes à l'origine des conflits en s'appuyant sur les mécanismes fondamentaux régissant la survie et le développement de l'espèce Homo sapiens. Le troisième chapitre analyse l'influence de l'évolution sur l'attitude individuelle des êtres humains à l'égard de la violence exercée les uns envers les autres, ainsi que son incidence sur la nature des conflits contemporains liés aux médias sociaux. Trois conflits toujours en cours y sont examinés : le Printemps arabe en voie d'essoufflement, la guerre en Ukraine et la crise au Venezuela, qui pourrait être qualifiée de guerre civile larvée. Les connaissances exposées dans les chapitres précédents constituent une introduction permettant de comprendre non seulement les causes immédiates de ces conflits, mais également leurs causes plus profondes, qui trouvent leur origine dans la nature même de notre espèce. Le quatrième chapitre présente une synthèse de la méthodologie d'influence et tente de déterminer dans quelle mesure la méthodologie d'utilisation des médias sociaux peut constituer un outil efficace de violence instrumentale. La conclusion apporte une réponse à la question de recherche en résumant les réflexions consacrées à l'évolution des

conflits au cours des prochaines décennies du XXI^e siècle, ainsi qu'aux orientations possibles de l'évolution sociale de notre espèce.

CHAPITRE I

CONCLUSIONS TERMINOLOGIQUES : ENTRE OPÉRATIONS HYBRIDES ET ASYMÉTRIQUES

Les actions militaires peuvent être classées selon différents critères : juridiques, méthodologiques, historiques, sociaux ou culturels. De nos jours, de nombreuses classifications suivent une approche méthodologique, en mettant en évidence, dans les différentes actions, des éléments propres au combat hybride et asymétrique. Compte tenu de ce qui précède, il convient d'examiner plusieurs définitions de l'hybridité et de l'asymétrie afin de tenter de proposer, aux fins de la présente étude, une définition appropriée des actions hybrides et asymétriques.

1.1. HYBRIDE ET HYBRIDITÉ

Le « Dictionnaire de la langue polonaise » définit l'adjectif « hybride » comme désignant quelque chose composé d'éléments divers, généralement peu compatibles entre eux [Grand Dictionnaire PWN

des termes étrangers, 2008]. Comme l'indiquent R. Jakubczak et R. Martowski, *dans l'art de la guerre, les actions aujourd'hui qualifiées d'hybrides sont aussi anciennes que la guerre elle-même, car elles illustrent l'exploitation, par un adversaire habile – généralement un État voisin – des faiblesses de la préparation défensive d'un État. L'histoire militaire en fournit de nombreux exemples : pour vaincre l'adversaire attaqué, divers stratagèmes étaient employés, généralement très différents de ceux que l'on connaît des deux guerres mondiales du XXe siècle et des conflits armés qui leur ont succédé... Du point de vue des modes d'action, il s'agissait donc plutôt d'actions irrégulières* [Jakubczak, Martowski, 2017]. Au vu de ce qui précède, il convient donc d'examiner les définitions des actions irrégulières figurant dans le « Dictionnaire des termes de la sécurité nationale » : *forme d'activités de combat menées le plus souvent dans le cadre de la défense de l'État (ou d'une guerre de libération), consistant à éviter les affrontements directs avec les forces supérieures de l'adversaire, susceptibles d'entraîner la destruction, et à attaquer, généralement par surprise, ses flancs, ses éléments logistiques et ses sous-unités isolées. Ces actions peuvent être menées à l'échelle tactique, opérationnelle ou stratégique* [Dictionnaire des termes de la sécurité nationale, 2009]. Ainsi, l'action hybride, entendue comme la combinaison, à des fins militaires, de deux éléments au sens large – matériels ou immatériels, notamment sous la forme d'actions – était assurément connue et même largement employée dans les conflits du passé. En revanche, les définitions utilisées jusqu'à présent ne renvoient pas nécessairement directement à l'idée d'associer des « éléments » incompatibles, mais peuvent plutôt mettre l'accent sur la description d'activités ou de circonstances externes et internes, ainsi que sur la manière dont ces activités sont menées. Dans ce cas, tant les partisans que les opposants à l'emploi du terme « actions hybrides » dans l'étude des conflits armés contemporains auraient partiellement raison. Il s'agit toutefois de considérations purement théoriques, qui ne constituent pas l'objet de la présente étude. En résumé, il convient de s'en tenir à la définition univoque retenue dans les dictionnaires

pour expliquer le sens de certains termes, sans les rattacher de manière explicite aux conditions particulières propres aux périodes de paix, de crise ou de guerre : est hybride ce qui résulte de la combinaison d'éléments incompatibles. Dans le cas d'activités militaires ou paramilitaires, cela peut désigner, par exemple, l'utilisation de moyens civils de transport public afin d'affaiblir ou de détruire des infrastructures militaires ; le recours à des civils pour bloquer les mouvements de troupes ou détruire des éléments de soutien logistique, etc.

Au vu de ce qui précède, il convient également d'examiner les définitions des actions hybrides et asymétriques envisagées strictement dans le cadre des sciences de la sécurité et des études stratégiques. Selon A. Gruszczak, la guerre hybride contemporaine peut être comprise comme une nouvelle approche cognitive dans l'étude des conflits armés ou, plus largement, dans les études stratégiques contemporaines [A. Gruszczak, 2011]. Les critiques ne manquent pas, certaines soulignant que le concept de guerre hybride est « vague » et imprécis. Il souffre également d'un manque de précision définitionnelle, ce qui nuit à une analyse claire et rigoureuse de l'environnement de sécurité futur [G. P. Gentile, 2009]. Reyes Cole observe que des concepts tels que les « actions militaires irrégulières », la « guerre hybride » ou les « opérations de contre-insurrection » sont entourés d'un « brouillard de guerre lexical » [R. Cole, 2009]. L'étymologie du terme « hybridité » renvoie au mot latin *hybrid*, qui signifie « croisement » et désigne un individu issu du croisement de deux spécimens génétiquement différents appartenant à des espèces ou à des variétés distinctes [Dictionnaire PWN des termes étrangers, 1980].

L'« hybridisme » est une propriété résultant du croisement ou du mélange de caractéristiques et d'éléments appartenant à des objets, organismes ou états différents, souvent structurellement distincts et génétiquement éloignés, voire opposés. L'hybridation désigne donc la réunion, au sein d'une entité distincte, de divers attributs fondamentalement différents. Dans le même temps, cette entité

conserve certaines propriétés spécifiques propres à l'espèce. Dans le contexte des conflits armés contemporains, l'hybridation peut être comprise comme la coexistence d'éléments propres aux « anciennes » et aux « nouvelles » guerres, de conflits armés classiques et de guerres « postmodernes », d'affrontements entre armées nationales et de conflits asymétriques, de technologies militaires de pointe et d'armes primitives, de luttes pour les territoires et les ressources ainsi que de différends portant sur l'identité et les valeurs, ou encore comme la confrontation entre particularisme et cosmopolitisme [M. Kaldor, 2001].

L'hybridation peut concerner aussi bien la partie au conflit – un État, un acteur non étatique ou un groupe armé irrégulier – que l'espace du conflit, en particulier le champ de bataille. Elle résulte principalement de la coexistence spatio-temporelle de plusieurs générations différentes de guerres, qui se croisent, s'interpénètrent et s'affrontent sur le champ de bataille. Pour un observateur extérieur, la guerre apparaît ainsi, d'une part, comme un espace où les troupes régulières des forces armées étatiques combattent des groupes locaux faiblement organisés et peu armés ; où des formations militaires spéciales dotées des technologies militaires les plus récentes opèrent parallèlement à des foules en colère attaquant les « troupes d'envahisseurs » ; où, enfin, l'emploi de technologies et d'instruments propres aux champs de bataille cybernétiques coexiste avec des embuscades et des pièges tendus par l'ennemi dans les zones d'affrontement. Pour reprendre les termes de Michael Evans, *nous sommes confrontés à un étrange mélange de conflits prémodernes et postmodernes – un monde d'actions armées asymétriques et ethnopolitiques – dans lequel les machettes côtoient les logiciels de Microsoft, tandis que des millénaristes apocalyptiques, chaussés de baskets Reebok et portant des lunettes Ray-Ban, rêvent de s'emparer d'armes d'extermination massive* [M. Evans, 2003].

Les initiateurs et promoteurs de l'approche hybride des conflits armés contemporains se référaient à une autre conception de la notion d'« hybridité » : celle d'une forme d'adaptation et de conver-

gence, combinant des éléments fonctionnels appartenant à deux systèmes différents [*Poland on the road...*, 2002]. La convergence est un processus systémique permettant l'élimination progressive, graduelle et délibérée des différences afin de créer une « organisation de la diversité » à vocation universelle. Dans le domaine de la sécurité, la convergence désigne l'intégration des ressources physiques, logiques, informationnelles et humaines en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficacité opérationnelle des acteurs chargés de prévenir et de combattre les menaces ainsi que de gérer les risques [D. Tyson, 2007]. Selon Frank G. Hoffman, la guerre hybride se caractérise par la (.) *convergence physique et psychologique, cinétique et non cinétique, des combattants et des civils (.) des forces armées et des communautés, des États et des acteurs non étatiques, ainsi que des capacités de combat dont ils disposent* [F. G. Hoffman, 2009]. D'autres représentants de ce courant soulignent également l'importance de la convergence des paramètres du conflit. Selon D. T. Lasica, l'hybridité constitue une combinaison logique de la stratégie et de la tactique visant à mêler différents types d'actions armées [D. T. Lasica, 2009]. R. G. Walker considère quant à lui l'hybridité comme le résultat de la convergence entre les principes de la guerre conventionnelle et ceux des opérations spéciales [R. G. Walker, 1998]. J. J. McCuen décrit l'hybridité comme une combinaison de guerres symétriques et asymétriques [J. J. McCuen, 2008].

N. Freier évoque quant à lui la combinaison de trois sources de risque et d'événements imprévisibles : les actions irrégulières (de guérilla), les conflits traditionnels (de portée limitée) et les menaces asymétriques les plus graves, dites de haut niveau [N. Freier, 2011].

Selon A. Gruszczak, *l'élément commun aux définitions présentées ci-dessus réside dans la volonté des parties au conflit de rapprocher leurs méthodes, leurs moyens et leurs modes d'action militaires et non militaires afin de maximiser l'effet de synergie, ce qui leur permet d'obtenir un avantage relativement durable sur l'adversaire et de favoriser une transformation structurelle de la zone de confrontation. Il en résulte un estompement des différences dans la perception des*

composantes du conflit, ainsi que dans les solutions méthodologiques utilisées pour identifier, diagnostiquer et analyser la nature, la composition et l'ampleur de l'impact du conflit sur l'environnement local et international [A. Gruszczak, 2011].

1.2. ASYMÉTRIE

Au cours des dernières décennies, la conception classique de la guerre et de la paix s'est progressivement érodée, jusqu'à perdre presque entièrement sa pertinence au profit d'un cadre conceptuel beaucoup plus large que celui traditionnellement associé au domaine militaire. Dans le monde contemporain, le nombre et l'ampleur des menaces non militaires ne cessent de croître. Parallèlement, les effets de ces menaces peuvent s'avérer tout aussi destructeurs pour les sociétés qui y sont confrontées.

Les menaces militaires ne résultent pas toujours de l'emploi direct des forces armées, mais peuvent également découler de la menace d'y recourir. Dans les relations politico-militaires entre États, la possibilité croissante d'utiliser un potentiel militaire de plus en plus puissant contre un autre État peut constituer un instrument important d'escalade des tensions dans les relations bilatérales. L'État, ou les États, exposés à la menace d'une éventuelle agression sont alors contraints d'orienter leurs propres actions vers le renforcement de leurs capacités de défense, ce qui exerce une incidence manifeste sur la situation économique et sociale de l'ensemble de la nation. Ainsi, le simple fait de créer l'impression qu'une agression est possible peut être considéré comme une forme d'agression produisant des effets réels sur les pays concernés. Ce type d'action peut prendre différentes formes de menace pour la souveraineté et l'intégrité territoriale [Wróblewski, 1993] :

- directes : sabotage, provocation, incidents frontaliers
- indirectes : chantage militaire, démonstration de force.

Il convient également de noter que la perte de ladite souveraineté ou intégrité peut aussi résulter d'actions paramilitaires, voire non militaires [Szczyrek, 2012]. Les relations internationales contemporaines sont façonnées par le processus de mondialisation, qui entraîne l'effacement progressif des frontières existantes et des divisions sociales. En outre, la sphère d'activité de l'État est devenue un espace de transformations dynamiques, se traduisant notamment par l'estompement de la frontière entre sécurité extérieure et sécurité intérieure. Des menaces entièrement nouvelles apparaissent et évoluent, notamment celles émanant d'acteurs non étatiques. Le transfert de connaissances, de technologies et de ressources matérielles s'effectue de multiples façons entre la sphère militaire et la sphère non militaire de l'État. L'ensemble de ces évolutions contribue à reléguer progressivement au second plan la confrontation militaire classique, au profit de nouvelles formes d'agression résultant des transformations en cours.

Il est donc *nécessaire de distinguer, sur le plan théorique, un troisième état, qui n'est ni la guerre ni la paix : un état non pas tant transitoire qu'autonome, qualifié par le général S. Koziej de « zone grise de la sécurité »* [Aleksandrowicz, 2007].

Dans le domaine des sciences de la sécurité, le terme « menaces asymétriques » a été introduit pour désigner un type de menaces caractérisé par un déséquilibre des forces et des moyens ainsi que par le recours, de la part d'un adversaire potentiel, à des modes d'action non conventionnels [ISJP]. La notion de « menace asymétrique » est solidement ancrée dans ce que l'on appelle la « théorie de l'équilibre des puissances ». Dès lors se pose la question de savoir si les menaces pesant sur la sécurité internationale ne risquent pas également de remettre en cause le concept même d'équilibre des puissances [B. Zapała, 2011]. L'asymétrie militaire se manifeste par les différences de potentiel – en termes de forces et de moyens – entre les parties belligérantes. On peut notamment distinguer le potentiel humain, la technologie militaire et les capacités logistiques. Les actes normatifs encadrent les modalités de conduite des actions

armées, y compris des actions asymétriques : *celles-ci interviennent lorsque la partie adverse n'est pas clairement définie ou lorsque sa définition ne permet pas le recours aux formes régulières de combat. Elles se produisent lorsque l'adversaire présente des différences significatives sur les plans technologique et culturel – notamment quant au système de valeurs – et lorsque les forces et les moyens engagés sont disproportionnés par rapport à l'ampleur des actions menées* [DWŁĄD, 115/2008]. Le déséquilibre potentiel entre les deux parties opposées peut se manifester, d'une part, par l'emploi de troupes régulières combattant un adversaire plus faible ou seulement partiellement identifié. D'autre part, la lutte contre un adversaire nettement plus puissant au moyen d'actions dites irrégulières (de guérilla) relève également de la logique des actions asymétriques. Plus généralement, un acteur non étatique menant des actions qui ne s'inscrivent pas dans le cadre des règles classiques du combat armé – par exemple une organisation terroriste – peut lui aussi constituer un adversaire asymétrique. Un autre exemple peut être celui d'un adversaire disposant d'un potentiel relativement faible ou mal organisé – ce qui réduit considérablement la qualité de ce potentiel –, comme l'armée de certains pays appartenant au « tiers monde ». Le monde contemporain diffère profondément de celui de l'époque de la guerre froide. La principale différence tient au fait que la technologie des armes nucléaires est désormais à la disposition d'un nombre bien plus élevé de pays, nombre qui devrait encore augmenter à l'avenir. Cela soulève également la question de l'asymétrie des conflits opposant des acteurs ne disposant pas, dans leurs arsenaux, d'un potentiel de destruction aussi important aux puissances dites nucléaires. Il convient à cet égard de rappeler l'opinion exprimée par Joseph S. Nye, qui, dans le contexte des conflits internationaux, conçoit l'asymétrie comme une situation dans laquelle les États ou les entités en opposition disposent de potentiels déséquilibrés [Czupryński, 2012].

Dans le même temps, les États dotés de l'arme nucléaire déclarent ouvertement qu'ils n'y auront pas recours contre des pays qui n'en

disposent pas. Cela peut expliquer pourquoi la question de la possession ou de l'absence d'un arsenal nucléaire est rarement prise en compte dans l'analyse de l'asymétrie des puissances militaires. Il convient également de noter que la question de l'asymétrie est parfois appréhendée différemment selon les cultures. Par exemple, les conceptions américaines de l'asymétrie dans l'environnement de sécurité ont notamment été exposées dans Joint Strategic Review de 1999, où il est indiqué *qu'une approche asymétrique consiste à tenter de tromper ou d'affaiblir la puissance des États-Unis en exploitant leurs vulnérabilités au moyen de méthodes radicalement différentes de celles employées par les États-Unis. Ces approches visent en particulier les principaux domaines de l'influence psychologique, tels que le choc ou la confusion, afin de donner à l'adversaire la possibilité de prendre l'initiative, d'acquérir une liberté d'action ou d'imposer sa propre volonté* [Pawłowski, Gawliczek, 2003].

Outre le document susmentionné, complété après les tragiques attentats contre le World Trade Center et le Pentagone du 11 septembre 2001, la définition suivante a été ajoutée : *la menace d'une attaque menée au moyen de méthodes inhabituelles produisant des effets disproportionnés* [Pawłowski, Gawliczek, 2003]. En revanche, les menaces asymétriques ne font pas l'objet d'une définition explicite dans le contexte russe, bien que l'asymétrie, entendue au sens large dans l'environnement de sécurité, puisse y être appréhendée de diverses manières, notamment en ce qui concerne les menaces émanant d'acteurs non étatiques. *Dans la littérature russe, l'une des premières études dans lesquelles est apparu le concept de conflit asymétrique est un travail du Dr E. A. Stepanova, publié en 2008. E. A. Stepanova y a mis en évidence plusieurs caractéristiques des conflits asymétriques impliquant des groupes terroristes internationaux et a analysé la dynamique ainsi que l'élaboration d'une stratégie efficace de lutte contre le terrorisme* [Lasota, 2012].

En Europe occidentale, en revanche, les menaces asymétriques sont envisagées dans le contexte de la disproportion des forces et des difficultés rencontrées par l'État pour se préparer à une confron-

tation survenant dans des conditions de surprise. Les modes d'action de l'adversaire asymétrique, par nature imprévisibles, peuvent constituer un défi majeur pour les autorités chargées de la sécurité. L'une des définitions des menaces asymétriques, proposée par le général Christian Quesnot, président du Comité d'études de défense nationale en France, précise qu'une menace asymétrique est *toute forme de menace émanant d'un groupe constitué ou non constitué, dépendant ou indépendant d'un État, à laquelle l'État menacé, un groupe d'États, une alliance ou une institution n'est préparé ni culturellement, ni structurellement, ni intellectuellement, pas plus qu'il ne l'est sur les plans législatif, administratif ou réglementaire, de manière à pouvoir réagir immédiatement, efficacement et fermement* [Szubrycht, 2006].

Dans la littérature allemande, on trouve en revanche le terme de « guerre asymétrique », définie comme *une petite guerre ou un conflit de faible intensité, dans lequel des États ou des sociétés sont exposés à des menaces émanant d'acteurs étatiques ou non étatiques, tels que des groupes terroristes, des combattants de la liberté ou des pirates informatiques, recourant principalement à des moyens non conventionnels* [Pawłowski, Gawliczek, 2003].

James J. Wirtz estime qu'il existe un paradoxe dit de « l'équilibre des puissances », à savoir une situation dans laquelle les États plus faibles ne cherchent pas à contrebalancer les puissances dominantes ou une puissance hégémonique au moyen de mesures d'équilibrage. Ces États recherchent alors une stratégie susceptible d'atténuer autrement les déséquilibres existants et de transformer leur désavantage en avantage [T. V. Paul, J. J. Wirtz, M. Fortmann, 2004]. Ces actions reposent sur la conviction qu'un État plus puissant ne souhaitera pas engager l'ensemble de ses forces contre un État plus faible [T. V. Paul, J. J. Wirtz, M. Fortmann, 2004]. L'État le plus puissant concentrera alors ses efforts sur la neutralisation des menaces ou sur la réduction des risques, qu'ils soient existants ou potentiels. Selon Wirtz, il s'agit là d'une manifestation typique de la volonté de maintenir un équilibre des puissances au moyen de nouveaux

éléments – asymétriques – intégrés à la politique étrangère et à la politique de sécurité.

L'Académie de l'art de la guerre mène actuellement des recherches scientifiques sur la nature des actions et des menaces asymétriques, tant offensives que défensives. Jacek Pawłowski et Piotr Gawliczek indiquent tous deux que, quel que soit le plan d'analyse – militaire ou non militaire –, l'essence des actions asymétriques consiste à penser, organiser, entreprendre et mener des actions d'une manière différente de celle de l'adversaire, en tenant compte des différences de potentiel, entendu au sens large, entre les parties opposées [Pawłowski, Gawliczek, 2003].

Lorsqu'on examine les mesures asymétriques dans le contexte de la sécurité militaire, il convient de privilégier une approche traditionnelle tenant compte des disproportions entre les capacités militaires. Toutefois, une partie disposant d'un potentiel nettement inférieur ne perd pas nécessairement un conflit face à un adversaire plus puissant. Leszek Elak et Artur Michalak ont souligné ce point en se référant à la guerre du Vietnam (1957-1975), ainsi qu'à un autre exemple, celui de la guerre en Tchétchénie : *les forces partisans de l'État tchétchène désintégré, opérant à partir de bases situées en montagne, ont été capables, au cours d'une offensive estivale, d'occuper en moins d'un mois les principales villes du pays, y compris la capitale, et, par conséquent, de repousser au-delà de leurs frontières les troupes régulières de l'une des grandes puissances militaires mondiales – la Russie* [Elak, 2014].

Les exemples ci-dessus montrent clairement qu'il convient toujours d'être prêt à agir dans un environnement de sécurité asymétrique entendu au sens large.

Ces dernières années, la frontière entre les sphères de la sécurité militaire et non militaire est devenue de plus en plus perméable. De nouvelles formes de menaces, issues à la fois de forces, de moyens et de méthodes militaires et civils, ont commencé à apparaître. Cette interpénétration particulière des sphères militaire et non militaire est devenue l'un des signes caractéristiques de notre époque. Ce

phénomène a également été relevé par Jacek Pawłowski et Piotr Gawliczak, déjà mentionnés, qui ont souligné le recours croissant à la sphère non militaire afin de dominer l'adversaire. *De nos jours, on peut observer que l'asymétrie, et en particulier les menaces asymétriques, consiste très souvent à recourir à des moyens non militaires afin d'obtenir un avantage militaire* [Pawłowski, Gawliczek, 2003].

Stanisław Koziej s'est exprimé dans un sens similaire, en soulignant le caractère non conventionnel et non orthodoxe des actions asymétriques : *leur essence réside dans l'action indirecte, qui consiste à contourner les points forts de l'adversaire et à frapper ses points les plus faibles et les plus sensibles ; elle repose sur l'emploi de méthodes et de moyens non conventionnels. Il ne s'agit pas d'un duel chevaleresque livré en terrain découvert selon des règles établies. La seule règle consiste à éviter les règles. L'essence des actions asymétriques est d'entraîner l'adversaire sur des terrains qui lui sont inconnus, d'utiliser sa force contre lui et de transformer ses faiblesses en sa propre force* [Koziej, 2008].

Les actions asymétriques permettent d'obtenir un avantage sur l'adversaire en exploitant les différences de potentiel et de méthodologie. L'objectif consiste à maximiser ses propres atouts et à exploiter les faiblesses de l'ennemi afin de prendre l'ascendant dans le conflit en cours. Selon Ryszard Szpyra, le conflit asymétrique se caractérise par une inadéquation entre la nature anticipée des menaces et leur forme réelle finalement révélée, ainsi que par un écart entre les attentes concernant l'adversaire et la situation effective, et enfin entre les objets et les méthodes d'influence supposés et ceux effectivement mis en œuvre par les parties [Szpyra, 2008].

Les menaces asymétriques, dans leur forme contemporaine, sont apparues avec les transformations provoquées par la mondialisation, ainsi qu'avec l'intégration progressive des sociétés et l'informatisation de plus en plus généralisée de la vie quotidienne. À l'aube de la dernière décennie du XXe siècle, l'Europe a été le théâtre de profondes transformations géopolitiques, qui se sont principalement manifestées par l'effondrement de l'Union des républiques socialistes

soviétiques et par les changements politiques et sociaux intervenus dans tous les pays de l'ancien Pacte de Varsovie. Les systèmes existants ont été remplacés par la démocratie et l'économie de marché [Fukuyama, 1996]. Avec l'érosion du système bipolaire de sécurité mondiale, s'est ouverte une période caractérisée par un système multipolaire dans lequel les États-Unis ont jusqu'à présent conservé un rôle prépondérant. Parallèlement, de nouvelles puissances, encore essentiellement régionales, telles que la Chine, l'Inde et le Brésil, ainsi que des organisations interétatiques disposant collectivement d'un potentiel comparable à celui des puissances mondiales, comme l'Union européenne, l'ASEAN ou encore, pour l'heure, l'Union africaine, encore peu visible, poursuivent leur montée en puissance à un rythme soutenu. D'un côté, la Russie a connu une période de déclin qui l'a fait passer du statut de puissance mondiale à celui de puissance régionale. De l'autre, depuis plus d'une décennie, elle s'efforce de renforcer sa position en mobilisant l'ensemble des capacités, moyens et stratégies à sa disposition, notamment en raison de ses contraintes économiques [Kubiak, Makowski, Mickiewicz, 2005].

Les transformations civilisationnelles, et par conséquent les mutations de l'environnement de sécurité, ont fait qu'une situation de menace ne peut désormais être affrontée efficacement que par l'emploi coordonné de moyens militaires et non militaires. En d'autres termes, les ressources militaires ont perdu leur primauté face à l'éventail sans cesse croissant des possibilités offertes par les actions asymétriques. Ce phénomène touche l'ensemble des sphères de fonctionnement de l'État. Les puissances nucléaires actuelles ainsi que les pays disposant de capacités militaires importantes font preuve d'une grande retenue quant au recours effectif à la violence armée dans leurs relations avec d'autres États, tandis que les politiques de sécurité nationale et internationale sont principalement mises en œuvre au moyen de pressions économiques, comme l'illustre la crise ukrainienne. Selon Bolesław Balcerowicz : *le processus progressif de mondialisation, outre les avantages manifestes liés au développement civilisationnel et à l'accroissement de la prospérité,*

entraîne également pour la communauté internationale des conséquences négatives, qui se traduisent par des asymétries économiques, technologiques, sociales et culturelles. Dans cette perspective, l'asymétrie ne se limite pas au champ des missions et des capacités militaires possibles, mais concerne des organisations entières et leur environnement ; elle s'applique aux États, aux alliances, aux macrosystèmes et, plus largement, à l'asymétrie de l'ordre mondial [Balcerowicz, 2002].

L'analyse de 202 conflits sélectionnés, survenus entre 1800 et 2003, montre que, dans pas moins de 57 cas (28 %), la partie la plus faible a remporté la victoire ou, à tout le moins, est parvenue à faire jeu égal avec la partie la plus forte. Cette proportion augmente au fil du temps puisque, sur les 57 conflits survenus après la Seconde Guerre mondiale, dans pas moins de 26 cas (45 %), la partie la plus forte n'a pas pu se prévaloir d'une victoire [I. Arreguin-Toft, 2005]. Les campagnes en Irak et en Afghanistan ont été classées par I. Arreguin-Toft parmi les guerres remportées par les pays les plus puissants. Les réalités contemporaines montrent que la stratégie d'emploi du potentiel devient plus importante que le potentiel lui-même, notamment lorsqu'elle permet de surprendre l'adversaire. Dès lors, quel que soit leur potentiel, aucune des parties ne peut se sentir pleinement en sécurité. Il apparaît ainsi que, paradoxalement, un État plus puissant n'a que légèrement moins de chances de perdre un conflit qu'un État plus puissant. En revanche, ce sont les pays les plus puissants qui sont contraints d'opérer dans de nouveaux champs d'action définis par les pays les plus faibles. Cette situation rappelle le combat d'une armée régulière contre quelques groupes rebelles, mais sur un terrain que les guérilleros connaissent parfaitement et dont ils savent exploiter pleinement les caractéristiques, infligeant ainsi des pertes considérables à un adversaire théoriquement plus puissant. L'avantage lié à la supériorité des forces de l'adversaire le plus puissant se trouve alors neutralisé par le recours à une stratégie asymétrique efficace, fondée notamment sur la connaissance de l'environnement ou sur l'emploi de méthodes de combat inhabituelles.

À l'inverse, un adversaire plus puissant peut également disposer d'un éventail de possibilités bien plus large que celui offert par les seules forces armées classiques. Il peut recourir à diverses formes d'influence et d'affaiblissement du potentiel adverse, notamment par des moyens économiques, sociaux ou culturels.

En résumé, il semble que la définition des menaces asymétriques continuera d'évoluer avec la poursuite du développement civilisationnel et le progrès technologique croissant des différentes sociétés. L'asymétrie dans l'environnement de sécurité est évoquée dans presque tous les cas où l'on observe une perturbation manifeste de l'équilibre et, par conséquent, des proportions entre des adversaires réels ou potentiels. Dans la terminologie militaire classique traditionnelle, le concept d'asymétrie avait une signification bien précise – celle d'une différence de potentiel –, devenue aujourd'hui largement obsolète au regard des transformations de l'environnement international de sécurité. Cette divergence terminologique, de plus en plus manifeste, a encore été accentuée par le remplacement, sur les plans formel et juridique, des sciences militaires par les sciences de la sécurité et les sciences de la défense. Dans l'acception antérieure, les menaces asymétriques correspondaient aux menaces non conventionnelles, c'est-à-dire autres que la menace classique d'une agression armée menée par un acteur étatique – étant entendu que cette menace pouvait ne pas être mise en œuvre par une armée régulière. Par ailleurs, les « actions asymétriques » désignent également le passage de l'armée à des formes d'action irrégulières, par exemple la conduite d'une guerre de guérilla. À l'heure actuelle, l'asymétrie désigne notamment : *l'emploi de tactiques de combat différentes (par exemple des formes de combat déloyal), l'action sur les points sensibles du système de combat de la partie adverse, la guerre de l'information, la guerre de l'information dans la sphère de l'opinion publique ainsi que la menace de recourir aux armes de destruction massive* [Czupryński, 2012].

Face à l'évolution constante des conditions géopolitiques, il convient de s'interroger sur la nature que pourront revêtir les me-

naces asymétriques dans quelques années, voire dans une dizaine d'années. La prévision des menaces dans les relations internationales constitue non seulement une entreprise difficile, mais également très risquée. Cela tient à la fois à la diversité des facteurs qu'il est impossible de prévoir intégralement – par exemple les transformations civilisationnelles et technologiques – et à la variabilité de l'environnement dans lequel un type donné de menace peut apparaître. Les conditions extérieures, encore inconnues au moment de l'élaboration des prévisions et donc difficiles à anticiper, revêtent également une importance non négligeable. Dans ce contexte, il convient de citer les propos de Jarosław Gryz qui, dans le cadre de ses recherches sur les menaces contemporaines pesant sur la sécurité de l'État, a proposé une prévision à l'horizon 2040. Il souligne que *les menaces identifiées aujourd'hui ne constituent qu'une tentative de recensement des menaces auxquelles l'État polonais pourrait être confronté au XXI^e siècle* [Gryz, 2004]. Selon Stanisław Koziej, en revanche, l'incertitude constitue une caractéristique fondamentale de l'environnement de sécurité en mutation. Il est possible d'identifier des tendances, mais non des menaces, du moins pas avec une précision suffisante pour permettre de les contrer efficacement [Koziej, 2008]. Les auteurs de la *Vision des forces armées de la République de Pologne – 2030* estiment que les nouvelles menaces seront plus diverses, plus complexes et moins prévisibles [Vision des forces armées de la République de Pologne – 2030]. D'autres chercheurs spécialisés dans la prospective se montrent eux aussi prudents dans leurs prévisions concernant les risques futurs [Sienkiewicz, Jemioło, Zacher, Józwiak, Świeboda, 2001]. Une telle prudence paraît parfaitement compréhensible face à un domaine de phénomènes aussi complexe, multidimensionnel et en constante évolution que celui des menaces. Dans le même temps, c'est précisément ce domaine qui revêt une importance cruciale pour le fonctionnement d'une entité individuelle ou collective. Dans ce contexte, malgré les difficultés, toute tentative visant à décrire les événements probables susceptibles de menacer potentiellement l'entité concernée paraît pleinement justifiée.

Il convient de noter que les orientations des changements observables dans les processus à l'œuvre dans l'espace de sécurité contemporain font apparaître une tendance spécifique et perceptible. Cela permet, à son tour, d'effectuer des observations relativement objectives, d'adopter certaines hypothèses et d'en tirer des conclusions. Il semble ainsi possible de définir, au moins partiellement, les orientations de l'évolution des menaces actuellement existantes, ainsi que d'identifier les domaines dans lesquels des menaces entièrement nouvelles pourraient apparaître. D'une part, les processus de mondialisation et d'intégration créent les conditions nécessaires à la réduction des différences et des disparités dans le développement technologique des États, ainsi qu'à l'unification culturelle progressive de différents groupes sociaux. D'autre part, le processus d'unification s'accompagne également de tendances opposées, par exemple dans les pays où les sociétés s'appauvrissent et où des formes culturelles fondées sur une violence plus ou moins voilée gagnent en attractivité, comme dans le cas de l'islam combattant. Le développement des menaces asymétriques peut également être influencé par d'autres processus, tels que l'informatisation de plus en plus généralisée de la vie publique, qui se manifeste par l'importance croissante des menaces dans le cyberspace.

Ces dernières années ont clairement montré que les médias électroniques, et en particulier les médias sociaux, sont devenus un outil idéal pour ce type d'activités. Il convient donc de tenter de proposer une définition des actions hybrides et asymétriques qui réponde aux exigences de la présente étude.

1.3. DÉFINITION DES ACTIONS HYBRIDES ET ASYMÉTRIQUES

À la lumière de l'évolution du champ de bataille contemporain, elle-même conditionnée par le développement dynamique des techno-

logies de communication, il est possible de retenir la conception suivante des actions considérées.

Une action asymétrique est *une forme d'activité dans laquelle l'emploi de forces disproportionnellement moindres permet d'atteindre les objectifs visés, tout en infligeant souvent à l'adversaire des pertes disproportionnées par rapport aux forces et aux moyens engagés.*

Une action hybride est *une forme d'activité combinant deux types d'actions ou d'éléments diamétralement différents ou opposés afin de mener une action présentant les caractéristiques de ces deux actions ou éléments.*

Les activités militaires et quasi militaires menées dans le cadre du conflit contemporain en Ukraine répondent aux critères des actions hybrides lorsque des composantes civiles ou semi-civiles accomplissent des tâches strictement militaires. À l'inverse, des forces militaires spéciales peuvent être engagées dans des actions dirigées contre les infrastructures civiles et la société. À l'heure actuelle, les formes d'action les plus fréquentes sont des actions combinées présentant à la fois des caractéristiques asymétriques et hybrides. Ainsi, le recours à des civils étrangers pour paralyser, dans un autre pays, des communications utilisées à des fins militaires constitue une action à la fois asymétrique – en raison de son coût très faible au regard de l'effet obtenu – et hybride – puisqu'un élément civil poursuit des objectifs militaires. Il en va de même de l'utilisation des médias électroniques pour orienter la population civile vers l'affaiblissement ou la destruction du potentiel politique, économique ou militaire existant. Il n'est pas facile de déterminer clairement si les changements sociaux qui en résultent, initiés sur les médias sociaux, sont apparus spontanément ou s'ils ont pu être artificiellement provoqués par des tiers. L'attitude adoptée face à l'apparition de manifestations ou de rébellions impliquant de larges pans de la société dans un pays donné revêt également une grande importance. Tout mouvement social de masse dirigé contre le système politique en place repose généralement sur un mécontentement réel et durable à l'égard de la

situation existante dans le pays concerné. En d'autres termes, il est possible de déclencher efficacement une révolution, mais, en l'absence d'un soutien suffisamment large de la population, une telle rébellion finit généralement par s'essouffler. Le contexte social est donc tout aussi important, c'est-à-dire, dans ce cas précis, le mécontentement réel et durable des gouvernés à l'égard de la manière dont les gouvernants exercent le pouvoir. Dès lors se pose la question de savoir s'il est possible de préparer suffisamment à l'avance le « terrain social ». Une réponse partielle à cette question a été apportée dans le cadre des réflexions consacrées aux causes et au déroulement des révolutions dans les différents pays étudiés. Revenant toutefois à la question terminologique, les auteurs se sont permis de proposer les définitions suivantes des actions hybrides et asymétriques dans le contexte des conflits au cours desquels les technologies de communication de masse ont joué un rôle important.

Une action hybride, dans le contexte de l'utilisation des technologies de communication de masse, est une forme d'emploi cumulé des médias sociaux numériques visant à mobiliser une société donnée, ce qui conduit à l'affaiblissement ou à la destruction du potentiel d'un pays étranger afin d'en prendre le contrôle.

Dans le contexte de l'utilisation des technologies de communication de masse, les actions asymétriques constituent quant à elles une forme d'activité consistant à mobiliser la société par l'intermédiaire des médias sociaux, moyennant des coûts disproportionnellement faibles par rapport à l'effet obtenu, à savoir la prise de contrôle du potentiel d'un pays donné.

Il ne fait aucun doute que les actions hybrides et asymétriques jouent, et continueront de jouer à l'avenir, un rôle important dans l'environnement de sécurité ; elles méritent donc de faire l'objet d'une réflexion scientifique approfondie.

CHAPITRE II

LES ORIGINES DES CONFLITS ARMÉS

2.1. ESSENCE DU CONFLIT ARMÉ

La guerre n'est rien d'autre qu'un conflit, un différend entre des êtres humains tranché par la violence. Il ne fait aucun doute que l'être humain appartient à une espèce prédatrice ; les guerres constituent donc une conséquence de cette nature humaine. D'autre part, depuis les origines des sociétés humaines, la conscience et le respect de la vie, non seulement des autres êtres humains – représentants de la même espèce –, mais aussi des autres organismes vivants, ont évolué. Il est possible que cette relation entre la nature du prédateur et celle de l'herbivore trouve son origine à l'époque où différentes espèces d'hominidés vivaient côte à côte et où leurs représentants se sont ainsi mêlés. L'organisme de l'être humain moderne constitue dès lors une sorte de carte génétique retraçant les luttes préhistoriques et les « coalitions biologiques » de notre espèce. D'autre part, la tendance à respecter la vie et la santé d'autrui s'accroît avec le progrès de la civilisation, ce qui pourrait indiquer que la compréhension et le respect envers les autres êtres humains ne résultent pas uniquement de turbulences génétiques. Il convient toutefois de no-

ter que ces « turbulences » ont elles-mêmes une origine [We know why..., 2012]. Aujourd'hui, la propension à entrer en concurrence et à tirer profit au détriment d'autrui, toujours fortement présente chez l'être humain, conduit à des conflits aussi bien entre individus qu'entre communautés. La guerre constitue l'affrontement d'intérêts opposés entre différents groupes sociaux. Selon Lewis Mumford, l'un des plus éminents humanistes du XXe siècle, ce mode de vie prédateur est profondément enraciné chez l'être humain depuis l'époque où celui-ci a été contraint de lutter pour sa survie dès les débuts de son existence. Malheureusement, cet élément de la nature humaine n'a pas disparu avec le développement de la civilisation. *Cet instinct prédateur a conduit les êtres humains à déchaîner leurs instincts combatifs contre d'autres groupes humains.* [Mumford, 1966]. Cette tendance naturelle de l'être humain à l'agression et à l'extermination mutuelle a été relevée par de nombreux chercheurs étudiant les conflits sociaux [Jedynak, 1996]. Marek Adamkiewicz a résumé les considérations qui précèdent dans une formule particulièrement sévère : *la guerre constitue une forme spécifique de développement de l'instinct de chasse chez l'être humain et, pour simplifier, un passage du stade de la chasse aux animaux à une phase de chasse à l'homme en plein essor* [Adamkiewicz, 2004].

Erich Fromm a également relevé la tendance naturelle de l'être humain à l'agression. Selon lui, la violence résulte le plus souvent d'une faiblesse intérieure de l'individu, de son incapacité à résoudre les problèmes fondamentaux de son existence. Un homme faible cherche à préserver une haute estime de soi en acquérant du pouvoir sur autrui. À l'échelle sociale, cet instinct se manifeste par la guerre, au cours de laquelle ce que l'on appelle l'« instinct grégaire » de l'être humain revêt une importance particulière : *les individus suivent leurs dirigeants dans des guerres qui ne leur apportent que destruction et croient à toutes sortes d'absurdités, pourvu qu'elles soient présentées avec suffisamment de vigueur et appuyées par la force.* À l'appui de ces propos, Fromm pose les questions suivantes : *Hitler a-t-il lui-même assassiné des millions de Juifs ? Staline a-t-il*

lui-même assassiné des millions d'opposants politiques ? Dans le même temps, l'auteur de « War within man » attire l'attention sur le phénomène dangereux de la fascination pour la mort et le meurtre chez les êtres humains [Fromm, 2001].

Dominik Strasburger a qualifié les guerres de maladies qui ravagent des continents entiers depuis l'aube de la civilisation. Selon Strasburger, les guerres ont non seulement entraîné l'invalidité et la mort de nombreuses personnes, mais aussi provoqué de profondes transformations culturelles et des changements politiques majeurs [Strasburger, 1996]. Aristote comparait la guerre à l'art de la chasse, utilisé pour acquérir des ressources essentielles à la vie, tandis qu'Héraclite décrivait la guerre comme le « roi de toutes choses », faisant des uns des esclaves et des autres des maîtres [Świniarski, 1998].

Avec le développement des sociétés et le progrès de la civilisation, la notion de guerre a également évolué⁶. Les causes et les objectifs des guerres ont évolué. Il ne s'agissait plus uniquement de lutter pour la survie biologique (par exemple pour obtenir de la nourriture), mais aussi de poursuivre des objectifs « plus dignes de l'être humain ». Tous les spécialistes et chercheurs étudiant le phénomène de la guerre ne s'accordent pas sur la nature des transformations qu'a connues l'image de la guerre depuis les communautés primitives jusqu'à nos jours. Selon l'historien militaire John Keegan, le visage de la guerre a peu changé depuis ses origines. À l'appui de cette thèse, il cite des exemples d'atrocités de guerre, répugnantes et incompréhensibles pour un être humain civilisé, qui ont frappé la population de l'ex-Yougoslavie [Keegan, 1998].

Dans l'Antiquité, les dirigeants des communautés anciennes menaient des guerres afin d'acquérir du butin, des esclaves et de la gloire. Il convient notamment de mentionner Socrate qui, en tant que l'un des fils les plus éminents de sa « polis », prit part à la guerre entre Athènes et Sparte. En tant que soldat, il se distingua sur le champ de bataille par son endurance physique et sa force d'âme [Matraszek, 1989].

Selon Michael Howard, du Centre d'études sur la guerre de l'Université d'Oxford, les guerres qui se sont déroulées au Moyen Âge étaient des *guerres de chevaliers*. Les chevaliers médiévaux préféraient souvent les mérites acquis devant Dieu et le salut éternel (promis par l'Église) pour avoir combattu les infidèles aux biens de ce monde. Outre les guerres soutenues par l'Église, menées soit pour convertir les peuples païens, soit pour défendre les valeurs chrétiennes, les chevaliers continuaient également à se faire la guerre entre eux (ces guerres étaient condamnées par l'Église). Très souvent, ces affrontements avaient pour objectif de régler des différends entre princes au sujet du droit de succession. Il arrivait également que des guerres soient « héritées » de leurs ancêtres. Ainsi, en 1517, l'empereur Charles Quint hérita de quatre guerres : l'une de son grand-père Ferdinand d'Aragon, une autre de son autre grand-père Maximilien, une troisième de sa grand-mère Isabelle de Castille au sujet de la couronne de Navarre, et une quatrième de son autre grand-mère, Marie de Bourgogne, pour les territoires que son père, Charles le Téméraire, avait perdus au profit du roi de France [Howard, 1990].

Tant dans l'Antiquité qu'au Moyen Âge, la guerre ne concernait principalement qu'une faible partie de la société. Cela ne signifiait évidemment pas que le reste de la société ne souffrait pas des guerres. Alvin et Heidi Toffler ont qualifié ces conflits de *guerres de la première vague*.

Selon les deux chercheurs, la manière dont les guerres étaient menées et réglées correspondait à la structure sociale et économique des sociétés de l'époque. Le caractère des « guerres de la première vague » découlait directement du mode d'organisation de l'économie agraire et du système féodal. À cette époque, la guerre constituait en quelque sorte un « phénomène saisonnier », car *les troupes volontaires étaient principalement recrutées parmi les personnes travaillant dans les exploitations agricoles, lesquelles ne nécessitaient aucun entretien pendant l'hiver* [A. et H. Toffler, 2007]. La participation massive des sociétés à la guerre résulta des changements intervenus dans la manière de la conduire, ainsi que de l'introduction de ce que

l'on appelait l'« arc long », de l'arbalète et, surtout, des armes à feu, qui entraînèrent une forte demande en soldats d'infanterie. À la suite de ces évolutions, un nombre croissant de personnes issues de ce que l'on appelait les « classes inférieures » furent impliquées dans les activités armées. Jusqu'alors, les combats étaient principalement menés par les chevaliers, soutenus dans une mesure limitée par des personnes appartenant aux classes inférieures, par exemple pour défendre leur propre château, construire des fortifications, creuser les fameux *trous de loup* ou constituer des unités de soutien, comme lors de la bataille de Varna, à laquelle participèrent notamment des corporations de mineurs.

Au fil du temps, au cours des siècles suivants, la guerre devint un phénomène de masse et les armées engagées dans les combats atteignirent des dimensions gigantesques (pour l'époque). L'armée révolutionnaire française de 1794, qui comptait plus d'un million de soldats, en constitue un exemple. La guerre mobilisait toute l'énergie de la nation : une partie de la société travaillait à produire les ressources utilisées par l'autre partie, directement engagée dans la lutte contre l'adversaire. Un tel type de guerre devait nécessairement revêtir une forme différente de celle d'une guerre menée avec des forces et des objectifs limités : celle d'une guerre totale (absolue). L'un des plus grands spécialistes de ce phénomène vécut et développa sa pensée précisément au cours de cette période de transformation de la méthodologie de la guerre : le général Clausewitz (participant aux guerres napoléoniennes, puis commandant de l'Académie militaire de Berlin), auteur de l'ouvrage *De la guerre*, composé de huit livres. Cette œuvre fut le fruit de quinze années (1816–1831) d'études historico-militaires et de réflexion philosophique. À propos des guerres totales de son époque, il écrivait : *les barrières qui, dans une certaine mesure, n'existaient que du fait de l'ignorance de ce qui était possible, une fois franchies, ne peuvent être facilement rétablies, et [...] chaque fois du moins que de grands intérêts entreront en jeu, l'hostilité des deux camps éclatera, comme cela s'est produit de nos jours* [Clausewitz, 1995].

Le général Clausewitz mena une analyse approfondie et multidimensionnelle de plus de 130 campagnes militaires différentes, de l'Antiquité aux guerres napoléoniennes. Il affirmait que chaque époque avait ses propres guerres, ses propres conditions limitatives et ses propres préjugés. Ainsi, chaque époque possédait sa propre théorie de la guerre. Selon lui, la guerre n'était pas seulement un acte politique, mais un véritable instrument de la politique : l'une des conséquences naturelles des relations politiques, une forme de moyen permettant de poursuivre cette politique et, en même temps, un acte de violence visant à contraindre l'adversaire à se soumettre à la volonté de l'autre partie [Clausewitz, 1995]. La seconde moitié du XIXe siècle entraîna une transformation complète de la vision romantique et héroïque de la guerre héritée de l'époque napoléonienne. La conduite de la guerre commença à être dominée par le calcul froid et scientifique, la planification administrative et le professionnalisme fondé sur des compétences appropriées. La révolution administrative s'accompagna d'une révolution technologique, tandis que le développement des armes à feu à un rythme exponentiel transforma profondément l'image de la guerre. Le contact direct entre les soldats engagés au combat commença à être remplacé par un recours croissant aux armes à distance. Le progrès technologique renforça les capacités des forces armées, qui acquirent la possibilité de détruire l'ennemi d'une simple pression sur la détente [Mumford, 1966]. Une armée bien organisée de cette époque détruisait l'ennemi par des tirs d'artillerie massifs avant même le déclenchement de l'attaque.

Le XXe siècle constitua un tournant : les deux guerres mondiales qui se succédèrent, puis la guerre froide, marquée par la menace d'une extermination nucléaire, achevèrent l'évolution des guerres, passées de conflits régionaux à des guerres de masse. Howard lui-même, qui qualifiait les guerres médiévales de *guerres de chevaliers*, considère les guerres du XXe siècle comme des *guerres de techniciens* [Howard, 1990]. La technologie, qui au XIXe siècle avait entraîné des sociétés entières dans la guerre, concentra au XXe siècle une

puissance de destruction croissante entre les mains de professionnels hautement qualifiés. Ce nouveau type de guerre a été qualifié par A. et H. Toffler de *guerres de la deuxième vague*. Ils associaient la deuxième vague des transformations historiques à la révolution industrielle et à l'émergence d'un système fondé sur une économie industrielle à grande échelle [A. et H. Toffler, 2007].

Les progrès technologiques (notamment dans le domaine de l'aviation) ont fait que les conflits du XXI^e siècle ont entraîné d'énormes pertes parmi les civils, beaucoup plus vulnérables aux tirs accidentels. Ainsi, la distinction traditionnelle entre civils et militaires a perdu de sa pertinence, tandis que le déroulement comme les conséquences des opérations de guerre ont un impact direct sur l'ensemble de la société. Pendant la Seconde Guerre mondiale en particulier, l'ampleur des pertes humaines et des destructions fut sans commune mesure avec celle de tous les conflits antérieurs. Les actions destructrices furent également soutenues par l'idéologie des instigateurs des guerres les plus terribles. Les objectifs des dirigeants du Troisième Reich coïncidaient (du moins sur le front de l'Est) avec ceux de leurs ancêtres du Moyen Âge : la colonisation de nouveaux territoires après l'anéantissement biologique préalable de la population slave. Heureusement, ces objectifs n'ont pas été atteints, grâce au sacrifice de sociétés entières et à la mobilisation de toutes les forces dans la lutte contre les agresseurs. La Seconde Guerre mondiale s'achève par un événement historique pour l'humanité : l'emploi de l'arme nucléaire. Cet événement profondément tragique a inauguré l'ère nucléaire dans l'histoire des guerres [Szczurek, 2014]. La question se pose donc de savoir quelles limites peuvent être imposées aux hostilités. Du point de vue exposé ci-dessus, il semblerait qu'avec le développement des sociétés humaines, les guerres deviennent de plus en plus massives et, parallèlement, de plus en plus destructrices. Les armes, continuellement perfectionnées, deviendront toujours plus meurtrières, mais aussi toujours plus destructrices pour l'environnement. On pourrait donc en conclure que la prochaine génération d'armes de destruction mas-

sive (postnucléaires) sera capable de détruire des planètes entières, et la génération suivante, peut-être même des systèmes solaires. Une vision terrifiante du développement de l'humanité et de celui des armements. D'autre part, l'être humain possède, inscrit dans son ADN, un instinct de survie et de perpétuation de l'espèce. Il est ainsi capable de s'imposer lui-même certaines limites, protégeant l'espèce contre elle-même [Dawkins, 2012]. En outre, au cours des prochaines décennies, on pourra observer un phénomène intéressant de collectivisation croissante des sociétés, dans lequel les individus s'intègrent à des groupes sociaux de plus en plus vastes et forment ainsi de nouvelles sociétés beaucoup plus nombreuses. Malheureusement, ce processus s'est le plus souvent opéré par la conquête et l'absorption forcée des communautés vaincues par les vainqueurs.

À mesure que les systèmes politiques et éthiques se développaient, des tentatives furent également entreprises pour définir certaines limites juridiques et morales concernant la manière de conduire les guerres. Elles visaient à protéger la vie et les biens des civils, ce qui comportait également une dimension très pragmatique liée à la possibilité de poursuivre l'exploitation des ressources, quel que soit le vainqueur [Szczyrek, 2014]. La dimension humanitaire n'était pas non plus dénuée d'importance, c'est-à-dire la conviction, renforcée au fil des générations, que les êtres humains sont malgré tout davantage que de simples prédateurs orientés vers la satisfaction de leurs besoins. Cependant, le déroulement des conflits armés au cours des siècles passés montre assez clairement que la limite la plus efficace à la conduite de la guerre ne réside pas dans la volonté humaine, mais dans diverses conditions extérieures [Keegan, 1998]. Il s'agit notamment des facteurs suivants : les conditions météorologiques, le climat, la saison, le relief et les possibilités de couverture, les possibilités d'approvisionnement et de cantonnement des troupes et, enfin, le type d'armement disponible à une période historique donnée. Certains de ces facteurs ont déjà partiellement perdu de leur importance avec le développement des technologies militaires, mais la plupart ont exercé (et exercent encore aujourd'hui) une in-

fluence sur la dimension temporelle et spatiale des conflits armés. Les opérations militaires intensives ne concernent qu'une faible partie de la surface terrestre, là où les conditions permettent le déplacement et la subsistance des troupes. De vastes régions de notre planète n'ont jamais été touchées par la guerre. Environ 70 % des terres émergées de la planète sont constituées de montagnes, de déserts ou de pergélisol, ce qui rend les guerres beaucoup plus difficiles, voire impossibles. Les deux régions polaires en constituent la meilleure illustration. Des conditions climatiques extrêmes et un accès difficile ont, pendant des millénaires, tenu l'Antarctique à l'écart des conflits armés (en 1959, l'Antarctique a été déclaré zone démilitarisée). Dans le même temps, ce territoire recèle d'importantes ressources naturelles. La situation est similaire au pôle Nord, où une nuit polaire de trois mois en hiver et un froid intense expliquent que, jusqu'à présent, les guerres aient épargné cette région. Ce n'est qu'avec le réchauffement climatique, la possibilité d'établir de nouvelles routes maritimes beaucoup plus courtes que celles existant jusqu'à présent, ainsi que l'accès à des matières premières jusque-là inaccessibles, que l'Arctique pourrait devenir une nouvelle zone de conflit [Fight for Raw Materials..., 2015].

Une situation similaire se retrouve dans les mers et les océans, qui occupent une grande partie du globe (environ 70 % de sa superficie). La grande majorité des batailles navales se sont déroulées à proximité des côtes. Deux batailles font exception : la bataille de Midway (1942) et la bataille de l'Atlantique (1943), qui furent livrées loin des terres, dans les eaux libres des océans. Les phénomènes climatiques propres à une région donnée, le plus souvent liés à la saison, peuvent constituer un facteur important limitant l'ampleur des opérations militaires. Les basses températures de l'hiver russe, qui immobilisèrent les armées de Napoléon et d'Hitler, en sont un exemple. Le tsar Nicolas Ier avait coutume de dire que janvier et février étaient des « généraux auxquels la Russie pouvait faire confiance ». Il convient toutefois de souligner que le gel n'était pas le seul facteur ayant arrêté les armées en Russie. Au printemps, lorsque

la neige commence à fondre, et en automne, lorsque débutent les pluies, survient la célèbre période de dégel. La steppe se transforme alors en bournier et le front s'immobilise pendant au moins un mois [Keegan, 1998].

Si l'on cartographiait les zones touchées par ces contraintes pesant sur la conduite de la guerre, ainsi que les régions le plus souvent affectées par des conflits de grande ampleur, on constaterait que l'activité militaire la plus intense se concentre dans les zones fertiles et habitables. La vague de la guerre se déplace généralement des terres pauvres vers les terres riches, et rarement dans le sens inverse. Cela ne s'explique pas seulement par le fait que les terres pauvres sont peu attrayantes, mais aussi par le fait que la guerre dans des régions improductives est tout simplement difficile, voire parfois impossible. Il serait toutefois erroné d'affirmer que toutes les guerres ont toujours été motivées par le désir d'acquérir des terres fertiles. L'être humain engagé dans le combat est un phénomène bien plus complexe. Il ne se bat souvent pas uniquement pour des biens matériels, mais également au nom d'une idée particulière ou d'une religion. En témoignent les masses de fidèles d'Allah qui combattent le nom de leur Dieu aux lèvres, ainsi que les guérillas communistes ou nationalistes toujours actives en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Aux nombreuses limitations de la guerre, on peut en ajouter une autre, qui n'a pas encore été mentionnée et qui résulte de la nature humaine. La moitié de l'espèce humaine est constituée de femmes, dont la nature est plutôt pacifique et peu portée vers les activités militaires. Pour elles, la guerre est le seul domaine dont elles se sont toujours tenues à l'écart (à quelques exceptions près). Elles ont tendance à prendre soin des blessés et à remplacer les hommes lorsque ceux-ci partent à la guerre, mais elles ne combattent pas. Il en résulte que la guerre est avant tout un domaine masculin. Cette situation commence à évoluer avec l'avènement du XXI^e siècle. De plus en plus de femmes assument des tâches qui, par le passé, étaient « réservées aux hommes ». À l'heure actuelle, les femmes représentent

plus d'une dizaine de pour cent des effectifs des armées des pays de l'OTAN. La guerre est toujours limitée non pas parce que les êtres humains souhaitent qu'elle le soit, mais en raison des conditions résultant de l'environnement naturel qui les entoure et du degré de développement civilisationnel, lequel détermine les possibilités techniques de conduite de la guerre. Enfin, la nature humaine elle-même se rebelle contre les privations et les souffrances engendrées par la guerre. Le phénomène de la guerre a été, et demeure, appréhendé de manière très large dans la pensée humaniste européenne, mais il a le plus souvent été décrit comme un conflit armé entre des groupes humains, accompagné de privations massives de la vie et de la liberté d'autrui ainsi que de la destruction de leurs biens matériels. La nature de ces réflexions et leur continuité dans les disciplines consacrées au phénomène de la guerre indiquent que, siècle après siècle, l'humanité prend de plus en plus conscience de la dimension destructrice de toute guerre pour l'ensemble de l'espèce humaine. La guerre ne constitue ni une solution ni même une nécessité temporaire. Elle est un vestige génétique de l'époque où l'être humain devait tuer pour survivre. Dans le contexte de ce qui précède, il convient d'examiner un autre type de guerre qui a pu être observé à la fin du XXe siècle, à savoir les guerres que les auteurs précités de « War and Anti-War », A. et H. Toffler, ont qualifiées de *guerres de la troisième vague*.

Au cours de la dernière décennie du XXe siècle, le monde est entré dans une ère de l'information indissociablement liée à la mondialisation. Cela a été rendu possible par le développement dynamique des technologies de communication, permettant aux individus d'entrer en contact depuis n'importe quel endroit de la Terre (et même au-delà, si l'on prend en considération les stations spatiales et, à l'avenir, également la Lune ou Mars, dont il est déjà ouvertement question [Gołębiowski, 2016]), presque comme s'ils se trouvaient au même endroit et au même moment : du moins à l'échelle d'une seule planète. Cette évolution spectaculaire a également eu une incidence majeure sur la nature des opérations armées menées à la fin du siècle

dernier. Par exemple, l'opération conduite sous mandat de l'ONU, principalement par l'armée américaine dans le Golfe en 1990-1991, a permis, avec des forces nettement moins importantes et dans un laps de temps étonnamment court, de prendre le contrôle de la zone disputée sans subir de pertes majeures. Cela a été rendu possible grâce à la possession d'informations précises permettant d'identifier les cibles, à des frappes précises contre des vulnérabilités soigneusement sélectionnées de l'adversaire et à un large éventail d'actions psychologiques (principalement de désinformation).

Comme il s'est avéré par la suite, cette opération ne constituait qu'un prélude à la guerre dite du Golfe II (2003-2005), au cours de laquelle les forces de la coalition (principalement américaines et britanniques) ont pris le contrôle de la majeure partie du territoire irakien en l'espace de trois semaines. L'une des caractéristiques de ces deux conflits résidait dans l'utilisation généralisée des technologies de l'information, permettant, d'une part, une synchronisation complète des opérations sur l'ensemble du front. D'autre part, l'accès des médias a été assuré, offrant pour la première fois dans l'histoire au public mondial un aperçu ininterrompu du déroulement des combats. Par rapport aux conflits antérieurs, il a également été possible de réduire considérablement le nombre de victimes civiles. Dans le même temps, au cours de ces deux guerres, la population civile vivant dans les zones de conflit n'avait pas de contact direct avec le réseau mondial d'échange d'informations (Internet). Cela ne s'est produit que quelques années plus tard, à la fin de la première décennie et au début de la deuxième décennie du XXI^e siècle. Pendant les première et deuxième guerres du Golfe, les civils sont restés des observateurs passifs des opérations armées. Cette situation n'a changé qu'avec l'avènement de l'accès généralisé à Internet, tout comme le rôle de la population en temps de guerre. Il s'est avéré non seulement que la population était devenue un acteur actif des événements, mais aussi qu'elle avait acquis la possibilité de provoquer des crises et des conflits remettant en cause l'ordre juridique et politique établi, tant à l'échelle régionale que mondiale.

2.2. CAUSES DES CONFLITS ARMÉS

Toutes les guerres avaient en commun le fait qu'elles devaient être précédées d'un événement ou, le plus souvent, d'une série d'événements successifs ayant conduit à un conflit entre certaines sociétés. La discipline qui étudie ces causes (sources) des conflits est la « polémologie » (du latin *polemos* – guerre, bataille, conflit). Cette discipline scientifique étudie également le rythme des conflits armés, tandis que les chercheurs qui s'y consacrent tentent d'en retracer le déroulement. Bien que les polémologues s'appuient sur les résultats de recherches menées dans de nombreux domaines du savoir, tels que la démographie, l'économie, la sociologie ou les relations internationales, la polémologie porte principalement sur les aspects militaires des conflits armés. Il a déjà été indiqué plus haut que leurs causes pouvaient être aussi bien matérielles (ressources, territoire, situation géographique avantageuse, etc.) qu'immatérielles (idéologie, religion). Les conflits armés et la guerre, en tant que phénomènes, constituent le principal « protagoniste » de nombreux ouvrages historiques, ce qui paraît évident au regard de la fréquence des conflits armés dans l'histoire de l'humanité. Les publications consacrées aux conflits armés dans le contexte des évolutions intervenant dans les domaines de la science, de la technologie, de la médecine et du droit sont de plus en plus nombreuses. Il est également impossible de ne pas mentionner l'intérêt que les philosophes portent à ce sujet particulièrement important. La littérature éthique contemporaine néglige souvent les problèmes liés aux normes morales applicables à la conduite de la guerre. Cela tient à la négation programmée de la guerre en tant que telle ainsi qu'à la conviction que, dans des conditions où existent des moyens d'extermination massive, toutes les exigences relatives aux attitudes individuelles des combattants perdent leur sens. Le caractère spécifique de la guerre fait que les normes morales jusque-là en vigueur (valables en temps

de paix) semblent ne plus correspondre à la nouvelle réalité. Dans ce contexte, il convient de rappeler que, depuis la seule fin de la Seconde Guerre mondiale, près de 40 millions de personnes ont péri dans près de 150 guerres à travers le monde [A. et H. Toffler, 2007].

C'est l'être humain qui devrait constituer le principal objet de toutes les réflexions contemporaines sur les conflits armés. Cela paraît particulièrement justifié à une époque où la pensée humaniste européenne conserve le souvenir de l'extermination des nations perpétrée par les régimes nazi et stalinien, associée à une bestialité extraordinaire qui a infligé des souffrances indicibles à des millions d'innocents. Sous l'effet des profondes transformations civilisationnelles, l'écosystème mondial subit des dommages croissants, ce qui n'est pas sans conséquences sur la vie et la santé des habitants de notre planète. Malheureusement, dans la conscience de nombreuses nations qui, au cours des siècles passés, ont été submergées par la violence mutuelle, la culture de la mort s'est durablement enracinée. En définitive, malgré les avantages liés à l'accélération du développement technologique, la guerre a apporté des destructions inimaginables et des souffrances immenses, tout en constituant une atteinte à l'une des valeurs les plus fondamentales : la vie humaine [Bołoz, 1997].

Cependant, la deuxième décennie du XXI^e siècle a montré que les systèmes de gouvernance existants, en particulier dans les pays non démocratiques, peuvent être renversés par une majorité poussée au désespoir par la manière dont leur propre pays, et donc la vie de millions de personnes, est dirigé par une poignée d'individus préoccupés uniquement par leurs propres intérêts. Les technologies de l'information ont offert aux citoyens de nouveaux choix et ont permis à la voix de la société de se faire entendre comme jamais auparavant. Ce phénomène a touché tout le monde et aura sans aucun doute également une incidence sur la transformation progressive des systèmes politiques des États dotés de systèmes démocratiques dits matures. Dans le même temps, on peut supposer que c'est précisément dans ces pays que

ces changements progresseront graduellement, en synchronisation avec le développement et la diffusion de technologies de communication toujours plus récentes et plus modernes au XXI^e siècle. Les pays non démocratiques, mais affichant un niveau de vie suffisamment élevé, peuvent continuer à fonctionner plus longtemps dans le cadre de formes de pouvoir anciennes et tout simplement dépassées. Toutefois, ce ne sera qu'une question de temps et de générations futures avant que des changements n'y interviennent également. Grâce à la communication mutuelle entre des individus issus de sociétés et de cultures différentes, la conscience commune d'appartenir à une seule et même espèce ne cesse également de croître. Que cela nous plaise ou non, nous vivons, en tant qu'êtres humains, au sein d'un seul et même écosystème. La divergence qui prévalait jusqu'à présent entre le réalisme et le pacifisme dans l'analyse des conflits armés revêt, dans ce contexte, une signification entièrement nouvelle. Le pacifisme cesse d'être une idéologie pour devenir un choix conscient et rationnel permettant à l'espèce de survivre et de se développer et, grâce aux progrès technologiques, d'étendre également son espace de vie à des régions caractérisées par des conditions climatiques et atmosphériques extrêmes, jusque-là impossibles à habiter. À l'avenir, l'humanité étendra probablement sa zone de vie aux océans, voire à d'autres planètes.

2.3. RÉFLEXIONS SUR LE RÉALISME ET LE PACIFISME

Dans la réflexion morale menée jusqu'à présent sur le problème des conflits armés et de la guerre en tant que phénomène social, les conceptions de deux courants opposés, mentionnés plus haut, s'affrontent : le réalisme et le pacifisme. Le réalisme permettait d'exempter l'État (en tant qu'institution) de l'obligation de respecter les normes morales et de lui reconnaître en particulier le devoir de

veiller aux intérêts de sa propre société. Toute guerre pouvait donc être considérée comme justifiée dès lors qu'elle servait, dans une certaine mesure, les intérêts de la nation. Le critère d'une guerre injustifiée ne pouvait dès lors s'appliquer qu'à une situation dans laquelle le conflit menaçait les intérêts de sa propre société. Cette approche avait naturellement un sens dans le cadre du fonctionnement indépendant des différentes sociétés, où les autres États ne pouvaient être perçus que comme une menace potentielle. À cette époque, les intérêts des autres États ou nations étaient sans importance, bien qu'ils fussent pris en compte dans divers calculs visant à atteindre ses propres objectifs. Cette approche soulevait également la question de la primauté de l'intérêt de la société (de l'État) sur les intérêts de l'individu, ce qui pouvait directement conduire à des conclusions défavorables à ce dernier. Les pouvoirs de l'État ne devraient pas dépasser ceux dont disposent ses citoyens pris individuellement [McMahan, 1998].

L'idée du pacifisme, en revanche, s'opposait a priori à la guerre, considérée comme un phénomène social absolument négatif et impossible à justifier. Une telle approche constituait bien entendu, elle aussi, une forme d'extrême, puisqu'elle supposait que le recours à la guerre ne devait jamais être admissible et qu'aucune situation ne pouvait en justifier le caractère légitime. Dans le même temps, tout en rejetant la violence organisée telle que la guerre, de nombreux représentants de ce courant admettaient la possibilité de la légitime défense individuelle. Toutefois, face à l'agression ouverte et organisée d'une société contre une autre, il est difficile d'accepter les arguments selon lesquels il conviendrait de rester passif et de se soumettre aux envahisseurs uniquement afin d'éviter la violence. Le problème évoqué ci-dessus peut s'avérer encore plus complexe si, en suivant cette argumentation et en admettant les actes individuels de légitime défense, on en vient à considérer que les guerres défensives pourraient, elles aussi, être justifiées [McMahan, 1998].

Il convient de noter que la simple apparition du pacifisme, même sous la forme d'une idéologie difficile à adopter de manière ration-

nelle, peut s'expliquer par la lente évolution sociale de l'espèce humaine, dont la mondialisation progressive, accélérée par le développement des technologies de communication, constitue un exemple. Tant le réalisme que le pacifisme, sous les formes décrites ci-dessus, représentent des positions relativement radicales. Il n'est donc pas aisé d'adhérer sans réserve à l'une ou l'autre de ces réflexions philosophiques et éthiques dans l'évaluation des conflits armés. Il semble que l'inclination vers l'une ou l'autre de ces approches soit conditionnée par des facteurs extérieurs, tels que le niveau de développement civilisationnel, qui se manifeste à la fois dans le niveau de vie et dans l'organisation de la vie sociale. Le niveau de menace pesant sur la vie, la santé ou les biens joue un rôle déterminant dans la prédominance des attitudes réalistes ou pacifistes. En d'autres termes, les personnes vivant au sein d'une communauté donnée s'efforcent d'assurer la survie et le développement de leur groupe social [Dawkins, 2012] et, à mesure que progresse le développement civilisationnel, elles tendent à s'identifier de plus en plus largement à l'ensemble de l'espèce humaine. Au niveau des clans, des tribus et des nations, les attitudes réalistes demeurent prédominantes en raison de la menace réelle ou imaginaire que représentent les autres groupes sociaux. Au niveau supranational, le pacifisme commence à émerger sous l'effet de la perception subconsciente des représentants de sa propre espèce comme appartenant à un même groupe. Il est également important de considérer simultanément la planète comme un lieu de vie commun dont chacun porte une responsabilité égale. Les actions entreprises ici et maintenant auront une incidence sur les conditions de vie des générations futures et détermineront ainsi les possibilités de survie et de développement de l'ensemble de l'espèce. En résumé, la conscience sociale de l'espèce évolue au fil des millénaires avec le développement de la civilisation, et ses causes sont inscrites dans le code génétique d'*Homo sapiens*, tant du point de vue du réalisme que du pacifisme.

Un concept philosophique intéressant à la lumière de ces considérations est celui de la *guerre juste*, apparu dès le Moyen Âge. Les théo-

riciens qui se sont penchés sur cette question partagent la conviction que le droit d'une nation à se défendre constitue un motif légitime de recourir à l'action armée. Il convient toutefois d'ajouter que les limites de cette légitime défense, jusqu'auxquelles l'État peut aller, sont en définitive fixées par les citoyens victimes de l'agression. Il n'existe cependant pas d'unanimité quant à la reconnaissance du caractère juste d'une guerre pour les raisons suivantes [McMahan, 1998] :

- Défendre un pays tiers contre une agression extérieure injuste ;
- Rétablir ce qui a été perdu à la suite d'une agression antérieure à laquelle aucune résistance n'a été opposée ou qui, malgré la résistance, s'est soldée par un échec ;
- Défendre les droits fondamentaux de l'être humain violés par un autre pays ;
- Punir les agresseurs qui violent les principes de justice.

La littérature distingue trois conditions fondamentales relatives à la manière de conduire une *guerre juste*. Première condition : l'emploi d'une *force minimale*. Les moyens de violence utilisés, quelles que soient les circonstances, ne doivent pas dépasser ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif poursuivi. Deuxième condition : *la proportionnalité*. Les conséquences indésirables prévisibles des hostilités ne doivent pas excéder les effets positifs attendus. Troisième condition : *la distinction*. La violence ne peut être dirigée que contre ceux qui constituent une cible légitime de l'attaque. Dans ce dernier cas, il est souvent affirmé que la distinction entre les personnes qui peuvent ou ne peuvent pas être prises pour cible correspond à celle qui existe entre les combattants et les non-combattants, ou encore entre les personnes coupables et innocentes au sens moral. L'innocence morale d'une personne donnée signifierait que celle-ci ne saurait faire l'objet d'une sanction. De même, une personne qui ne participe pas à la guerre pourrait prétendre à l'inviolabilité. Malheureusement, ce critère de distinction est souvent remis en cause comme étant irrationnel, au motif que, puisque les guerres sont menées entre États, nul, au sein d'un pays donné, ne peut compter sur le fait d'être intouchable [McMahan, 1998].

Les théoriciens de la *guerre juste* mettent en avant des motifs légitimes susceptibles de justifier le déclenchement d'hostilités et énumèrent les conditions devant être respectées lors de leur conduite, mais ils semblent avoir négligé les conséquences prévisibles (ou non), à court comme à long terme, qu'un conflit armé donné pourrait entraîner. Une conception radicale considère que les guerres devraient dépendre entièrement de l'évaluation de leurs effets attendus. Les partisans de cette approche (désignés dans la littérature éthique comme des « conséquentialistes ») estiment que, dans certaines circonstances, il peut être moralement acceptable d'attaquer et de tuer une personne innocente. Par exemple, afin d'éviter la mort d'un nombre encore plus important d'innocents, ils admettent le choix du moindre mal. Pour eux, tuer est condamnable en raison de ce qui arrive à la victime, et non en raison de la manière dont l'acte de l'auteur le lie à la mort de celle-ci. Ainsi, l'auteur d'un accident ayant entraîné la mort peut être comparé à un meurtrier, puisque, dans les deux cas, la conséquence est la mort de la victime [McMahan, 1998]. Accorder une importance excessive aux effets de la guerre tend, à l'inverse, à reléguer au second plan les intentions qui président à l'entrée en guerre, alors que, selon la conception de Kant, la valeur morale d'un acte ne dépend pas de ses effets, mais des intentions qui l'ont guidé [Durozoi, 1997].

L'évaluation morale d'un phénomène social est toujours liée à son inscription dans un système déterminé de normes morales. Au fil des siècles, ce système a fait l'objet de modifications constantes, en fonction des conditions historiques, politiques, sociales et religieuses. Il semblerait donc approprié d'adopter le principe du relativisme et d'évaluer de tels phénomènes dans le contexte des conditions qui les accompagnent. Le relativisme moral, qui met l'accent sur la diversité culturelle des formes et des coutumes ainsi que sur leur variabilité historique, rejette l'existence de valeurs morales universellement valables. Le relativisme cognitif, quant à lui, affirme que toutes les vérités auxquelles l'être humain accède sont relatives. Les vérités scientifiques elles-mêmes ne sont pas défini-

tives, puisqu'elles sont susceptibles d'être modifiées ou précisées au cours du processus historique de développement de la science [Durozoi, 1997]. Un exemple frappant de la diversité des habitudes et des normes morales est rapporté par l'historien grec Hérodote. Lorsque l'on demandait aux Grecs pour quelle somme d'argent ils accepteraient de manger les dépouilles de leurs pères décédés, ils répondaient qu'ils ne le feraient pour aucune somme. À l'inverse, les Hindous qui, à cette époque, consommaient les corps de leurs pères défunts, se montraient indignés à l'idée de les brûler, alors que la crémation constituait en Grèce un rituel naturel [Wong, 1998].

En résumé, on peut supposer que l'idée de « guerre juste » résulte du désir subconscient de l'humanité de limiter les destructions et, à terme, d'éliminer la guerre en tant que moyen de régler les différends entre sociétés. Le fait qu'une telle idée soit non seulement née dans l'esprit de nos ancêtres, mais qu'elle ait également évolué du Moyen Âge jusqu'à nos jours, montre que, d'une part, l'humanité a tendance à faire la guerre, mais que, d'autre part, elle prend de plus en plus conscience de son caractère négatif et destructeur. Il semble que la seule justification de la violence réside dans la nécessité d'assurer la survie de l'espèce, ce qui signifie que le déclenchement de guerres pour toute autre raison peut menacer cette survie. Dans ce contexte, on peut se demander si les guerres déclenchées par des civils contre les autorités de leur propre pays peuvent être considérées comme justes, autrement dit comme favorisant la survie de l'espèce. D'un côté, la réponse évidente semble être négative. D'un autre côté, il peut arriver que la population d'un pays donné ressente inconsciemment qu'un pouvoir donné constitue une menace particulière pour la survie ou le développement de la société concernée. Ce fut l'une des principales raisons du Printemps arabe, au cours duquel les populations étaient pleinement convaincues que les gouvernants non seulement n'agissaient pas dans l'intérêt de la société, mais lui portaient en réalité préjudice en ralentissant ou en empêchant son développement ultérieur (par exemple, au regard du niveau de croissance économique atteint dans d'autres pays au cours des décennies

précédentes). En réalité, les populations étaient moins préoccupées par l'absence de démocratie que par l'incapacité des autorités à bâtir une société toujours plus riche et plus forte (dans son ensemble, et non uniquement au bénéfice d'un groupe social déterminé). En allant plus loin, la démocratie, en tant que système permettant un contrôle pacifique du pouvoir et son alternance, fournit à la société un instrument permettant d'éviter à l'avenir les transformations révolutionnaires destructrices nécessaires au renversement d'un pouvoir dictatorial. Malgré ses nombreux défauts, un système démocratique associé à une économie de marché libre est le mieux adapté au développement progressif et pacifique des sociétés humaines. Dans la plupart des cultures du monde, les individus peuvent en réalité vivre dans des systèmes non démocratiques ou quasi démocratiques s'ils sont convaincus que leur société est non seulement en sécurité, mais aussi en développement. À l'inverse, l'absence d'une telle confiance accroît le sentiment de menace, lequel peut, lorsqu'il se libère, se manifester par une explosion violente de violence visant à modifier le statu quo. En d'autres termes, la vie humaine est importante, mais la survie et le développement de la société (ou, à l'échelle mondiale, de l'espèce) le sont davantage encore. Cela ne résulte pas d'actions sociopolitiques habilement menées, mais de l'inscription, au niveau de l'ADN, de l'aspiration à survivre et à renforcer la société. La question peut donc se poser de savoir si les êtres humains provoquent des guerres parce qu'ils sont enclins à la violence, ou si la violence résulte plutôt d'une volonté de survivre et de se développer, volonté qui peut s'identifier à un groupe social particulier (et non à l'espèce dans son ensemble). L'analyse et la synthèse des conflits survenus jusqu'à présent indiquent que les guerres provoquées par des dirigeants capricieux et déments, ou guidées par des désirs subjectifs, ont été rares. La situation est également différente lorsqu'un petit groupe de personnes exerce un pouvoir absolu depuis des générations, ou lorsqu'il s'agit des autorités de pays démocratiquement élus et responsables devant leur propre société. La plupart des guerres ont été conditionnées par la nécessité de se défendre ou par un be-

soin, compris de manière subjective, de survivre ou d'offrir à son propre groupe social de nouvelles possibilités de développement. Dans l'Antiquité, tous les empires (Rome, la Chine, l'Inde) se sont développés jusqu'au point où une nouvelle expansion territoriale n'était plus nécessaire pour répondre aux besoins présents et futurs. Dans le même temps, cela marquait généralement aussi le début de leur déclin, qui se manifestait par des guerres civiles ou par l'intensification des invasions extérieures. Depuis l'effondrement de l'Empire romain jusqu'à nos jours, l'Europe a été marquée par divers conflits, généralement provoqués par un sentiment de menace plus ou moins réel et par des tentatives visant à assurer la sécurité de différents États ou groupes sociaux. Avec le temps, l'ampleur de ces actions tend à se réduire, mais elles demeurent malheureusement présentes dans l'est de l'Ukraine contemporaine. De nombreuses tensions anciennes subsistent également entre certaines nations, comme en témoignent les relations durablement tendues entre la Turquie et la Grèce. Les divisions entre les nations, et donc les intérêts perçus de manière subjective, demeurent plus fortes que la volonté de construire un groupe social unique à l'échelle du continent. D'autre part, le processus d'unification progresse lui aussi et, si l'on compare la situation actuelle à celle d'il y a soixante-dix ans, on constate clairement que l'Europe occidentale et centrale évolue progressivement vers la formation lente d'une société unique. Il convient également de noter que les guerres menées au Moyen Âge, de même que toute l'ère du colonialisme, visaient à défendre les États ou à renforcer constamment leurs capacités, ce qui était censé garantir leur sécurité face à un éventuel affrontement avec les autres puissances européennes de l'époque. La période des guerres napoléoniennes et du Printemps des peuples, ainsi que les nombreux soulèvements de libération nationale (notamment les insurrections de Novembre et de Janvier en Pologne), ont fait du XIXe siècle une période marquée par la formation du concept moderne de nation en tant que société unifiée, indépendamment des différences sociales existantes (état, propriété, etc.). Par la suite, les deux guerres mondiales ont de nou-

veau constitué une période dramatique de lutte entre les nations, chacune cherchant à s'assurer la position la plus forte possible par rapport aux autres sociétés. La guerre froide fut une époque où la conception de la société comme un ensemble composé de nombreux groupes nationaux et ethniques différents commença à prendre le pas sur une conception sélective de la nation. Une fois encore, des sociétés dotées de systèmes culturels et sociaux différents se sont affrontées, et l'enjeu de ce conflit était, comme pendant des siècles, la survie et le développement. Finalement, à la fin du XXe siècle, Internet est apparu et s'est littéralement propagé de manière explosive entre les sociétés, jetant les bases de la future communauté mondiale. L'étape suivante fut la naissance et le développement des médias sociaux, permettant à tous les individus de communiquer directement. Une véritable révolution sociale a commencé ; elle devrait probablement se poursuivre et évoluer au cours des prochaines décennies. Il en ira de même de la conception de la conduite des guerres futures qui, parallèlement au développement des médias sociaux, adoptera une forme entièrement nouvelle.

CHAPITRE III

ÉVOLUTION DES CONFLITS ARMÉS AU COURS DE LA DEUXIÈME DÉCENNIE DU XXI^e SIÈCLE

3.1. PRINTEMPS ARABE

Le « Printemps arabe », également appelé « Printemps arabe des peuples », « Hiver des peuples », « Hiver arabe des peuples » ou encore « Réveil arabe », fut un vaste soulèvement social. Le mouvement traversa les pays d'Afrique du Nord et de la péninsule Arabique entre 2010 et 2013 [A. Korotayev, J. Zinkina, 2011]. De nombreuses causes furent à l'origine de ce profond bouleversement social, notamment : le mécontentement croissant à l'égard des conditions de vie, le chômage généralisé, la hausse des prix des denrées alimentaires, ainsi que la corruption omniprésente et le népotisme des autorités. En outre, les libertés civiles étaient fortement restreintes par les autorités et la majorité de la société vivait sous l'oppression manifeste de régimes autocratiques. Le mécontentement social commença à croître principalement parmi la jeune génération qui, grâce à l'accès aux médias, pouvait comparer le niveau et la qualité de vie dans son propre pays aux conditions prévalant notamment

dans les pays du « Nord riche » (pays développés caractérisés par un niveau élevé de protection sociale et par un degré avancé de développement civilisationnel bénéficiant à la majorité de la société : États-Unis, Canada, États membres de l'Union européenne, etc.). La situation sociale mûrit ainsi progressivement jusqu'au moment où un seul événement à forte charge émotionnelle suffit à libérer un mécontentement social jusque-là contenu à une échelle sans précédent [P. Lipiński, 2015].

Il convient de mentionner qu'entre-temps, des opérations militaires intensives continuaient d'être menées en Afghanistan et en Irak. C'est dans le cadre de ces opérations que, pour la première fois dans l'histoire des conflits armés à une telle échelle, des moyens civils de communication universelle et mondiale (principalement Internet) ont été utilisés pour rendre compte des événements en cours ainsi que de leur impact sur les populations civiles. Parallèlement, les structures PSYOP (MISO), de même que les méthodes d'influence psychologique, ont été développées et perfectionnées. La différence entre l'Irak et l'Afghanistan, d'une part, et les pays traversés par le rouleau compresseur du Printemps arabe, d'autre part, résidait dans l'accès inégal aux technologies de l'information avancées [Górnikiiewicz, 2016]. La situation était tout à fait différente dans la plupart des pays d'Afrique du Nord et de la péninsule Arabique. Grâce à l'accès à Internet, les citoyens ordinaires avaient la possibilité de comparer en permanence leur niveau de vie à celui observé en Amérique du Nord, dans l'Union européenne, voire dans les « tigres asiatiques ». Cette comparaison a commencé à susciter frustration et incompréhension face à des écarts aussi flagrants de niveau de vie. La majorité des habitants d'Afrique du Nord a pris conscience que, malgré le passage des décennies, leurs conditions de vie avaient peu évolué, surtout en comparaison avec les pays du « Nord riche », l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou encore les principales puissances économiques asiatiques mentionnées ci-dessus.

Cette situation était sans aucun doute injuste et, avec le temps, la frustration s'est accrue au sein des différentes sociétés. Il est au-

jourd'hui difficile de déterminer avec précision à quel moment ce mécontentement social a pris la forme d'une opposition bien organisée, apparue spontanément. Il en a résulté des manifestations de masse, souvent sanglantes. Ce vaste mouvement a réuni à la fois les structures de l'opposition déjà existante et des formes spontanées d'auto-organisation de citoyens ordinaires exprimant ainsi, de manière dramatique, leur propre mécontentement. Dans les cas extrêmes, ces soulèvements sociaux se sont transformés en révolutions, lesquelles ont à leur tour dégénéré en guerres civiles. En définitive, la scène politique a été profondément recomposée dans la plupart des pays, comme cela est présenté en détail ci-dessous. Malheureusement, dans le cas de la Libye et de la Syrie, la révolution a débouché sur une guerre civile interminable et dévastatrice.

La question se pose donc de savoir à quel moment le mécontentement social s'est transformé en un mouvement de résistance organisé dirigé contre les autorités en place. Il convient de garder à l'esprit qu'il n'est pas facile de gérer une organisation sociale dont le nombre de membres augmente fortement en un laps de temps relativement court. D'autre part, les autorités disposaient de forces de maintien de l'ordre bien organisées, qui s'étaient spécialisées au cours des dernières décennies dans la répression de toute manifestation de protestation publique. Cette fois, ces mesures de sécurité se sont révélées inefficaces. Avant la guerre, la Syrie, par exemple, était réputée pour l'omniprésence de ses services de sécurité, qui exerçaient un contrôle très strict sur la vie de ses citoyens. Une situation similaire prévalait en Libye où, de surcroît, Kadhafi disposait à son service d'unités militaires touarègues bien entraînées et obéissantes. Malgré cela, une foule de citoyens est parvenue à renverser le puissant dictateur et a failli venir à bout de la dynastie au pouvoir en Syrie. Avant d'analyser le moment où ce mécontentement populaire spontané s'est transformé en un mouvement de résistance bien organisé, il convient d'examiner les événements qui se sont déroulés dans les différents pays au cours de ce que l'on appelle le Printemps arabe.

Tunisie (17.12.2010-07.03.2011)

Un événement bien connu, qui déclencha une réaction en chaîne de bouleversements sociaux en Tunisie le 17 décembre 2010, fut l'immolation par le feu d'un vendeur ambulant jusque-là peu connu, Mohamed Bouazizi. Par cet acte dramatique, cet homme voulait exprimer son opposition à l'absence de toute possibilité d'améliorer sa situation personnelle. Son geste désespéré provoqua l'explosion de manifestations de masse, puis des affrontements avec les forces de sécurité. L'escalade de la violence conduisit à une révolution. Celle-ci devint à son tour une source d'inspiration pour les autres habitants de la région. En conséquence, le président de longue date Zine El-Abidine Ben Ali fut renversé et un gouvernement de transition prit le pouvoir en Tunisie. Afin de comprendre précisément la différence entre les formes antérieures de protestation et cet acte isolé de désespoir qui déclencha une véritable avalanche de mécontentement social, il est nécessaire d'examiner attentivement l'escalade des manifestations dès leur commencement. Le 17 décembre, la police confisqua l'étal de Mohamed Bouazizi, alors sans emploi, qui y vendait illégalement des fruits. En outre, il fut giflé par un policier, ce qui, dans la culture tunisienne, est perçu comme une humiliation publique. Offensé, Mohamed se rendit au tribunal pour porter plainte, mais ne fut pas reçu. Tous ces événements conduisirent à l'acte de protestation décrit ci-dessus, aussi dramatique que destructeur. Mohamed s'aspergea d'un liquide inflammable et s'immola par le feu. Les forces de l'ordre réagirent rapidement, éteignirent les flammes et, après avoir prodigué les premiers soins à ses brûlures, transportèrent la victime à l'hôpital. Malheureusement, les médecins ne parvinrent pas à sauver Mohamed, qui mourut peu après des suites de ses blessures. Malgré les tentatives du président visant à honorer le martyr et, par là même, à apaiser la vague croissante de mécontentement social, la population commença à descendre dans la rue. Les informations concernant la tragédie de Mohamed ont profon-

dément bouleversé l'opinion publique. Cela a été rendu possible par la diffusion rapide, sur Internet et principalement par l'intermédiaire des médias sociaux, des informations relatives à cet événement tragique. La Tunisie fut le premier pays dans lequel cette forme novatrice de communication permit une auto-organisation presque immédiate de la société en un mouvement de protestation coordonné de l'intérieur. Les autorités tunisiennes n'étaient absolument pas préparées à une telle évolution, ce qui ne peut plus être affirmé des pays suivants auxquels les idées du Printemps arabe se sont propagées.

En Tunisie même, cependant, à peine une semaine après la tentative de suicide de Mohamed et sa mort, les protestations se propagèrent à d'autres villes de province, tandis que des manifestations éclatèrent dans la capitale, Tunis, dès le 27 décembre. La situation se détériora de jour en jour, alimentée par le comportement brutal des forces de l'ordre, notamment par leurs tentatives de reprendre par la force le contrôle d'une rébellion croissante. Les premiers morts furent bientôt à déplorer. Face à l'intensification de la résistance sociale, le président renonça à exercer davantage le pouvoir et quitta le pays. Tout cela fut rendu possible par deux facteurs indissociables :

- la détérioration des conditions de vie de la majorité de la société (conscience sociale de la mauvaise situation matérielle, sans perspective réaliste d'amélioration des conditions de vie) ;
- les technologies d'échange d'informations (Internet).

Les médias sociaux ont permis à des inconnus de s'organiser presque instantanément, en un lieu et à un moment déterminés, afin d'exprimer publiquement leur mécontentement. Il est intéressant de noter que ces formes d'organisation se sont révélées étonnamment efficaces, en particulier compte tenu de l'auto-organisation d'un très grand nombre de personnes, très diverses entre elles et, de surcroît, en un laps de temps relativement court. Comme nous le savons aujourd'hui, la Tunisie est devenue un « détonateur » pour les autres pays de la région. La nouvelle de la tragédie et de la lutte héroïque des Tunisiens s'est propagée à une vitesse fulgurante parmi les populations d'autres pays, devenant une source d'inspiration idéale pour

la lutte en faveur de changements dans d'autres États d'Afrique du Nord et de la péninsule Arabique. On peut toutefois encore se demander comment il a été possible que, malgré tout, des personnes élevées dans la culture du Moyen-Orient en viennent à s'opposer ouvertement à un pouvoir omniprésent. Leur victoire a déclenché un effet domino qui a non seulement gravement ébranlé l'ordre jusqu'à établi en montrant aux dirigeants qu'ils devaient tenir compte de la population, mais a également donné naissance à une nouvelle forme de conflit. Il convient donc d'examiner plus attentivement le déroulement et les différentes étapes de la révolution tels qu'ils ont été vécus par la population tunisienne.

Le déroulement de la révolution et les médias sociaux

La révolution aurait probablement été impossible sans un accès généralisé préalable à Internet. La simple prise de conscience de l'existence d'une vie meilleure et plus facile dans d'autres pays démocratiques ne constituait pas encore, à elle seule, un facteur suffisamment puissant pour alimenter les attentes sociales. Il manquait une forme permettant de canaliser et d'exprimer la colère sociale. Cette forme fut fournie par de jeunes Tunisiens diplômés de l'université qui, afin d'exprimer leur opposition au pouvoir autoritaire, créèrent des sites Internet sur lesquels ils tournaient les autorités en dérision et donnaient libre cours à leur frustration. L'un de ces sites, « Slim Amamou Notre President », fondé par Slim Amamou, était présent sur Facebook, qui constituait, avec Twitter, le principal outil de communication. Le nombre d'utilisateurs consultant les contenus publiés sur ce site commença à augmenter rapidement. En Tunisie, à cette époque, la diffamation du président faisait l'objet de poursuites et pouvait conduire à une arrestation. Pourtant, personne n'empêcha les jeunes créateurs de contenus antigouvernementaux de poursuivre leurs activités. Ils ne furent arrêtés qu'au

moment où eurent lieu les premiers affrontements entre la police et les manifestants. D'un point de vue psychologique, cet élément est extrêmement important, car, sans une politique d'information antigouvernementale ciblée élaborée par un groupe de jeunes Tunisiens, les manifestations auraient pu éclater beaucoup plus tard, voire ne jamais avoir lieu. C'est grâce à leurs activités sur Internet qu'un nombre croissant de personnes sont entrées en contact les unes avec les autres, unies par leur colère à l'égard du président et de son entourage. En outre, pendant les manifestations, les jeunes protestataires s'informaient mutuellement, par l'intermédiaire des médias sociaux et des messages texte, des dangers, des rues à emprunter ou des lieux vers lesquels se rendre. En d'autres termes, un système quasi professionnel d'échange d'informations au sein du mouvement de résistance sociale en plein essor commença rapidement à fonctionner pendant les manifestations. On peut se demander pourquoi les autorités n'ont pas bloqué les communications par Internet ou par téléphone (comme cela s'est produit en Syrie) pendant la révolution, ou pourquoi elles n'ont pas déployé de troupes dans les rues (comme en Égypte, en Syrie ou à Bahreïn).

En revanche, c'est grâce à l'échange rapide d'informations, supervisé par un petit groupe de manifestants, que la foule cessa d'être un rassemblement chaotique de personnes en colère pour devenir une masse organisée, communiquant en interne et capable de résister efficacement aux attaques des forces de sécurité. Les deux principaux auteurs des contenus à l'origine des premières manifestations avaient pris des dispositions en prévision d'une éventuelle arrestation, afin que leurs canaux de communication et d'échange d'informations entre les citoyens continuent de fonctionner indépendamment de leur présence. Les deux hommes furent arrêtés le 6 janvier et conduits pour être interrogés. À ce moment-là, les premières émeutes s'étaient déjà transformées en conflit ouvert entre les manifestants et les forces de sécurité. L'armée refusa d'intervenir et resta neutre, ce qui sauva probablement la jeune révolte. Malgré cela, au moins cent cinquante personnes furent tuées lors des affrontements

de rue. Le 14 janvier, les deux détenus furent libérés de prison et, le 15 janvier, le président appela la population à la réconciliation. En réponse, une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes marcha vers le bâtiment du ministère de l'Intérieur. La révolution s'accéléra. Le second homme arrêté, Ben Ali, fut contraint de quitter la Tunisie et se rendit en Arabie saoudite voisine [M. Husain, 2011]. En définitive, la révolution a entraîné la chute du dictateur et la démocratisation du système politique.

Algérie (29.12.2010-15.04.2011)

La cause immédiate des manifestations en Algérie résidait dans les mauvaises conditions de logement et dans l'agitation révolutionnaire qui secouait la Tunisie voisine. Contrairement aux forces de police de ce petit État, les forces algériennes chargées de la sécurité publique se sont montrées beaucoup moins indulgentes. Elles ont brutalement réprimé la manifestation, faisant 53 blessés et entraînant l'arrestation de 29 personnes. À la suite de l'annonce d'une hausse de 30 % des prix des denrées alimentaires, les manifestations ont repris et se sont propagées dans tout le pays après le 1er janvier 2011. En peu de temps, les premières émeutes éclatèrent, à la suite desquelles des groupes de personnes armées de couteaux et de matraques métalliques commencèrent à piller des habitations privées, des magasins et des bâtiments publics. Au terme de la première semaine d'affrontements, 3 personnes avaient été tuées, tandis que 63 manifestants et 763 policiers avaient été blessés. Le gouvernement, conscient du risque de voir la situation lui échapper, abaissa les prix du sucre et de l'huile afin d'apaiser le climat social. Plus d'une dizaine de cas d'immolation par le feu furent bientôt signalés. Ces actes de désespoir constituaient une protestation contre les mauvaises conditions de logement et le chômage. Des actes criminels furent également commis, notamment l'enlèvement d'un touriste italien par un

groupe d'Algériens. Au cours des jours et des semaines qui suivirent, de nouvelles manifestations éclatèrent et dégénérèrent rapidement en émeutes. Les forces de l'ordre firent preuve d'une détermination et d'une brutalité inquiétantes, mais parvinrent également à réprimer efficacement toutes les manifestations de rébellion sociale. Dans le même temps, les autorités firent plusieurs concessions à l'opposition ; ainsi, le 22 février, l'état d'urgence en vigueur depuis 1992 fut levé. En définitive, le gouvernement resta au pouvoir et la seule avancée obtenue par l'opposition fut une déclaration annonçant une réforme électorale et des modifications de la Constitution. Au cours des cinq années suivantes, le président renforça finalement son pouvoir en stabilisant progressivement la situation dans l'ensemble de l'Algérie [Y. H. Zoubir, 2016].

Libye (13.01.2011-23.10.2011)

Les premiers troubles éclatèrent en janvier. Les autorités réagirent en réduisant les taxes et les droits de douane sur les produits alimentaires nationaux et importés. Malgré cela, les manifestations reprirent à la mi-février, à la suite du renversement de Hosni Moubarak en Égypte. Les manifestants voulaient renverser le système et l'ancien dirigeant, comme cela s'était produit dans l'État voisin. Le 17 février, la « Journée de la colère » fut organisée sous la forme de manifestations de masse dans toute la Libye. Les premiers affrontements armés eurent également lieu. Jusqu'alors, les autorités avaient en réalité tenté d'empêcher l'escalade du conflit en faisant diverses concessions. Il apparut toutefois rapidement que l'opposition ne se satisferait pas de ces gestes d'apaisement. Les manifestants voulaient renverser l'ensemble du système de pouvoir. À ce moment-là, Kadhafi commença à se défendre et recruta des mercenaires étrangers pour combattre les forces de l'opposition. Le 21 février eut lieu le massacre des manifestants à Tripoli : plus de 300 personnes trou-

vèrent alors la mort. Le même jour, les rebelles occupèrent la ville de Benghazi, qui devint par la suite la capitale de la rébellion. Dès le 24 février, les rebelles lancèrent simultanément une offensive sur deux fronts. Ils remportèrent leurs premiers succès et d'autres villes commencèrent à se rallier au soulèvement. Dans le même temps, l'ONU intervint dans le conflit en adoptant la résolution 1970, qui gelait les avoirs de Kadhafi. Malgré les forces répressives restées fidèles à Kadhafi, les rebelles contrôlaient, en mars, l'ensemble de l'est de la Libye. Kadhafi annonça la mobilisation des forces nationales et lança une offensive, reprenant plusieurs villes. Lorsque les troupes gouvernementales arrivèrent aux portes de Benghazi, plusieurs États lancèrent une opération militaire de gestion de crise en application de la résolution 1973 de l'ONU. À cette occasion, la majeure partie de la défense antiaérienne libyenne fut détruite. Grâce au soutien aérien international et à l'action d'unités spéciales britanniques opérant en Libye (notamment par la fourniture de ravitaillement indispensable et la formation des rebelles), Kadhafi perdit non seulement la guerre, mais finit également par perdre la vie. Après le renversement du dictateur, les différentes factions insurgées représentant les intérêts de diverses régions du pays ainsi que de différents groupes ethniques et tribaux refusèrent de déposer les armes et commencèrent à se disputer l'influence. Cette lutte interne fut interrompue par l'État islamique, qui établit ses propres bastions en Libye, notamment à Syrte. En conséquence, la plupart des factions rebelles unirent de nouveau leurs forces contre ce nouvel ennemi. On craignait donc qu'une fois cette menace éliminée, les rebelles ne reprennent leur lutte pour le contrôle de la Libye, principalement pour la maîtrise des champs pétrolifères et des villes portuaires lucratives [L. el-Bijou, 2013]. En 2017, la Russie entra à son tour dans le jeu libyen en soutenant le général Khalifa Haftar, dont les forces contrôlaient la partie orientale du pays. Il était alors prévu qu'une guerre civile puisse éclater à la fin de 2017 et toucher de nouveau l'ensemble de la Libye [J. Haszczyński, 2017].

Déroulement de la révolution et réseaux sociaux

Facebook est devenu en Libye une plateforme ouverte permettant d'exprimer librement ses réflexions et ses opinions sur la situation sociopolitique du pays. Les jeunes Libyens utilisaient différents forums sur Facebook, où ils discutaient ouvertement de la situation dans le pays, notamment de l'absence de liberté. De nouveaux groupes et forums de discussion furent rapidement créés, et Facebook permit à la jeune génération libyenne d'échanger ses points de vue. Toutefois, contrairement à l'Égypte et à la Tunisie, seuls 5 % à 17 % de la population libyenne (selon les sources) avaient accès à Internet. Le second obstacle résidait dans le fait que la majorité de la jeune génération attendait un signal susceptible de mobiliser tout le monde. Au début, cependant, personne n'eut le courage de faire le premier pas. Tous attendaient un événement capable de mettre la société en mouvement, comme cela s'était produit en Tunisie et en Égypte. Entre-temps, les autorités arrêtaient un avocat qui avait osé défendre les droits des personnes injustement arrêtées et assassinées lors du célèbre massacre de 1996. À cette époque, plus d'un millier de détenus avaient été exécutés par les forces de sécurité dans la prison d'Abou Salim, à Tripoli. Les habitants de Benghazi n'avaient jamais oublié leurs proches qui y avaient été assassinés. L'un d'eux n'avait que dix-huit ans et avait auparavant passé trois ans et demi dans cette prison pour avoir prié dans une mosquée, ce qui, selon les autorités libyennes, constituait un symbole d'hérésie et d'opposition à la doctrine officielle de l'État.

L'avocat des familles des victimes du massacre de 1996 avait lui aussi perdu plusieurs de ses proches. Alors que l'agitation révolutionnaire prenait de l'ampleur, les familles des victimes d'Abou Salim devinrent l'élément déclencheur qui libéra la colère d'une société jusque-là brutalement réprimée par les services de sécurité et les forces de police. Après l'arrestation de l'avocat par les services de

sécurité, les proches des victimes se rassemblèrent, le 15 février, devant le bâtiment des services de sécurité où il était détenu et exigèrent sa libération. Nombre de ces moments dramatiques furent relatés sur de nombreux forums en ligne. À Benghazi, le beau-frère de Kadhafi était alors à la tête des services de sécurité ; il ordonna à la foule de se disperser, menaçant de faire usage des armes à feu et proclamant que c'était lui qui faisait la loi dans la ville. Ces avertissements produisirent l'effet inverse et la foule grossit de minute en minute. Des slogans appelant au renversement du régime commencèrent également à être scandés. Les militants qui agissaient de manière limitée par l'intermédiaire de Facebook purent constater pour la première fois par eux-mêmes comment une vague de révolte prenait progressivement de l'ampleur, en rassemblant des représentants de tous les groupes : les jeunes, les chômeurs, les médecins, les enseignants, entre autres. Les militants d'Internet savaient qu'un mouvement social similaire avait balayé les dictateurs de la scène politique en Tunisie et en Égypte. Les militants libyens d'Internet savaient également qu'il était tout aussi important que les manifestations de masse de diffuser aussi largement que possible des informations sur ce qui se passait alors en Libye. Ils commencèrent donc à publier sur Internet des enregistrements provenant de Benghazi, principalement par l'intermédiaire de YouTube et de Facebook. En conséquence, non seulement l'opinion publique internationale, mais aussi les Libyens vivant dans d'autres régions du pays furent informés de la situation. Les militants qui publiaient des vidéos et des témoignages depuis Benghazi devaient agir rapidement, craignant que les autorités ne coupent l'accès à Internet à tout moment. Chacun savait parfaitement ce qui s'était passé en Égypte et en Tunisie, et un signal très clair indiquait désormais que la révolution ne faisait que commencer en Libye même. Les gens commencèrent à comprendre que, comme dans d'autres pays, le régime despotique de Kadhafi pouvait lui aussi bientôt prendre fin. Jusqu'alors, les Libyens vivaient dans la conviction qu'ils n'avaient aucune influence sur quoi que ce soit et que toute forme de résistance était vouée à l'échec. Un Libyen

moyen n'envisageait donc même pas de participer aux manifestations. Cette fois, cependant, face à l'augmentation rapide du nombre de protestataires, la prise de conscience grandissait également que ce qui, un mois auparavant encore, paraissait irréaliste était désormais à portée de main. Le régime de Kadhafi semblait commencer à se fissurer. Comme on pouvait s'y attendre, le lendemain, c'est-à-dire le 16 février, l'ensemble de la Libye fut privé d'accès à Internet et aux communications de téléphonie mobile, ce qui rendit impossible tout échange d'informations, même par SMS. Fait intéressant, les enregistrements montrant, pendant deux heures, le renversement des symboles du pouvoir et de la doctrine de Kadhafi furent repris et diffusés par Al-Jazeera. En réaction, des hommes armés vêtus en civil, portant des casques jaunes caractéristiques, apparurent dans les rues et commencèrent à attaquer les manifestants. En outre, la police et les services de sécurité ouvrirent le feu sur les protestataires. Ainsi, dès le deuxième jour des manifestations, de véritables affrontements éclatèrent dans les rues des villes. En peu de temps, les insurgés reçurent un soutien et une aide en provenance d'Égypte. Au cours des émeutes, au moins plusieurs centaines de personnes périrent dans la seule ville de Benghazi. Les forces de sécurité et l'armée ne reculèrent devant aucun moyen dans leurs efforts pour pacifier les manifestants le plus rapidement possible. Contrairement aux prévisions des autorités, le nombre de manifestants augmenta de manière spectaculaire. Le 19 février, un cortège pacifique fut organisé à l'occasion des funérailles des victimes des affrontements précédents. À ce moment-là, les participants à la marche furent pris pour cible par des tireurs d'élite professionnels qui avaient auparavant pris position sur les toits des bâtiments environnants. Ils tiraient pour tuer. De nombreuses personnes périrent également à cette occasion. Cette attaque sans précédent contre un cortège civil pacifique en deuil suscita une réaction négative dans l'ensemble de la société libyenne. De nombreux enregistrements de ces événements dramatiques apparurent sur Internet. Ce fut un tournant décisif du conflit, car, après ce massacre, de nombreux policiers et soldats se rangèrent

du côté des manifestants. La foule attaqua les casernes de Benghazi, où se trouvaient des dépôts d'armes. Les casernes furent prises malgré de nombreuses pertes, ce qui mit fin au pouvoir de Kadhafi dans cette ville. Le mouvement de résistance gagna non seulement le soutien de soldats qualifiés, de policiers et de membres des services de sécurité, mais aussi l'accès aux armes. L'aide en provenance d'Égypte affluait de manière constante, renforçant considérablement les capacités du mouvement de résistance en pleine expansion. La guerre civile éclata et les pays occidentaux commencèrent à faire pression sur Kadhafi pour qu'il quitte le pouvoir. Jusqu'alors, Kadhafi avait toutefois assuré un approvisionnement ininterrompu en pétrole, la stabilité dans la région ainsi qu'un soutien important en matière de renseignement utile dans la lutte contre Al-Qaïda. La guerre civile qui venait d'éclater, faisant un nombre toujours croissant de victimes et déstabilisant l'ensemble du pays, rendit Kadhafi désormais inutile. Les États occidentaux décidèrent alors d'apporter un soutien aérien aux rebelles. La guerre se révéla extrêmement brutale, le pays fut dévasté et, à ce jour, aucune perspective de retour rapide à la normale ne se dessine. Jusqu'en août 2017, différentes parties de la Libye étaient gouvernées par divers groupes et, en outre, l'implication croissante de la Russie avait encore compliqué la situation dans ce pays déchiré par un conflit interne [M. Husain, 2011].

Jordanie (14.01.2011–01.04.2011)

Le 7 janvier 2011, une marche de protestation des employés du secteur public eut lieu. La manifestation était dirigée contre la hausse du coût de la vie. La tension sociale croissante conduisit la population à exprimer publiquement son mécontentement. Quatre jours plus tard, le gouvernement jordanien, conscient de la situation, décida d'allouer 169 millions de dollars américains à la baisse des prix et à la création de nouveaux emplois. Il convient de noter que des

employés des institutions publiques, c'est-à-dire des personnes indirectement liées au gouvernement, participèrent à la manifestation. Malgré cela, une nouvelle manifestation eut lieu le 14 janvier devant le Parlement afin de protester contre la hausse des prix des denrées alimentaires, le chômage, la corruption et le caractère non démocratique du système de gouvernement. Les manifestants exigèrent également la démission du gouvernement en place, dirigé par le Premier ministre. Les protestations furent menées par les dirigeants des principaux mouvements d'opposition : le Front d'action islamique et les Frères musulmans. L'exemple de la Jordanie est d'autant plus intéressant que, jusque-là, tout s'était déroulé de manière pacifique, y compris l'exploitation par l'opposition intérieure d'une situation sociale favorable afin d'accroître son soutien au sein de la société. Plus intéressant encore, le secrétaire général du Front demanda au roi de Jordanie de changer de gouvernement et d'organiser de nouvelles élections. En conséquence, le 18 janvier, le gouvernement revint sur les hausses des prix des denrées alimentaires, réduisit le prix de l'essence, augmenta les pensions et releva même les salaires des fonctionnaires et des militaires. L'opposition entendait tirer parti de cette conjoncture favorable : dans sept villes, des manifestations rassemblant plusieurs milliers de personnes furent organisées avec la participation du Front d'action islamique et de partis de gauche panarabes. En d'autres termes, les forces d'opposition formèrent une alliance temporaire afin d'écarter le gouvernement du pouvoir, d'organiser des élections anticipées et d'obtenir une représentation plus importante au futur Parlement. Dans cette situation, le roi décida d'intervenir et, le 27 janvier, il appela le Parlement à mettre en œuvre des réformes dans les domaines politique et social, tout en condamnant l'inefficacité des ministres. Peu après, d'autres manifestations organisées à l'initiative de l'opposition eurent lieu. Le Front d'action islamique proposa au Premier ministre la démission du gouvernement et la formation d'un gouvernement d'unité nationale, ainsi que l'introduction de modifications de la loi électorale permettant de constituer un Parlement représentatif de différents milieux. Le 1er

février, le Premier ministre démissionna. Toutefois, contrairement aux attentes, cette démission ne mit pas fin aux différends, car le nouveau Premier ministre suscita les critiques de certaines composantes de l'opposition et le Front d'action islamique lui-même, bien qu'il ait évalué positivement sa candidature, ne renonça pas à poursuivre les manifestations. Le 10 février, 36 dirigeants bédouins publièrent une déclaration condamnant la reine Rania pour corruption, ce qui constitua la première attaque dirigée contre un membre de la monarchie, jusque-là à l'abri de toute critique. Malgré les concessions liées à la démission du gouvernement, la situation semblait s'envenimer, rapprochant des milieux pourtant opposés : aussi bien des musulmans radicaux que l'extrême gauche, y compris des représentantes d'organisations féminines. Le 25 février fut proclamé le « Jour de la colère » et entre 6 000 et 10 000 personnes descendirent dans les rues d'Amman. En mars, les manifestations s'affaiblirent et, finalement, le 24 mars, environ 500 protestataires installèrent leurs tentes sur la place principale de la capitale, principalement des étudiants et des universitaires sans emploi. Des affrontements eurent lieu entre les opposants et les partisans du roi. La police intervint également, et son comportement non professionnel et brutal entraîna la mort d'une personne et fit une centaine de blessés [S. A. Tobin].

Yémen

La révolution yéménite commença le 27 janvier 2011. À l'instar des autres mouvements sociaux d'Afrique du Nord et du monde arabe, elle était dirigée contre les mauvaises conditions de vie, le chômage, la corruption des autorités et l'absence de démocratie dans la vie publique. En février et en mars 2011, de nombreuses manifestations contre le président eurent lieu dans tout le pays. Des affrontements opposèrent les adversaires et les partisans du président. Les forces

de l'ordre ouvrirent le feu sur les manifestants, ce qui entraîna une escalade de la résistance sociale. Des combattants chiites et des milices tribales se joignirent au conflit et apportèrent leur soutien aux manifestants. Constatant que la situation devenait incontrôlable, le président tenta d'apaiser les troubles sociaux et promit de ne pas se représenter à l'élection présidentielle. Faute de consensus et face à la poursuite de l'escalade du conflit, le Conseil de coopération du Golfe intervint dans le différend afin de parvenir à un règlement pacifique. À la fin du mois de mai, il était clair que les efforts visant à rétablir l'ordre demeuraient inefficaces et le Conseil se retira du Yémen. Les États-Unis et l'Union européenne firent alors leur apparition sur la scène politique de ce petit État. Malgré les pressions exercées par les puissances occidentales, il fut une nouvelle fois impossible de parvenir à un accord et, à la fin du mois de mai, de violents affrontements opposèrent les forces gouvernementales aux rebelles soutenus par les milices tribales. En juillet 2011, la guerre civile faisait rage et le Yémen était divisé en trois zones d'influence :

- le Sud, contrôlé par Al-Qaïda,
- le Nord, contrôlé par les rebelles chiites,
- le centre, contrôlé par les forces gouvernementales aux prises avec les combattants tribaux et les manifestants dans les villes.

En 2012, des élections présidentielles furent organisées, précédées par la démission de l'ancien président et son départ du pays. Ni le nord ni le sud ne participèrent aux élections. Malheureusement, la guerre civile se poursuit toujours et, qui plus est, la situation dans ce petit pays arabe s'est encore compliquée avec l'implication de l'État islamique dans le conflit. En 2016, les forces houthies contrôlaient la région de Sanaa, aux côtés d'autres combattants restés fidèles à l'ancien président. Les troupes du président en exercice étaient stationnées dans le centre du pays, autour de la ville d'Aden. Al-Qaïda dans la péninsule Arabique partageait le contrôle du sud du pays avec les combattants de l'État islamique [A. Orkaby, 2015 ; Z. Laub, 2016]. À l'heure actuelle, rien ne semble indiquer que la situation puisse se stabiliser dans un avenir prévisible. Selon les sources de

l'ONU, 16 200 personnes au total sont mortes entre 2015 et 2017, dont 10 000 civils.

Liban (24.01.2011-2014)

La révolte au Liban, qui s'est rapidement transformée en conflit interne entre sunnites et chiites, a connu un déroulement particulièrement intéressant. Une telle division résultait de l'influence exercée par les combattants engagés dans la Syrie voisine. Contrairement à ce qui s'était produit dans d'autres pays, les manifestations n'étaient pas motivées par l'opposition à de mauvaises conditions de vie ou par l'absence de perspectives, mais par des divisions politiques liées à l'implication des représentants du Hezbollah dans la vie publique libanaise. D'un côté se trouvaient les partisans de la sécularisation de la vie publique (notamment de l'introduction du mariage civil) et, de l'autre, les chiites liés au Hezbollah, désireux de préserver les solutions institutionnelles existantes. Les tensions entourant le camp de réfugiés palestiniens ainsi que la situation explosive avec Israël revêtaient également une grande importance. En définitive, toutefois, le Liban n'a pas connu de mobilisation massive de citoyens contre le gouvernement. Le conflit interne opposa des groupes sunnites et chiites. Malheureusement, de nombreux attentats terroristes et assassinats politiques eurent lieu. De nombreux civils périrent au cours de ces événements tragiques. Les affrontements les plus importants, et donc les plus sanglants, entre les partisans des deux camps se déroulèrent dans la capitale. C'est là qu'en 2011 des affrontements eurent lieu dans deux quartiers : Bab al-Tabbaneh (sunnite) et Jabal Mohsen (alaouite). Les combattants utilisèrent des armes à feu les uns contre les autres, ce qui contraignit les forces de sécurité à intervenir afin de rétablir le calme. Deux personnes trouvèrent la mort au cours des combats : un policier libanais et un jeune garçon, tandis que 59 personnes furent blessées. De nouveaux affron-

tements éclatèrent en février 2012 ; cette fois, 3 personnes furent tuées et 20 autres blessées. En mai, le conflit dans la ville s'intensifia : les affrontements suivants firent déjà 12 morts et 100 blessés, tandis que, dans les mois qui suivirent, de nouveaux combats causèrent d'autres décès et des dizaines de blessés. En août, l'armée intervint afin d'empêcher une nouvelle escalade du conflit. Les affrontements entre sunnites et alaouites se poursuivirent également au cours des années suivantes, tandis que le nombre de victimes ne cessait d'augmenter. Il convient toutefois de noter que ce conflit ne s'est jamais étendu à l'ensemble de la ville, et encore moins à l'ensemble du pays. La majorité de la population ne s'est tout simplement pas impliquée dans ces affrontements, contrairement à ce qui s'est produit dans d'autres pays de la région. La plupart des actes d'agression étaient, dans une mesure plus ou moins grande, inspirés par les groupes combattant dans la Syrie voisine. On peut affirmer que, sans les interactions entre les milieux libanais et syriens, des actes de terreur, des assassinats politiques ou des enlèvements aussi nombreux et sanglants ne se seraient probablement jamais produits.

Égypte (25.01.2011-13.02.2011)

Les conditions de vie de plus de la moitié des quelque quatre-vingts millions d'habitants de l'Égypte étaient similaires à celles de la majorité des citoyens tunisiens. Chômage élevé, absence de perspectives et situation économique et sociale globalement insatisfaisante. Le moral de la population était également affecté négativement par la conscience de la longévité du pouvoir exercé par le président Moubarak, arrivé au pouvoir en 1981. Sur une période aussi longue, le citoyen égyptien moyen n'avait constaté aucune amélioration de ses conditions de vie, notamment en comparaison avec le développement socio-économique des pays du « Nord riche ». Les Égyptiens éprouvaient un sentiment de stagnation et d'absence de perspec-

tives d'amélioration de leur niveau de vie dans un avenir prévisible. Grâce aux médias (en particulier aux médias sociaux), les jeunes pouvaient constater par eux-mêmes le niveau de vie de leurs pairs dans d'autres pays. Ce déséquilibre en matière de situation matérielle suscita des interrogations qui, à leur tour, provoquèrent la colère compréhensible de la jeune génération. Le terreau de la future révolution s'est ainsi développé avec la génération montante des élèves, lycéens et étudiants égyptiens. D'un autre côté, chacun craignait de s'opposer ouvertement au gouvernement, même sous la forme de manifestations pacifiques exprimant le mécontentement social. L'impulsion qui incita les jeunes à manifester ouvertement leurs opinions fut la diffusion instantanée, par Internet, d'informations concernant le début des troubles en Tunisie, provoqués par la célèbre immolation de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010. Le 17 janvier eut lieu le premier cas recensé de tentative d'immolation par le feu d'un homme de 49 ans, Abdo Abdel Hameed (ou Abdu Abdel-Monaim Kamal), en signe de protestation contre sa mauvaise situation matérielle. Cette tentative donna à son tour l'impulsion à plusieurs autres personnes, qui adoptèrent elles aussi une forme aussi dramatique de protestation publique en tentant de se suicider. Ces événements créèrent un potentiel humain qui prit presque immédiatement la forme de manifestations de masse, lesquelles se transformèrent à leur tour en émeutes violentes. Il en résulta une confrontation sanglante avec la police, qui fit de nombreuses victimes mortelles. Des forces militaires furent déployées dans les rues ; dans l'ensemble, elles réagirent pacifiquement face aux manifestants, évitant toute provocation et, à plus forte raison, toute confrontation avec les civils. Le nombre de manifestants augmentait de jour en jour, tandis que le mouvement se propageait rapidement à d'autres villes égyptiennes. À la fin du mois de janvier, le nombre total de manifestants oscillait autour de plusieurs centaines de milliers de personnes (au Caire seulement, selon les sources, entre 50 000 et 250 000 personnes). Le 1er février, au moins un million de personnes participèrent à la célèbre marche de protestation dans la capitale

égyptienne. À l'échelle du pays, le nombre de manifestants ce jour-là atteignit un chiffre surprenant, estimé entre 2 et 5 millions de personnes. Même dans l'estimation la plus basse, cela signifiait que le nombre de manifestants avait été multiplié au moins plusieurs fois en l'espace de quelques jours. La manifestation elle-même se déroula dans une atmosphère pacifique, voire festive. L'armée n'intervint pas et les manifestants, qui n'étaient pas entravés par les forces de l'ordre, brûlèrent des effigies de Moubarak. L'un des lampadaires fut utilisé pour suspendre et brûler une effigie représentant le président, ornée d'une étoile de David.

Dès le début, les Frères musulmans, alors dans l'opposition, exercèrent une influence majeure sur la foule et, s'appuyant sur un important électorat composé de jeunes, purent dans une certaine mesure influencer le comportement des manifestants. Des rassemblements réunissant plusieurs milliers de personnes eurent également lieu dans des villes telles qu'Alexandrie, Suez, Al-Mansura, Assiout, Damanhour, El-Mahalla El-Kubra, Arish, Minya, Louxor, Port-Saïd et Tanta. En réaction, les partisans de Moubarak ne réunirent que quelques centaines de personnes. Mohamed ElBaradei, figure de l'opposition et du mouvement de protestation, appela le président à démissionner, lui donnant jusqu'au vendredi 4 février 2011 pour le faire ; dans la soirée, le président Hosni Moubarak adressa un message télévisé à la population. Il informa la population qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat lors de l'élection présidentielle prévue en septembre 2011 et ajouta qu'il entendait rester en fonction jusque-là afin d'assurer une « transition pacifique du pouvoir ». Le discours du président fut suivi de violents affrontements avec les partisans de Moubarak dans les rues d'Alexandrie. L'armée n'intervint pas. Dans la nuit du 2 février, près de deux mille manifestants restèrent sur la place Midan Tahrir. À l'approche du jour, des partisans du président pénétrèrent sur la place. Certains d'entre eux étaient à cheval ou à dos de chameau. Après être arrivés sur les lieux, les partisans de Moubarak lancèrent une véritable charge contre les personnes rassemblées sur la place. Il s'ensuivit un affrontement san-

glant appelé la « bataille des chameaux ». Des heurts entre partisans et opposants de Moubarak eurent également lieu à Alexandrie. Selon les témoignages de journalistes, les manifestations des partisans du président étaient bien organisées. Les manifestants étaient transportés en autocars spéciaux à proximité de la place Midan Tahrir et munis d'affiches professionnelles à l'effigie de Moubarak. Les affrontements entre les partisans et les opposants du président Hosni Moubarak se poursuivirent au Caire toute la nuit du 3 février, puis pendant la journée. Les partisans du président attaquaient constamment les manifestants. Ils encerclèrent la place Midan Tahrir, en bloquant les accès. L'intervention de l'armée se limita à établir une zone de plusieurs dizaines de mètres de largeur afin de séparer les belligérants. Des structures médicales provisoires furent organisées sur la place pour venir en aide aux blessés. Les manifestants commencèrent également à souffrir d'un manque de nourriture. Selon les données du ministère de la Santé, au moins 8 personnes furent tuées et 890 autres blessées lors des affrontements survenus depuis le 2 février 2011. Des sources médicales firent état d'au moins 10 morts [A. Korotayev, J. Zinkina, 2011].

Le 4 février, les commandants militaires appelèrent les manifestants à mettre fin à leur mouvement de protestation. Le lendemain, malgré l'expiration du délai, la foule resta sur la place sans réagir aux appels de l'armée. Pour la première fois, les forces armées intervinrent et des chars tentèrent de franchir les barricades qui en bloquaient l'accès. Au même moment, les généraux exerçaient probablement des pressions sur Moubarak afin qu'il renonce à ses fonctions. Quelques jours plus tard, le 10 février, le président prononça une allocution dans laquelle il confirma sa démission et transféra une partie de ses pouvoirs au vice-président Suleiman. Formellement, cependant, il demeura en fonction. Le message fut diffusé à la télévision nationale. Les manifestants estimèrent que le président cherchait à les tromper et se dirigèrent vers le siège de la télévision publique. Le 11 février, à 17 h 00, heure polonaise, le vice-président Omar Suleiman annonça que le président Moubarak avait démis-

sionné et était parti pour Charm el-Cheikh. Le Conseil suprême des forces armées prit le pouvoir dans le pays. Le Conseil était présidé par le ministre de la Défense, le maréchal Mohamed Hussein Tantawi. Toutefois, conformément à la Constitution égyptienne, le président de l'Assemblée du peuple aurait dû exercer le pouvoir jusqu'à l'élection d'un nouveau président. Après l'annonce de la démission du président Hosni Moubarak, le 12 février, les Égyptiens descendirent massivement dans les rues des plus grandes villes : Le Caire, Alexandrie et Suez. Les gens se félicitaient mutuellement, heureux de la victoire de la révolution. Les soldats, qui entouraient la place d'un cordon, commencèrent à enlever les barricades et les barrières de protection. Les fils barbelés furent retirés, de même que les chars qui bloquaient l'accès à la place. Les épaves des voitures incendiées pendant les affrontements furent également évacuées. Les jours suivants furent marqués par la mise en cause des membres du gouvernement de l'ancien président, ainsi que par l'ouverture de procès et le prononcé de condamnations. Entre-temps, toutefois, aucune décision politique majeure ne fut prise.

L'attitude initialement positive à l'égard de l'armée se détériora progressivement. Le 8 avril, des manifestations eurent lieu sur la place Tahrir, organisées par une opposition mécontente de la lenteur de la transition politique et du traitement jugé trop clément des personnes liées au gouvernement de Moubarak. Le 9 avril, les soldats réprimèrent une manifestation pacifique, faisant 2 morts et 15 blessés. Ce fut la première fois que l'armée intervint ouvertement contre les manifestants. Le 19 avril, la commission d'enquête du gouvernement égyptien annonça officiellement que 846 personnes avaient été tuées pendant la révolution. Le rapport de la commission attribuait à Moubarak l'entière responsabilité des victimes. Dix jours avant les élections législatives prévues le 28 novembre 2011, plus de 50 000 manifestants, conduits par les Frères musulmans, se rassemblèrent sur la place Tahrir au Caire. Plus de 39 partis et groupes politiques participèrent aux manifestations. Ils exigeaient que l'armée remette le pouvoir aux civils. Ils protestaient également contre les projets de

modification de la Constitution, selon lesquels, après l'élection d'un nouveau président, l'armée continuerait d'exercer une influence sur la politique intérieure et le budget, tout en étant presque totalement soustraite au contrôle civil. Une telle Constitution aurait, de facto, maintenu les militaires au pouvoir après la transition. Les manifestants demandaient également que l'élection présidentielle soit organisée au plus tard en avril 2012 ; les mécontents souhaitaient en outre remplacer le cabinet militaire par un gouvernement d'union nationale, ouvrir une enquête sur les troubles de février survenus sur la place Tahrir et juger les responsables de la mort des manifestants.

Le 21 novembre, des manifestations eurent lieu dans de nombreuses villes d'Égypte. Conformément à la tradition, la plus importante se déroula sur la place Tahrir. Elle rassembla 20 000 personnes. À Alexandrie, 5 000 personnes participèrent aux manifestations, et 4 000 à Ismaïlia, où des affrontements avec les forces de sécurité eurent lieu. Le 22 novembre, les Frères musulmans, à l'origine des troubles de novembre, annoncèrent leur intention d'engager un dialogue avec le Conseil militaire. Le Parti de la liberté et de la justice appela le Conseil suprême des forces armées à traduire en justice les responsables des crimes et à mettre fin à l'effusion de sang dans les rues. À la suite de violentes émeutes, les forces armées acceptèrent d'avancer la date de l'élection présidentielle. Cette décision fut confirmée dans une allocution télévisée par le président du Conseil suprême des forces armées, Mohamed Hussein Tantawi. Il annonça que les autorités étaient prêtes à organiser un référendum sur le transfert immédiat du pouvoir aux civils. Il déclara également que l'élection présidentielle se tiendrait en juin 2012. Jusqu'alors, les militaires prévoyaient d'organiser les élections à la fin de 2012 ou au début de 2013. Malgré les promesses de l'armée, le 23 novembre, des milliers de personnes continuaient d'occuper la place Tahrir, exigeant le transfert immédiat du pouvoir aux civils. Dans les rues adjacentes, des affrontements opposaient toujours les manifestants aux forces de sécurité. Les troubles se poursuivirent même pendant les élections, faisant de nombreux morts et blessés parmi les civils.

En définitive, lors du second tour des élections législatives, le Parti de la liberté et de la justice, issu des Frères musulmans, l'emporta. Le Parlement égyptien se retrouva ainsi dominé par les islamistes. Toutefois, le 16 juin 2012, le Conseil suprême des forces armées prononça officiellement, par décret, la dissolution de l'Assemblée du peuple, après que la Cour suprême eut décidé d'annuler les élections législatives et d'organiser un nouveau scrutin. La raison officielle invoquée était que les élections n'avaient pas été conformes à la Constitution. Mohamed Morsi remporta l'élection présidentielle et prêta serment en tant que président le 30 juin 2012. Il fut le premier président démocratiquement élu de l'histoire de l'Égypte [M. Baczyński, 2015].

Le 22 novembre 2012, Mohamed Morsi promulgua des décrets qui élargissaient considérablement les prérogatives présidentielles. Selon l'opposition égyptienne, les nouveaux pouvoirs du président menaçaient le processus de démocratisation du système politique égyptien. Il ressortait de ces décrets que, jusqu'à l'adoption d'une nouvelle Constitution, aucune autorité, y compris la Cour suprême, ne pouvait limiter le pouvoir du président. D'autres décrets permettaient de rejuger de hauts responsables ayant exercé leurs fonctions sous le régime de Moubarak. L'opposition craignait que cela ne conduise à l'annulation de condamnations antérieures et à l'acquittement de personnes condamnées pour des crimes commis contre des civils. Les décrets interdisaient également la dissolution de l'Assemblée nationale jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Morsi s'arrogea le droit de « prendre des décisions visant à protéger la révolution » [Mursi, 2012]. Les décisions du président furent critiquées par l'opposition et provoquèrent une nouvelle vague de manifestations en Égypte. Morsi fut finalement renversé le 3 juillet 2013 à la suite d'un coup d'État militaire. Il en résulta l'abrogation de la Constitution islamiste du 25 décembre 2012 et la prise du pouvoir par la junte militaire dirigée par le général el-Sissi. Adly Mansour fut provisoirement nommé président par les militaires. Cette période fut marquée par le chaos au sein de l'État et par un conflit ouvert entre les partisans et les opposants de Mohamed Morsi renversé et

des Frères musulmans. Cela conduisit notamment au massacre du Caire en août 2013, à des violences dans l'ensemble du pays ainsi qu'à une vague de répression contre les membres des Frères musulmans, organisation qui fut reconnue comme terroriste. Lors de ce que l'on appelle le massacre du Caire, les forces de sécurité attaquèrent deux camps de partisans du président renversé Mohamed Morsi. La répression sanglante de ces camps déclencha une vague de violence dans tout le pays, faisant 638 morts et 4 000 blessés. Finalement, le général el-Sissi accéda officiellement à la présidence de l'Égypte en 2014, instaurant un régime à la fois quasi autoritaire et quasi démocratique. Après son entrée en fonctions, les efforts du président et de son entourage se concentrèrent sur la marginalisation de l'influence des Frères musulmans et sur la normalisation de la situation sociopolitique en Égypte [Egypt: ..., 2015 ; M. Baczyński, 2015].

Déroulement de la révolution et réseaux sociaux

Les journalistes et les blogueurs égyptiens furent les premiers à suivre la situation en Tunisie avec une attention particulière. Eux aussi commencèrent, principalement par l'intermédiaire des médias sociaux, à rendre compte non seulement des événements survenus dans ce petit pays, mais également à les mettre en relation avec la situation en Égypte même, où le même président et son entourage dévoué étaient au pouvoir depuis plus de trente ans. C'est ce groupe de journalistes et de blogueurs qui, par son activité en ligne, incita les Égyptiens ordinaires à exprimer publiquement leur mécontentement. La population comprit qu'elle pouvait prendre son destin en main et même provoquer un changement de pouvoir. Sans la canalisation des contenus postrévolutionnaires diffusés par les blogueurs et les journalistes, il est probable que le déclenchement des manifestations au Caire, puis dans l'ensemble du pays, n'aurait pas

été aussi évident. Six mois avant le suicide de Mohamed Bouazizi, un jeune blogueur égyptien fut emmené hors d'un cybercafé par la police et battu à mort avec une extrême brutalité. Il publiait notamment sur Internet des documents concernant la corruption de hauts responsables égyptiens. L'information se diffusa rapidement parmi les jeunes, suscitant indignation et colère. Les blogueurs qui avaient participé à sa diffusion prirent part à des discussions en ligne, se demandant si, dans une telle situation, quelqu'un pouvait encore se sentir en sécurité. Le manque de respect pour la vie humaine manifesté par les représentants des services de sécurité provoqua l'indignation et l'opposition des internautes égyptiens. Une telle mort pouvait frapper quiconque se serait exprimé négativement au sujet des personnes au pouvoir. Navara Negm, l'une des militantes actives en ligne, déclara que la faiblesse du régime de Moubarak résidait dans le fait qu'il se concentrait sur des opposants disposant d'une structure particulière, comme un parti politique ou les Frères musulmans. Dans le cas de personnes s'appelant mutuellement à agir sur Internet, de telles formes d'organisation n'existaient pas. En réalité, cependant, la mobilisation et la coordination d'une foule dépendaient en partie de personnes publiant sur Internet, qui étaient devenues reconnaissables et avaient gagné le respect des autres internautes. Il existait donc une structure informelle chargée de diffuser l'information et capable, dans une certaine mesure, d'influencer le comportement de la foule : les journalistes et les blogueurs, qui avaient contribué au déclenchement des manifestations par les contenus qu'ils publiaient. Ce sont également eux qui assurèrent la médiatisation et la diffusion rapide des informations concernant les tentatives d'immolation par le feu à caractère protestataire en Égypte. Les journalistes et les blogueurs ont reconnu avoir commencé à encourager la population à manifester deux semaines avant le 25 janvier, et ce n'est que le 24 janvier qu'ils indiquèrent un lieu et une date précis pour la manifestation. Pendant toute cette période, ils agirent uniquement par Internet, principalement via Facebook. En Tunisie comme en Égypte, environ 20 % seulement de la popula-

tion avait alors accès à Internet. Entre-temps, l'idée est donc apparue de diffuser le message appelant à la manifestation par l'intermédiaire des chauffeurs de taxi du Caire, qui avaient toujours l'habitude d'engager la conversation avec leurs passagers. Les initiateurs de la protestation estimaient qu'il aurait été inutile d'inciter directement les chauffeurs de taxi à convaincre d'autres personnes. Ils eurent donc recours à une astuce consistant à entamer, en présence de chauffeurs de taxi « choisis au hasard », une conversation téléphonique avec un ami au sujet de la manifestation prévue. Les chauffeurs avaient alors l'impression de venir d'apprendre un certain secret, ce qui les incitait à leur tour à partager ce « secret » avec d'autres. Il est difficile d'estimer combien de personnes ont appris de cette manière la date de la manifestation ; toutefois, le nombre de personnes rassemblées sur la place indique qu'en définitive, l'ensemble de ces tactiques s'est révélé étonnamment efficace [M. Husain, 2011].

Pendant les manifestations, les militants remarquèrent qu'une partie de leur activité sur Internet était surveillée par la police. Ils décidèrent d'exploiter cette situation et de fournir aux policiers de fausses pistes afin de diriger une partie des forces de sécurité vers un endroit où il n'y avait personne. Cela permit aux manifestants de se rassembler en groupes plus importants en certains points de la ville, puis de se rejoindre pour former une foule difficile à disperser rapidement par les forces de l'ordre. Le 25 janvier, selon les militants, près de 40 000 personnes se rassemblèrent sur la place. Parmi elles figuraient notamment de jeunes membres des Frères musulmans. Les forces de sécurité décidèrent de briser la résistance des manifestants (jusque-là, la manifestation était pacifique) et chargèrent les protestataires en recourant à des moyens de coercition directe (matraques) ainsi qu'à des véhicules blindés équipés de canons à eau. Au cours des jours suivants, les militants commencèrent à appliquer des règles de clandestinité, en utilisant des lieux dissimulés pour organiser des réunions et discuter des actions futures ainsi que des orientations du développement révolutionnaire. Lors de l'une de ces réunions, une carte de la ville fut déployée et les militants exami-

nèrent les lieux où il serait préférable de rassembler les personnes afin non seulement de se défendre contre la police, mais aussi de pouvoir passer à l'attaque. Les gouvernements des pays occidentaux, en particulier celui des États-Unis, ignorèrent la situation en Égypte sans apporter aucun soutien aux manifestants. Malgré cela, le mouvement de résistance émergent contre le président Moubarak bénéficiait d'un fort soutien de la communauté internationale sur Internet, notamment du mouvement de résistance tunisien. À cette époque, les militants échangeaient des informations sur les techniques permettant d'affronter la police, par exemple lorsque celle-ci utilisait différents types de gaz. En conséquence, les autorités commencèrent à bloquer l'accès à Internet et les communications mobiles afin d'empêcher les manifestants de poursuivre leurs activités, dont l'essence reposait sur la possibilité de rassembler rapidement des personnes en un lieu précis et de former une foule. Les militants avaient anticipé cette éventualité et mobilisé des habitants des quartiers les plus pauvres, peu habitués à utiliser les technologies de communication mais qui, depuis des générations, savaient communiquer entre eux de manière clandestine. Grâce à cela, plusieurs dizaines de milliers de personnes se mirent simultanément en mouvement depuis différents quartiers en direction de la place principale de la capitale. Toutefois, pour atteindre la place, la foule devait traverser l'unique pont reliant les deux parties de la ville. Des forces de police y attendaient les manifestants et ouvrirent le feu sur eux. Elles tirèrent directement sur la foule avec l'intention de tuer. Les affrontements sur le pont durèrent deux heures. Malgré plusieurs centaines de victimes, les manifestants parvinrent à franchir les lignes de défense de la police et à pénétrer dans la partie de la ville située de l'autre côté du fleuve. La foule dirigea alors sa colère contre le siège du Parti national démocratique au pouvoir, dont le bâtiment fut bientôt la proie des flammes. L'armée fut déployée, mais les soldats arrivèrent trop tard pour éteindre l'incendie. Ils prirent position et observèrent passivement l'évolution des événements, sans intervenir dans la révolte qui se déroulait sous leurs yeux. Ce jour-là, la révolution l'emporta,

car l'armée resta neutre et le pouvoir du président Moubarak, qui reposait sur les forces de sécurité, fut brisé. La chute du régime n'était plus qu'une question de temps. Deux cent mille personnes prirent le contrôle total de la place centrale Tahrir (place de la Libération). À partir de ce moment, les pays occidentaux, principalement les États-Unis, commencèrent à faire pression sur Moubarak pour qu'il quitte le pouvoir.

Dans une allocution adressée à la population, le président promit de mettre en œuvre des réformes démocratiques. Cependant, la population estimait qu'un homme ayant sur les mains le sang de centaines de ses compatriotes avait perdu toute légitimité à continuer d'exercer le pouvoir et devait démissionner. La révolution s'étendit à toutes les villes d'Égypte et il devint évident que, sans le soutien de l'armée, Moubarak ne serait pas en mesure de reprendre le contrôle de la situation. Contrairement aux attentes des États-Unis et des dirigeants militaires, Moubarak ne démissionna pas. Il tenta une dernière fois de défendre son pouvoir en lançant contre les manifestants ses partisans armés, constitués en grande partie de policiers en civil et de membres du parti au pouvoir. Une véritable bataille éclata dans les rues. Les « partisans » du président étaient soutenus par des tireurs d'élite professionnels postés sur les toits des bâtiments entourant la place. L'armée resta passive et n'intervint pas dans les affrontements de rue. Dans la soirée, après de violents combats, certains soldats apportèrent officiellement leur soutien aux manifestants. Au cours de la même nuit, Moubarak démissionna de la présidence, ce qui suscita l'euphorie de la foule. La première étape de la révolution était achevée. Il convient de garder à l'esprit que cela fut rendu possible par le fait que l'armée demeura neutre, puis apporta un soutien informel aux manifestants [M. Husain, 2011]. Malheureusement, dans d'autres pays, l'armée resta ouvertement du côté du pouvoir, ce qui contribua à un bilan des affrontements bien plus lourd qu'en Tunisie et en Égypte. Plus grave encore, le chaos et la guerre civile se poursuivent aujourd'hui encore dans des pays tels que la Libye et la Syrie.

Syrie

En 2011, un soulèvement antigouvernemental éclata en Syrie, provoqué par le régime despotique et brutal de Bachar el-Assad. La population syrienne fut inspirée par le succès des révolutions en Tunisie et en Égypte ainsi que par la guerre civile qui se développait en Libye. Les premières manifestations eurent lieu le 26 janvier 2011, mais le soulèvement armé n'éclata véritablement que le 15 mars 2011, lorsque des manifestations rassemblant plusieurs milliers de personnes se déroulèrent dans différentes villes syriennes. En réaction à ces manifestations, les autorités syriennes ordonnèrent aux forces de sécurité de réprimer le soulèvement dans le sang. Des centaines de civils furent ainsi tués dans l'ensemble du pays. Dans les villes, l'accès à l'eau et à l'électricité fut coupé. En outre, les forces de sécurité procédèrent à des confiscations massives de biens appartenant aux civils ainsi que de denrées alimentaires. Le 3 février 2012, les forces armées lancèrent un assaut contre la ville de Homs. L'armée employa des roquettes, des obus de mortier et des chars contre les rebelles. Plusieurs centaines de civils furent tués, les attaques visant à la fois les positions rebelles et des quartiers résidentiels ordinaires. Ces événements suscitèrent l'indignation de la communauté internationale, mais aucune résolution condamnant le régime d'Assad ne fut adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies en raison d'un nouveau veto de la Russie et de la Chine.

Le 21 mars 2012, le Conseil de sécurité des Nations unies adopta le plan de paix en six points élaboré par Kofi Annan. Ce plan devait constituer la base et le point de départ d'un règlement du conflit. À la suite de la médiation de l'envoyé de l'ONU, il fut soutenu par Bachar el-Assad ainsi que par de nombreux pays, dont la Russie et la Chine. À la fin du mois de mars et au début du mois d'avril 2012, l'armée d'Assad réprima de nouveau dans le sang les foyers de résistance à travers le pays. Néanmoins, Bachar el-Assad accepta finalement,

le 10 avril 2012, de mettre fin aux combats. Bien que le cessez-le-feu soit entré en vigueur le 12 avril 2012, la trêve ne fut pas respectée par les forces gouvernementales. En outre, le régime ne mit en œuvre aucun des six points du plan Annan. Dans le cadre de ce plan, des observateurs de la mission UNSMIS furent envoyés en Syrie. Toutefois, même au plus fort de son déploiement, leur nombre, limité à 300, se révéla insuffisant pour assurer une surveillance efficace de la situation dans le pays. Au fil du temps, le régime se rendit coupable de violations de plus en plus graves du cessez-le-feu, qui culminèrent avec le massacre de Houla le 25 mai 2012.

Finalement, la violence s'intensifia à un tel point que la mission d'observation des Nations unies fut suspendue le 16 juin 2012. Le groupe de contact constitué à cette fin définit, lors de la conférence de Genève du 30 juin 2012, les principes de la transformation postconflit, mais la manière de résoudre le conflit demeurait incertaine. Cette situation conduisit à un nouveau massacre à Hama, où, le 12 juillet 2012, les forces gouvernementales et la milice alaouite Shabiha tuèrent 150 personnes. Un tournant dans la guerre civile fut l'utilisation à grande échelle d'armes chimiques à Ghouta, le 21 août 2013, par l'une des parties au conflit. Plusieurs centaines de personnes périrent en conséquence. L'emploi d'armes non conventionnelles entraîna, sur la scène internationale, le lancement de préparatifs en vue d'une intervention internationale dirigée par les États-Unis. Toutefois, les profondes divisions au sein de la communauté internationale conduisirent finalement à privilégier une solution diplomatique à la crise, prévoyant la destruction des arsenaux syriens par les inspecteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. À cette fin, le 27 septembre 2013, le Conseil de sécurité des Nations unies adopta la résolution 2118, appelant à la sécurisation et à la destruction de l'arsenal chimique syrien. En octobre 2013 et en janvier 2014, des inspecteurs de l'OIAC se rendirent en Syrie. [Syria Revolution, 2011].

Déroulement de la révolution et réseaux sociaux

Avant le déclenchement de la révolution, des militants d'Internet étaient déjà actifs en Syrie et publiaient des contenus dirigés contre les autorités. L'un d'entre eux était Rami Nachla, qui, au moins deux ans avant la révolution, tenta de faire connaître par Internet les violations des droits de l'homme et des droits civiques commises par les autorités de l'époque. Il créa notamment à cette fin une page sur Facebook. Lorsqu'il entendit des rumeurs selon lesquelles les autorités s'apprêtaient à l'arrêter, il s'enfuit à Beyrouth. D'une part, les militants révélaient la vérité sur la situation dans leur pays ; d'autre part, ils ne voyaient aucune possibilité réelle de la changer. Dès le départ, le régime syrien se montra particulièrement brutal. Le père d'Assad acquit une sinistre réputation en 1985 à la suite du massacre de plus de dix mille personnes. Assad lui-même était quelque peu différent : il permit une libéralisation limitée de l'économie, engagea un dialogue avec ce que l'on appelait l'Occident et accepta de connecter la Syrie au réseau Internet mondial. Malgré ces changements, la Syrie continua d'être gouvernée de manière autoritaire, sans véritable espoir de démocratisation. Très peu de temps après les premières manifestations dans d'autres pays arabes, Assad bloqua l'accès à Facebook et à YouTube, ce qui indiquait qu'il avait parfaitement compris le mécanisme à l'œuvre dans les autres pays de la région. En mars 2011, un groupe d'enfants et de jeunes d'une école locale se rassembla à Deraa, l'une des villes du sud du pays, pour protester contre les restrictions imposées à la liberté d'expression. Tous les participants à cette manifestation disparurent tout simplement, sans que personne ne sache ce qui leur était arrivé. Un graffiti apparut sur le mur de l'école ; sa photographie, diffusée dans tout le pays, devint l'un des symboles de la révolution à venir. Dix jours plus tard, le 15 mars, des militants locaux organisèrent à Damas une manifestation afin de faire connaître ce qui était arrivé aux jeunes

manifestants. La plupart d'entre eux étaient préparés à une répression violente, y compris à la possibilité d'être condamnés à plusieurs années de prison. Finalement, les autorités ne réagirent pas et la manifestation prit fin.

Des rumeurs se répandirent bientôt selon lesquelles les enfants avaient non seulement été arrêtés, mais également torturés. Cela provoqua la colère des habitants de Deraa, qui descendirent dans la rue le 18 mars. Au cours des jours suivants, les manifestations s'intensifièrent et le nombre de personnes présentes dans les rues atteignit trois mille. Les premières informations indiquèrent alors qu'une nouvelle phase du Printemps arabe venait de commencer en Syrie. Le 23 mars, les autorités envoyèrent des forces de police qui frappèrent et arrêtaient les personnes participant aux manifestations. Le 25 mars, ne parvenant pas à maîtriser la situation par les moyens habituels, la police utilisa des armes à feu contre les manifestants, faisant cinq morts. Ce fut un moment décisif : jusque-là, la population exigeait la libération des enfants, mais à partir de ce jour, des slogans appelant au renversement du régime d'Assad firent leur apparition. Les militants sur Internet se concentrèrent sur la diffusion d'informations concernant la situation en Syrie, en particulier à l'étranger, où l'accès à Internet n'était pas soumis aux mêmes blocages, notamment sur YouTube. Les informations relatives aux manifestations et aux actions brutales de la police circulèrent dans d'autres villes syriennes, encourageant principalement les jeunes à protester. La révolution commença à s'étendre de plus en plus largement : Damas, Homs, Hama, Baniyas et Lattaquié. De violents affrontements eurent lieu avec les forces de sécurité, ce qui ne fit qu'alimenter l'escalade du conflit. Une société qui, jusque-là, n'avait pas eu le droit de s'exprimer librement en public eut soudain le sentiment qu'elle pouvait manifester sa colère. Les forces de sécurité d'Assad ne reculèrent devant rien, y compris les mauvais traitements et la torture infligés aux personnes détenues. Le 25 avril, des unités militaires équipées de matériel lourd, notamment de chars, furent déployées dans les rues de villes telles que Deraa, Homs et Baniyas.

Dans l'une des villes, des habitants s'allongèrent sur la chaussée afin d'arrêter les chars. À ce jour, leur sort demeure inconnu.

Les autorités, conscientes de la puissance des médias et, en particulier, de leur influence sur l'opinion publique dans les pays occidentaux, commencèrent à arrêter les personnes qui filmaient dans les rues à l'aide de téléphones portables. Des tireurs d'élite apparurent sur les toits des bâtiments afin de repérer, au sein de la foule, les personnes qui enregistraient les événements en cours. L'accès à Facebook et à YouTube étant devenu très difficile, Skype fut utilisé pour enregistrer et diffuser ce qui se passait dans les villes syriennes. De nombreuses personnes furent tuées ou arrêtées pour avoir réalisé des enregistrements avec leur téléphone. La population commença à dissimuler les appareils dans des objets du quotidien et même dans les vêtements. Grâce à cela, il fut possible de continuer à enregistrer les événements et d'informer le monde de la manière dont les forces de sécurité terrorisaient la population dans les rues. Bien que l'accès à Internet fût bientôt presque totalement coupé, les militants syriens pouvaient déjà compter sur un soutien venu de l'étranger, d'où ils commencèrent à recevoir des téléphones satellitaires afin de continuer à rendre compte du drame qui se déroulait dans les rues des villes syriennes. Les forces de sécurité d'Assad passèrent à une contre-offensive électronique en piratant les sites Internet des militants et en y publiant des messages destinés à semer la confusion parmi les destinataires, tout en accusant les militants de travailler pour les services de renseignement israéliens. Dans le même temps, les forces de sécurité et l'armée utilisèrent aussi bien des mitrailleuses que du matériel lourd (notamment des chars) pour réprimer les forces rebelles (par exemple, le 31 juin à Hama). La guerre en Syrie prit de l'ampleur et des organisations islamistes extrémistes soutenues par l'Arabie saoudite et ses alliés rejoignirent bientôt le conflit. En raison de la brutalité du régime, l'opinion publique des pays occidentaux exerça des pressions sur ses propres gouvernements afin qu'ils soutiennent les rebelles. Assad, pour sa part, pouvait compter sur le soutien de la Russie, de la Chine et, dans une certaine mesure, de l'Iran, en conflit avec l'Arabie saoudite. Au cours des années

suivantes, la Syrie fut réduite à l'état de ruines, faisant des dizaines de milliers de morts, des millions de blessés et de réfugiés. Le Printemps arabe se poursuit encore dans ce pays totalement dévasté et, comme dans le cas de la Libye, il est difficile de prévoir quand le conflit prendra fin et quelle en sera l'issue [M. Husain, 2011].

Bahreïn

Bahreïn est un petit pays voisin de l'Arabie saoudite, situé dans une zone de rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Le problème réside dans la division entre une majorité chiite et une minorité sunnite. Les sunnites gouvernent le pays depuis des décennies, ce qui constitue une source de nombreuses tensions avec la population chiite. À la veille de ce que l'on appelle le Printemps arabe, l'un des jeunes militants, Ali Abdulhadi Saleh Jafar Mushaim, exprima son mécontentement face aux inégalités sociales. À Bahreïn, la vague du Printemps arabe qui traversait les pays voisins entraîna des manifestations entre 2011 et 2013. Les protestations qui eurent lieu en Iran voisin entre 2011 et 2012 exercèrent une influence importante sur la poursuite de la résistance au pouvoir. À Manama, les manifestants campèrent pendant de nombreux jours sur le rond-point de la Perle, qui devint le centre de la résistance. Le 14 mars, des troupes saoudiennes entrèrent à Bahreïn et réprimèrent brutalement les manifestants. Le lendemain, le roi Hamad annonça l'instauration de l'état d'urgence pour une durée de trois mois [Bahrain King declares..., 2011]. Le 9 mars 2012, environ 100 000 personnes se rassemblèrent pour protester contre le gouvernement et, le 31 août, une autre manifestation réunit plusieurs dizaines de milliers de personnes. Par la suite, de nombreuses manifestations de moindre ampleur eurent également lieu, entraînant des interventions de la police et des affrontements. En conséquence, plus de 80 personnes avaient été tuées en avril 2012. Selon les blogueurs, la police s'en prenait

à des civils pacifiques et non armés. En outre, au cours de descentes nocturnes dans des domiciles privés, environ trois mille personnes furent arrêtées au total, et des interrogatoires violents entraînèrent la mort de cinq détenus. En juin, le roi Hamad institua une commission spéciale chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme et des droits civiques commises lors de la répression des manifestations. Le rapport fut préparé par des experts étrangers indépendants. En définitive, des violations systématiques des droits de l'homme, sous la forme de tortures ainsi que d'autres atteintes physiques et psychologiques, furent constatées. Dans le même temps, le rapport ne mentionnait pas les noms des personnes spécifiquement responsables de ces violations des droits de l'homme [S. Mekhennet, J. Warrick, 2015]. Les représentants du mouvement social à Bahreïn poursuivent leur activité et continuent de s'opposer à la manière dont les autorités traitent la population du pays.

Déroulement de la révolution et réseaux sociaux

Des milliers de personnes descendirent dans la rue pour protester contre l'organisation de la vie sociale à Bahreïn, à la suite d'intenses échanges de points de vue sur les forums Internet (principalement Facebook) et sous l'influence de la vague d'événements survenue dans d'autres pays. Après une marche pacifique, l'un des participants, Ali Mushaim, qui critiquait également les autorités sur les forums Internet, fut arrêté par des policiers devant son propre domicile et abattu. Les circonstances exactes de sa mort restent inconnues : selon certaines sources, l'homme mourut sur place, selon d'autres, pendant son transfert à l'hôpital. Des témoins affirmèrent également que les policiers se réjouissaient d'avoir tiré sur un militant. En l'espace de quelques heures, principalement grâce aux médias sociaux, la nouvelle de cette tragédie se diffusa dans tout Bahreïn, déclenchant de violentes manifestations auxquelles participèrent plus de dix mille membres de

la majorité chiite. En réaction, le roi exprima ses regrets face à la mort des manifestants (Ali Mushaim n'était pas la seule victime) et annonça des changements. Le nombre de manifestants augmenta d'heure en heure. Ils commencèrent à réclamer l'égalité de traitement de tous les citoyens de Bahreïn, indépendamment de leur appartenance religieuse. Les manifestations rassemblèrent des représentants de différentes professions. Il s'agissait d'un moment particulièrement dangereux pour les autorités, qui avaient jusque-là parfaitement exploité les divisions au sein de la population, principalement entre sunnites et chiites. Entre-temps, l'ensemble de la société bahreïnienne s'était unie pour réclamer la démocratisation de la vie publique ainsi que le respect des droits de l'homme et des droits civiques. Deux jours plus tard, les forces de sécurité et la police prirent position autour de la foule. Dans la soirée, les forces de sécurité rassemblées ouvrirent le feu sur les manifestants, qui commencèrent à utiliser des moyens improvisés pour créer des écrans de fumée. De nombreuses personnes, dont des femmes et des enfants, furent tuées. La foule se dispersa sans même avoir le temps d'emporter les affaires laissées dans les tentes. La plupart des manifestants ainsi que les blessés se rendirent à l'hôpital, où les médecins furent choqués par l'ampleur des blessures, notamment par les plaies par balle touchant des parties sensibles du corps, telles que la tête. Le personnel hospitalier fut si profondément bouleversé par les événements que la plupart de ses membres rejoignirent les manifestants. L'hôpital devint alors le siège de la contestation antigouvernementale. Lorsque la foule se dirigea vers la ville, les forces de sécurité l'attendaient et ouvrirent de nouveau le feu à la mitrailleuse. Les personnes qui se trouvaient au premier rang furent pour la plupart tuées sur le coup. Les autres s'enfuirent dans la panique. Le gouvernement reconnut publiquement avoir commis des erreurs, mais la population était déjà tellement exaspérée par le déroulement des événements qu'elle exigeait la démission de la dynastie au pouvoir. Les dirigeants décidèrent alors d'exploiter les divisions religieuses. Il fut notamment décidé de détruire l'une des mosquées chiites, ce qui constituait une provocation manifeste destinée à creuser le fossé entre

les manifestants chiites et les sunnites. De nouveaux affrontements sanglants eurent lieu, au cours desquels la police tira également sur des civils blessés. La colère de la population ne cessa de croître. Finalement, le roi sollicita le soutien de l'Arabie saoudite sunnite. Les forces armées saoudiennes entrèrent à Bahreïn et le roi de Bahreïn instaura la loi martiale. Le 18 mars, les troupes saoudiennes commencèrent à tirer sur les manifestants. Les forces de sécurité bahreïniennes les attendaient à l'hôpital. L'armée prit le contrôle du bâtiment, tandis que les membres du personnel hospitalier qui soutenaient la contestation furent arrêtés et torturés. Interrogé sur la légitimité de mesures aussi sanglantes et inhumaines, le camp royal répondit que « des erreurs avaient été commises des deux côtés et qu'après un mois, il avait été décidé de rétablir le calme et de maîtriser à tout prix l'anarchie croissante dans le pays » [M. Husain, 2011].

Autres pays

Dans les autres pays de la région, les manifestations différaient par leur ampleur et leur importance. Dans la plupart des cas, les autorités parvinrent à contenir les protestations en recourant à deux tactiques : une attitude apparemment conciliante de la part des décideurs politiques et une action déterminée et cohérente des forces de sécurité. L'absence d'un soutien plus large de la population aux manifestants joua également un rôle important. Le pays où les manifestations se transformèrent rapidement en émeutes violentes fut Bahreïn, évoqué précédemment, où une monarchie constitutionnelle était jusqu'alors en place. Aux revendications concernant l'amélioration des conditions de vie s'ajoutèrent également des demandes de changement du système politique. À un certain moment, des affrontements éclatèrent également entre chiites et sunnites, ce qui conduisit à l'intervention de forces armées étrangères venues d'Arabie saoudite ainsi qu'à la menace d'un déploiement de troupes par les

Émirats arabes unis. La raison officielle invoquée était le rétablissement de l'ordre et la garantie de la sécurité dans le cadre du Conseil de coopération du Golfe. La raison réelle était probablement la volonté d'empêcher la révolution de s'étendre à la province saoudienne voisine d'Ach-Charqiya, riche en pétrole. Les actions résolues et sanglantes menées par les troupes saoudiennes réprimèrent la révolte et permirent de rétablir l'ordre, qui fut ensuite maintenu par les forces de sécurité bahreïniennes locales. Le seul résultat obtenu par les manifestants fut la promesse, faite par le monarque lui-même, d'une réforme constitutionnelle. Dans le cas de la Somalie et de la Palestine, les troubles furent provoqués à la fois par le développement des révoltes en Tunisie et en Égypte et par des facteurs politiques et sociaux. Dans les deux cas, les manifestations furent principalement le fait de jeunes et, presque dès leur début, elles furent brutalement réprimées. En Palestine, la contestation était dirigée contre les autorités de l'Autonomie palestinienne, qui poursuivaient le dialogue avec Israël, tandis qu'en Somalie elle visait la corruption et la misère des conditions de vie. Dans le cas de la Somalie, les forces internationales de maintien de la paix de l'AMISOM entrèrent à Mogadiscio après que les manifestations eurent d'abord été contenues, et leur intervention fit plusieurs centaines de morts. Il convient de rappeler que la Somalie est ravagée par la guerre civile depuis des décennies et que la capitale elle-même est le théâtre de combats internes. Le recours aux manifestations de masse observées dans les pays arabes constitua un prétexte commode pour certains groupes locaux afin d'engager une lutte visant à prendre le contrôle de la capitale. L'AMISOM empêcha la réalisation de cet objectif, qui aurait finalement entraîné un chaos encore plus grand dans l'ensemble de la Somalie, divisée en entités presque indépendantes telles que le Puntland, le Galmudug, le Somaliland, ainsi qu'en territoires contrôlés par des groupes islamistes (Al-Shabaab). Des manifestations de portée limitée eurent également lieu en Mauritanie, à Oman, au Soudan toujours en proie aux troubles, en Arabie saoudite, au Maroc, à Djibouti et même en Irak, plongé dans le chaos de la guerre.

Tableau 1. Déclenchement et évolution des révolutions dans différents pays

Pays	Pourcent-age de la popu-lation ayant accès à Inter-net en 2011	Activistes sur In-ternet : Facebook, Twitter, YouTube	Élément déclen-cheur	Déroulement	Armée	Résultat
Tunisie	39%	Activité à long terme visant à canaliser le mécontentement des jeunes (groupe de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur)	Mise en avant des cas d'auto-immolation et appels au déclenchement d'une révolution	Coorganisation, coordination et soutien informationnel des manifestations, contacts avec des personnes à l'étranger	Aucune implication	Prise du pouvoir par de nouveaux groupes
Égypte	36%	Activité à long terme visant à canaliser le mécontentement d'une partie de la société (groupe de jeunes militants et de journalistes d'âge moyen)	Mise en avant des cas d'auto-immolation et appels au déclenchement d'une révolution	Coorganisation, coordination et soutien informationnel des manifestations, contacts avec des personnes à l'étranger	Aucune implication, puis soutien à la rébellion	Maintien du pouvoir militaire, préservation du système autoritaire

Pays	Pourcent-age de la popu-lation ayant accès à Inter-net en 2011	Activistes sur In-ternet : Facebook, Twitter, YouTube	Élément déclen-cheur	Déroulement	Armée	Résultat
Libye	17%	Observation des tendances sur Inter-net sans engagement excessif, jusqu'au déclenchement des manifestations	Manifestation des familles des vic-times du massacre de 1996, largement relayée sur les mé-dias sociaux	Couverture continue des événements malgré des possibilités tech-niques limitées, sans influence majeure sur le déroulement des manifestations	Soutien aux autorités, répres-sion sanglante des émeutes	Guerre civile, ab-sence de perspec-tives de paix rapide
Bahreïn	77%	Observation des tendances sur Inter-net sans engagement excessif, jusqu'au déclenchement des manifestations	Meurtre presque ouvert d'un militant en ligne par la po-lice.	Couverture continue des événements malgré des possibilités tech-niques limitées, sans influence majeure sur le déroulement des manifestations	Soutien aux autorités, répres-sion sanglante des émeutes	Les forces de main-tien de la paix déployées depuis l'Arabie saoudite à l'invitation du roi de Bahreïn ont maîtrisé la situation, réprimé toute forme de résistance et réta-bli l'ordre

Pays	Pourcentage de la population ayant accès à Internet en 2011	Activistes sur Internet : Facebook, Twitter, YouTube	Élément déclencheur	Déroulement	Armée	Résultat
Syrie	22%	Au moins deux ans auparavant, activité sur Internet de militants canalisant le mécontentement des jeunes face aux violations des droits de l'homme et des droits civiques.	Manifestations contre les violations des droits de l'homme et des droits civiques, déclenchées par les protestations dans d'autres pays : manifestations pacifiques. En mars, protestation à la suite de la disparition d'enfants, qui donna lieu à des manifestations spontanées et de plus en plus nombreuses exigeant des informations sur ce qui leur était arrivé.	Coupure presque immédiate des médias sociaux et blocage des communications mobiles. Après l'arrestation des enfants, multiplication des manifestations rassemblant principalement des jeunes. Réaction brutale de la police, notamment avec usage d'armes à feu : escalade violente du conflit. Mise en ligne, via Skype, de vidéos montrant les affrontements pour informer le monde.	Soutien aux autorités, répression sanglante des émeutes	Guerre civile, absence de perspectives de paix rapide

3.2. VÉNÉZUELA

La situation économique du Venezuela se détériorait régulièrement depuis plusieurs années. Après la mort d'Hugo Chávez en mars 2013, le vice-président Nicolás Maduro assumait la présidence. Selon la Constitution, si le président n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions, le chef de l'État devrait être remplacé par le président du Parlement. L'arrivée de Maduro au pouvoir provoqua des protestations de l'opposition. Entre-temps, le président par intérim organisa une nouvelle élection, qu'il remporta. L'opposition reprit alors ses protestations, auxquelles participèrent un nombre croissant de personnes. La mauvaise situation économique dans l'ensemble du pays favorisa cette mobilisation. Avant le jour du scrutin, Maduro annonça une augmentation globale de 45 % du salaire minimum, espérant ainsi obtenir des voix supplémentaires, ce qui suscita également de vives critiques de la part de l'opposition, notamment au regard de la mauvaise situation économique du pays. En outre, quelques jours avant les élections, les autorités annoncèrent que plusieurs attaques coordonnées contre des installations énergétiques avaient eu lieu. Des citoyens vénézuéliens comme des étrangers auraient été impliqués. À la mi-avril, les sondages se révélèrent nettement moins favorables au candidat donné favori, et l'écart entre celui-ci et son adversaire, Henrique Capriles Radonski, passa de 20 % à 6 %. Finalement, Maduro remporta l'élection avec 50,76 % des voix, ce qui provoqua évidemment des accusations de l'opposition selon lesquelles le processus de dépouillement n'avait pas été équitable. Les tensions suscitées par les résultats du scrutin poussèrent aussi bien les opposants que les partisans du président à descendre dans la rue. Les opposants manifestèrent et exigèrent un nouveau décompte des voix. En raison de la tension ambiante, le commandant des forces armées appela les soldats à respecter les résultats de l'élection. L'opposition, pour sa part, signala plus de trois mille incidents survenus pendant

le scrutin, qui auraient eu une influence significative sur les résultats. À la demande du président, la Commission électorale nationale du Venezuela procéda à un audit du scrutin, qui confirma la victoire de Maduro. Le 15 avril 2013, pour la première fois, les partisans du candidat adverse, Radonski, organisèrent une manifestation au cours de laquelle des milliers d'étudiants affrontèrent les forces de police. Celles-ci utilisèrent des matraques, des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes. Les affrontements eurent lieu aussi bien dans les villes que dans les provinces. Leur bilan global se révéla particulièrement lourd : 7 morts, 61 blessés et 135 personnes arrêtées. Les voix furent finalement recomptées une nouvelle fois. L'opposition exigea également la vérification des signatures et des empreintes digitales. La Commission électorale jugea cette demande irréaliste, tout en se déclarant disposée à examiner les contestations portant sur l'équité du processus électoral. Auparavant, dans un geste de bonne volonté, le chef de l'opposition avait annulé la marche de protestation prévue, craignant une nouvelle effusion de sang.

La période comprise entre avril 2013 et février 2014 fut relativement calme. Il n'y eut pas d'émeutes et l'opposition se limita à des formes pacifiques de protestation. Les critiques portèrent essentiellement sur la méthode de dépouillement des voix et sur les activités de contrôle menées par la Commission électorale. La détérioration constante de la situation économique du pays constitua le signal de nouvelles manifestations violentes organisées par l'opposition le 12 février. L'inflation augmentait rapidement, les pénuries d'approvisionnement devenaient de plus en plus fréquentes et la pression exercée par le gouvernement sur l'opposition s'accroissait. La manifestation dégénéra rapidement en affrontements sanglants avec la police, au cours desquels au moins dix personnes furent tuées et plus d'une centaine blessées en un peu plus de deux semaines. En réaction à l'augmentation du nombre de victimes, l'opposition organisa des marches pacifiques auxquelles participèrent plusieurs centaines de milliers de personnes. Ce fut la première fois que la société commença à soutenir l'opposition de manière durable, mas-

sive et organisée. En réponse, les partisans du président organisèrent leurs propres marches, présentées comme une réaction au comportement agressif des étudiants à l'égard des forces de police et aux provocations à l'origine du conflit. Les affrontements qui éclatèrent de nouveau au cours des semaines suivantes portèrent le bilan à plus de 40 morts et près de quatre cents blessés (principalement des étudiants). Au total, plus d'un millier de personnes furent arrêtées. Entre-temps, les autorités renforcèrent la répression contre les manifestants et l'opposition, tandis que les services de renseignement arrêtaient le maire de Caracas, accusé d'avoir préparé un complot visant à renverser le président Maduro. Il convient de noter que, dès le début, le président Maduro accusa les autorités américaines de s'ingérer dans les affaires intérieures de son pays et de contribuer aux émeutes sanglantes et aux manifestations visant à renverser son gouvernement. En conséquence, au cours des deux années suivantes, les deux parties expulsèrent à plusieurs reprises leurs diplomates, tandis que le président du Venezuela appela régulièrement, dans les médias, le gouvernement de Barack Obama à cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures du Venezuela. Selon l'opposition, ces déclarations étaient largement infondées, car le soutien reçu était insignifiant et Maduro avait simplement trouvé un thème de diversion commode pour détourner l'attention de l'opinion publique des émeutes et de la détérioration de la situation socio-économique. Dans le cadre de la mobilisation contre « l'invasion américaine », des exercices militaires extrêmement coûteux d'une durée de dix jours furent également organisés avec la participation de 100 000 soldats. Au cours des mois suivants, la situation ne fit que s'aggraver, en grande partie en raison d'une nouvelle détérioration de la situation économique provoquée par la baisse progressive des prix du pétrole (principale source d'exportations du pays), la hausse du chômage et l'appauvrissement de la population. Le fait que les formes d'action de l'opposition soient de plus en plus limitées joua également un rôle important, tandis que les autorités accusaient l'opposition de coopérer avec « l'envahisseur américain » ; dans le même temps, les

droits civiques et les droits de l'homme étaient violés de manière de plus en plus fréquente et brutale. À la fin du mois de novembre 2015, l'un des dirigeants de l'opposition, Luis Diaz, fut assassiné lors d'un meeting électoral à Altigracia de Orituco. Les coups de feu furent tirés depuis une voiture qui passait à proximité de l'homme politique alors qu'il saluait la foule [Wawrzyńczak, *Serious Crisis...*, 2016 ; *Hundreds of thousands...*, 2014 ; *Bloody demonstrations...*, 2014].

En janvier 2016, le pays se trouvait au bord de l'effondrement économique, et l'accès aux produits alimentaires de base ainsi que les revenus de 40 % de la population étaient assurés par la contrebande illégale de denrées alimentaires et de produits de première nécessité. Des personnes qui travaillaient auparavant comme enseignants, médecins ou spécialistes dans différents secteurs abandonnèrent leur emploi pour se livrer à la contrebande. Leurs salaires avaient été fortement dévalorisés, et la contrebande était devenue pour eux et leurs familles la seule alternative et le seul moyen de subsistance. La situation ne fut pas améliorée par le conflit opposant le président et le gouvernement au Parlement, dans lequel l'opposition avait obtenu la majorité. La baisse continue du prix du pétrole, seule matière première d'exportation du Venezuela, signifiait qu'aucune amélioration rapide de la situation ne pouvait être envisagée [Wawrzyńczyk, *The Serious Crisis...*, 2016 ; Bednarczyk, 2016].

En avril 2016, de puissantes organisations criminelles, agissant dans une quasi-impunité et impliquées dans un large éventail d'activités illégales, opéraient déjà dans l'ensemble du pays. La force de ces organisations reposait notamment sur leur accès à des produits alimentaires introuvables sur le marché, sur la vente illégale de pétrole à l'étranger ainsi que sur leur participation au trafic international de stupéfiants et d'êtres humains. Elles ne reculaient pas non plus devant l'extorsion, les enlèvements et les assassinats commandités. Plus grave encore, elles disposaient alors d'un arsenal lourd d'origine militaire, notamment de fusils d'assaut et de grenades. L'armée et la police, mobilisées par la répression sanglante des manifestations

de masse, ne disposaient pas des moyens nécessaires pour lutter contre des cartels de plus en plus puissants qui, face à la faiblesse de l'économie et de l'État, devenaient les seules structures offrant des emplois relativement stables. De temps à autre, la police et l'armée organisaient des raids dans les quartiers pauvres de Caracas, où l'intimidation de la population, les menaces, les extorsions et les meurtres de civils innocents constituaient des méthodes courantes. En réaction, cela renforçait la haine des habitants de ces quartiers à l'égard des forces de police et fournissait aux groupes criminels locaux un vivier naturel de jeunes recrues [Wawrzyńczyk, Venezuela..., 2016 ; Bednarczyk, 2016].

En août, une épidémie de paludisme éclata dans de nombreuses régions, ce qui, compte tenu de la faiblesse du système de santé (pénurie de médicaments, manque d'eau et coupures d'électricité), compliqua considérablement le retour à une situation normale. Les foyers de l'épidémie se trouvaient probablement dans des mines d'or illégales situées dans des zones humides tropicales, qui constituaient pour les personnes y travaillant l'une des rares sources de revenus. Au cours du même mois, l'inflation atteignit plusieurs centaines de pour cent. Au total, plus de 120 000 cas de maladie furent signalés [Gorol, 2016].

La pénurie généralisée de denrées alimentaires entraîna de fréquentes manifestations de masse. L'une d'elles eut lieu en septembre 2016 sur l'île de Margarita, d'où le président Maduro dut fuir afin d'éviter d'être lynché. La foule exigeait la démission du président. Les forces de l'ordre arrêtèrent plusieurs dizaines de personnes. Au cours du même mois, une hausse alarmante du nombre d'enfants souffrant de malnutrition fut constatée, ce qui montrait clairement que le Venezuela était menacé par la famine. Selon l'Université centrale du Venezuela, l'extrême pauvreté touchait alors 49 % des citoyens du pays. À la fin du mois de septembre, le Paraguay, au nom d'une trentaine de pays, demanda à l'ONU de mettre en place un programme spécial d'aide alimentaire pour le Venezuela. En novembre, le pays se trouvait au bord de la guerre civile. L'oppo-

sition et la société avaient perdu tout espoir de parvenir à écarter constitutionnellement du pouvoir le président et le gouvernement. Le président lui-même et son camp refusaient de quitter le pouvoir, tandis que le pays était ravagé depuis de nombreux mois par une crise économique catastrophique, se manifestant notamment par une famine rampante. Entre 75 et 80 % de la population s'opposaient au président. La grande marche vers le palais présidentiel organisée par l'opposition ne fut annulée qu'à la suite des efforts diplomatiques du Vatican [Bednarczyk, 2016].

À la mi-décembre, le président ferma les frontières avec la Colombie pour une durée de 72 heures afin de mettre un terme à la contrebande et d'affaiblir des bandes criminelles de plus en plus puissantes. En réalité, il s'agissait probablement d'exercer une pression sur les chefs des cartels afin de les rendre plus dociles à l'égard du président. Au début du mois d'avril 2017, de nouvelles manifestations de masse eurent lieu à Caracas. En mai, au moins 160 000 personnes participèrent aux protestations. Depuis le début du mois d'avril, 48 personnes avaient été tuées et plus de 2 000 manifestants arrêtés. Les protestataires exigeaient la démission du président Maduro, dont le mandat devait expirer en décembre 2018. En juillet, des « partisans du président » envahirent le Parlement contrôlé par l'opposition et blessèrent plusieurs députés. À la fin du mois de juillet 2017, un avocat de 39 ans, Jose Felix Pineda, qui devait se présenter à l'Assemblée constituante, fut abattu devant son domicile dans la nuit précédant le début des élections législatives. Il comptait parmi les principaux candidats de l'opposition. Il ne fut pas la seule victime dans les rangs de l'opposition. Dans la nuit précédant le début des élections, les opposants à Maduro bloquèrent des routes dans la capitale malgré l'interdiction qu'il avait décrétée. Les forces de sécurité utilisèrent des véhicules blindés pour disperser les manifestants. Au cours des protestations, Ricardo Campos, secrétaire à la jeunesse du parti d'opposition Action démocratique (Accion Democratica), fut également abattu. Le journal « El Universal » rapporta que deux autres hommes avaient eux aussi été tués par balle pendant

les manifestations. L'opposition n'entendait toutefois pas renoncer. Elle annonça pour le dimanche des manifestations pacifiques contre le gouvernement de Maduro dans les principales rues de Caracas et d'autres villes. Le président menaça de peines de cinq à dix ans d'emprisonnement toute personne qui boycotterait les élections. Plus de 230 000 soldats furent mobilisés pour surveiller le déroulement pacifique du scrutin dominical. 19,4 millions de Vénézuéliens étaient appelés aux urnes. Les 545 représentants de la nouvelle Assemblée constituante devaient être élus parmi environ 5 500 candidats [Kłoszewski, 2017].

En août 2017, la situation s'aggrava considérablement. Certains quartiers ou certaines rues étaient contrôlés par des groupes armés opposés au président, tandis que d'autres se trouvaient sous le contrôle de la police et de l'armée. Dans les rues de Caracas, plus de deux cent mille soldats restaient mobilisés et en armes. Des affrontements réguliers et sanglants opposaient les membres de l'opposition aux forces fidèles au président. Ils faisaient fréquemment des morts, sans compter les nombreux blessés. Un journaliste canadien décrit notamment une situation dans laquelle des policiers ou des soldats abattirent un homme innocent dans la rue avant de s'emparer de sa moto. Pendant les élections, des accusations de fraude portant sur « un million de voix fictives » furent formulées. Après le scrutin, une rébellion limitée menée par un petit groupe de soldats contre le président eut lieu pour la première fois. Elle fut rapidement étouffée. On peut considérer que l'une des raisons pour lesquelles le président et son gouvernement se maintiennent au pouvoir réside dans le soutien que leur apportent jusqu'à présent les forces armées et la police, demeurées loyales [Górzyński, 2017 ; Rosiejka, 2017]. Toutefois, la question se pose de savoir ce qui se passerait si les forces de l'opposition venaient à s'armer tout en conservant leur écrasante majorité actuelle.

3.3. UKRAINE

Un type particulier de conflit est la guerre qui se déroule dans l'est de l'Ukraine depuis 2014. Son déclenchement fut similaire à celui des révolutions dans le monde arabe. Toutefois, l'évolution ultérieure du conflit, marquée par l'utilisation d'un vaste appareil d'information étroitement lié à la réalisation de différentes étapes militaires, est tout aussi intéressante. On y recourut à l'ancienne méthodologie de la guerre de l'information, connue depuis la période de la guerre froide, mais en utilisant des formes modernes de communication par l'intermédiaire des médias électroniques (principalement les médias sociaux). Le conflit éclata après la fin des manifestations violentes et sanglantes à Kiev (ce que l'on appelle le Maïdan) et la fuite du président Viktor Ianoukovytch. Les manifestations sur la place principale de Kiev commencèrent à la fin de l'année 2013. Leur cause immédiate fut le retard pris par le président dans la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne. À cette époque, des foules descendirent dans la rue pour protester contre le blocage du processus d'intégration à l'Union européenne. La future adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne était censée garantir une amélioration progressive du niveau de vie ainsi qu'une démocratisation de la vie sociopolitique selon le modèle occidental. Les médias sociaux, principalement Facebook et Twitter, jouèrent un rôle considérable dans la mobilisation de la société autour d'une opposition commune au pouvoir. À l'origine du site ЄвроМайдан – EuroMaydan se trouvait le journaliste et blogueur ukrainien Mustafa Nayem, qui publia sur son profil Facebook un message invitant la population à s'opposer à la décision du gouvernement. Facebook joua et continue de jouer un rôle extrêmement important, dont il est difficile de surestimer la portée. En réalité, le Maïdan débuta par une publication sur Facebook le 22 novembre. Il devint alors évident que Ianoukovytch ne signerait pas l'accord relatif au rapprochement de l'Ukraine avec

l'Union européenne. La publication de Mustafa Nayem suscita une forte mobilisation et marqua le début de ce que l'on appela « l'Euro-Maïdan ». Par la suite, les médias sociaux se révélèrent extrêmement utiles pour toutes les formes d'auto-organisation. Un site spécial, EuromaydanSOS, fut créé afin de publier de nombreuses informations utiles et actualisées. Facebook permit aux personnes d'échanger des informations en temps réel, de s'entraider, de se mettre en garde et de signaler les menaces émergentes. Selon certains milieux journalistiques, ce furent précisément les personnes actives dans les médias par l'intermédiaire de Facebook qui furent à l'origine du déclenchement de la contestation. La population rejoignit ensuite spontanément ce libre échange d'idées, s'auto-organisant et transformant rapidement les paroles diffusées en ligne en actions concrètes. Twitter était moins populaire que Facebook, mais il convient également de mentionner les chaînes de télévision diffusées sur YouTube, grâce auxquelles il était possible d'informer le monde entier du déroulement de cette nouvelle révolution. Le portail « V kontaktie » joua lui aussi un rôle important, bien qu'il fût parfois délaissé en raison de la surveillance permanente des échanges d'informations par les services russes. En février 2014, ЄвроМайдан – EuroMaydan était suivi par 224 000 utilisateurs. Toutes les quelques minutes, des informations sur la situation actuelle sur le Maïdan lui-même étaient publiées, ainsi que des commentaires, des reportages vidéo, des déclarations de militants et des annonces. Grâce à cela, le site constituait un véritable recueil d'informations sur les événements en cours sur la place principale de Kiev. De nouveaux médias spécifiquement ukrainiens, tels qu'Espresso.tv et Hromadske (créé en novembre 2013), participèrent au processus d'information sur les événements en cours. Au plus fort des événements du Maïdan, l'audience sur Internet oscillait autour de 200 000 spectateurs par jour. Espresso.tv commentait en permanence l'évolution de la situation. La chaîne constituait également une source d'information précieuse pour d'autres chaînes de télévision étrangères. À cette époque, Facebook devint la principale source d'informations actualisées.

Alors que les autres médias et leurs journalistes faisaient l'objet de répressions (les arrestations et les passages à tabac de journalistes étaient monnaie courante), Facebook permit un échange libre et ininterrompu d'idées. Les autorités ne pouvaient en aucune manière contrôler ce flux d'informations sur les médias sociaux. Facebook constituait une source d'information pour l'opposition : où se rendre, quels lieux bloquer, qui avait été emmené au commissariat, ou encore où acheminer, en cas de besoin, des médicaments, de l'eau, de la nourriture et des vêtements chauds. Selon les opposants ukrainiens eux-mêmes, la révolution aurait également été possible sans les médias sociaux, mais elle aurait certainement été beaucoup plus difficile à organiser [Jasikowska, 2014].

La Crimée et le Donbass

Les événements survenus en Crimée, puis dans le Donbass, suivirent un scénario quelque peu différent. En Crimée, tout se déroula très rapidement et de manière fluide, comme si les différentes étapes avaient été planifiées à l'avance. Dans le Donbass, en revanche, les opérations militaires furent caractérisées par le chaos et seulement une organisation partielle des actions mises en œuvre. Il convient donc d'examiner, étape par étape, les différentes phases de l'évolution de la situation dans les deux cas. Après la chute du gouvernement du président Ianoukovytch, des membres du Berkut, responsables de la répression violente des manifestants sur le Maïdan, notamment de l'ouverture du feu sur des civils protestataires, commencèrent à affluer en Crimée. Le 23 février, plusieurs villes organisèrent des rassemblements de soutien aux soldats et aux policiers du Berkut de retour. Les manifestations eurent lieu à Kertch et à Sébastopol. Dans la première ville, plusieurs milliers de personnes y participèrent, tandis que dans la seconde, elles furent environ vingt mille. À Kertch, les drapeaux ukrainiens commencèrent à être retirés et remplacés

par des drapeaux russes. La foule scandait : « Les Berkut sont des héros ! », « Le fascisme ne passera pas ! », « La Crimée veut la paix », « Non aux débiles du Maïdan ! », « Kertch-Crimée ! Nous voulons rejoindre la Russie ! ». À Sébastopol, le dirigeant du Bloc russe et membre du conseil municipal, Gennady Basov, annonça le début de la formation de forces d'autodéfense. Les manifestants passèrent brutalement à tabac les participants aux rassemblements pro-ukrainiens. La foule proclama Alexeï Tchaly « maire », lequel annonça qu'il assumait les pleins pouvoirs dans la ville. Le 25 février, une manifestation eut lieu à Simferopol, dont les participants exigèrent la tenue d'une session extraordinaire du Conseil suprême de la République autonome de Crimée ainsi que l'organisation d'un référendum sur l'indépendance. Le président du Parlement de Crimée, Vladimir Konstantinov, déclara qu'il ne reconnaissait pas les lois adoptées par le Conseil suprême de Kiev [Crimea..., 2014].

Les manifestations avaient déjà eu lieu auparavant, mais à partir du 23 février, elles attirèrent un nombre croissant de participants. La raison en était l'abrogation, par le Conseil suprême d'Ukraine, de la loi accordant certains privilèges aux minorités linguistiques. La majorité de la population de Crimée étant russophone, cette décision du Conseil provoqua une vive opposition. Le sentiment anti-ukrainien, alimenté par une propagande suggérant que des fascistes avaient pris le pouvoir à Kiev, commença rapidement à se renforcer dans la péninsule. Dans cette atmosphère de trouble généralisé, la flotte de la mer Noire fut placée en état d'alerte maximale. Le 26 février, les troupes russes quittèrent leurs casernes et deux manifestations eurent lieu à Simferopol : l'une réunissait les opposants au gouvernement de Kiev, l'autre ses partisans [Ukraine..., 2014 ; Crimea is Ukraine..., 2014 ; Crisis in Ukraine..., 2014]. Le matin du 27 février, un groupe d'hommes armés occupa les bâtiments du Parlement et du gouvernement de la République autonome de Crimée à Simferopol, avant d'y hisser le drapeau russe. Les assaillants se présentèrent comme des « représentants de l'autodéfense des citoyens russophones de Crimée » [Armed aggressors..., 2014]. En réaction, Kiev

qualifia cet acte de terroriste et plaça en état d'alerte la milice ainsi que les troupes intérieures du ministère ukrainien de l'Intérieur. Malgré l'occupation armée du bâtiment du Parlement de Crimée, ses députés furent autorisés à participer à une session appelée à se prononcer sur l'organisation d'un référendum concernant l'avenir de la République autonome de Crimée. Sur les 64 députés présents dans l'hémicycle, 61 votèrent en faveur de la tenue d'un référendum le 25 mai 2014. La question soumise au vote était la suivante : « La République autonome de Crimée jouit d'une indépendance étatique et fait partie de l'Ukraine sur la base d'accords et d'arrangements – oui ou non ». La décision d'organiser un référendum fut déclarée illégale par les autorités de Kiev au motif qu'elle n'était pas conforme au droit ukrainien. Le Parlement de Crimée prit également la décision d'élire Sergueï Aksionov au poste de nouveau Premier ministre du gouvernement de la République autonome de Crimée (chef du parti Unité russe). Cette décision ne fut pas reconnue à Kiev, le Premier ministre de Crimée n'ayant pas été nommé conformément à la Constitution ukrainienne. Oleksandr Tourtchynov, qui exerçait les fonctions de président de l'Ukraine, nomma Serhiy Kounitsyne représentant permanent du chef de l'État ukrainien auprès de la République autonome de Crimée. Le nouveau Premier ministre de Crimée, Sergueï Aksionov, ainsi que le président du Parlement de la République autonome de Crimée, Volodymyr Konstantynov, déclarèrent que Viktor Ianoukovytch demeurait le président légitime de l'Ukraine [Crimea has a new Prime Minister..., 2014 ; Crimea has approved..., 2014]. Dans la matinée, un groupe d'hommes armés portant des uniformes dépourvus de signes distinctifs prit le contrôle de l'aéroport de Simferopol. Les assaillants occupèrent l'ensemble de l'aéroport et en patrouillèrent les abords. Le même jour, des hélicoptères militaires russes arrivèrent en Crimée. Le 28 février, des soldats russes prirent également le contrôle de l'aéroport militaire de Belbek, à Sébastopol. Le ministre de l'Intérieur, Arsen Avakov, déclara qu'il s'agissait d'une « intervention militaire et d'une occupation » [Unclear..., 2014 ; Guzik, Malinowski, Szoszyn, 2014].

Les soldats russes prirent également le contrôle de la piste de l'aéroport de Belbek et en bloquèrent les opérations. Des hommes portant des uniformes de marins russes encerclèrent également le poste-frontière ukrainien situé près de Sébastopol. Les événements en Crimée alarmèrent les nouvelles autorités ukrainiennes. D'une part, la population de Crimée avait illégalement élu de nouvelles autorités ; d'autre part, des groupes d'hommes bien armés et organisés, vêtus d'uniformes dépourvus de signes distinctifs indiquant leur nationalité, firent leur apparition. En outre, un nombre croissant d'équipements militaires russes fut observé en Crimée. Dans le même temps, le ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie annonça que le consulat russe à Simferopol, en Crimée, délivrerait des passeports aux anciens membres de l'unité ukrainienne Berkut. Dans cette situation, Oleksandr Tourtchynov, président par intérim de l'Ukraine, accusa la Russie d'agression et exigea du président Vladimir Poutine qu'il mette fin aux provocations en Crimée. Il déclara également que la Russie appliquait à l'Ukraine le même scénario que celui qui avait précédé le conflit militaire avec la Géorgie en 2008. Le 1er mars 2014, le Premier ministre de la République autonome de Crimée, Sergueï Aksionov, demanda officiellement au président russe Vladimir Poutine de garantir la paix et la sécurité de la population de Crimée. Dans le même temps, le Premier ministre Aksionov déclara que les nouvelles autorités de l'autonomie criméenne prenaient le contrôle total, entre autres, des forces de la milice et des gardes-frontières en Crimée [Russia..., 2014 ; Temporary..., 2014 ; Prime Minister of Crimea..., 2014]. Pour sa part, le ministre ukrainien de la Défense par intérim indiqua que 6 000 soldats russes ainsi que 8 avions de transport militaire Il-76, 10 hélicoptères Mi-8 et Mi-24 et environ 30 véhicules blindés de transport de troupes BTR-80 avaient récemment été envoyés en Crimée. Dans la matinée, 30 soldats russes apparurent devant le bâtiment du Conseil suprême de la République autonome de Crimée. Plus tard, le Premier ministre de l'autonomie criméenne reconnut que des soldats de la flotte russe de la mer Noire protégeaient de nombreux

bâtiments importants en Crimée et coopéraient avec les autorités de la République autonome de Crimée. Le Conseil de la Douma d'État de la Fédération de Russie demanda au président de la Fédération de Russie de prendre des mesures afin de « stabiliser la situation en Crimée ». En réponse, le président Vladimir Poutine demanda au Conseil de la Fédération l'autorisation d'envoyer des troupes en Ukraine. La proposition faisait valoir que « la situation dans le pays était exceptionnelle et mettait en danger la vie des citoyens de la Fédération de Russie ainsi que celle des membres des forces armées de la Fédération de Russie présents dans la République autonome de Crimée ». Le même jour, le consulat russe en Crimée commença à délivrer des passeports aux membres du Berkut, puis aux habitants russophones de la péninsule [Ukrainian army..., 2014 ; Russian Federation Council..., 2014].

Dans l'après-midi du 1er mars 2014, le Conseil de la Fédération de Russie approuva à l'unanimité la proposition du président autorisant le recours aux forces armées russes en Ukraine. Le 2 mars 2014, le président ukrainien par intérim Oleksandr Tourtchynov annonça une mobilisation générale, qui débuta à 9 h 00. Entre-temps, les troupes russes en Crimée occupaient progressivement de nouvelles positions, bloquant ou prenant le contrôle des lieux de stationnement des forces ukrainiennes, lesquelles, conformément aux ordres reçus de Kiev, s'abstenaient de toute action susceptible de provoquer des affrontements militaires. Les forces russes prirent notamment le contrôle d'une unité ukrainienne de défense antiaérienne à Sébastopol et bloquèrent la base de l'armée ukrainienne à Perevalne. Le même jour, les autorités de Sébastopol demandèrent aux autorités criméennes l'intégration de la ville à la République autonome de Crimée [Completed mobilization..., 2014 ; Crisis in Ukraine..., 2014]. Au cours des jours suivants du mois de mars, l'armée russe, ainsi que les unités des « petits hommes verts » (formations militaires armées en uniforme dépourvues de signes distinctifs indiquant leur nationalité), prirent le contrôle de nouvelles infrastructures de transport, d'énergie, de services publics et militaires. Le 6 mars, l'agence de

presse RIA Novosti annonça que le Conseil suprême de la République autonome de Crimée avait voté à l'unanimité en faveur du rattachement à la Fédération de Russie. Le 16 mars, à 8 h 00, un référendum fut organisé dans toute la Crimée sur le rattachement de la péninsule à la Russie. Le 17 mars, le président de la commission référendaire, Mikhaïl Malychev, annonça que, selon les résultats définitifs du référendum, 96,77 % des votants s'étaient prononcés en faveur de l'unification de la Crimée avec la Russie. Le 21 mars, le président Vladimir Poutine signa le traité d'adhésion à la Fédération de Russie. Le même jour, la Constitution russe fut modifiée en conséquence par l'ajout de deux nouvelles entités fédérées : la République de Crimée et la ville fédérale de Sébastopol. La Crimée et Sébastopol furent intégrées au district fédéral de Crimée nouvellement créé. Le 17 avril, le président russe Vladimir Poutine reconnut pour la première fois que des troupes russes avaient été présentes dans la péninsule de Crimée avant et après le référendum. Il déclara que « leur objectif était de garantir les conditions nécessaires au bon déroulement du scrutin » et ajouta que « nos soldats se tenaient aux côtés des forces locales d'autodéfense. Ils ont agi correctement et de manière professionnelle » [Crisis in Ukraine, 2014 ; Putin admitted..., 2014].

L'annexion de la Crimée ressemblait à une opération soigneusement conduite, qui avait débuté par des manifestations sociales, s'était poursuivie par l'apparition de formations armées en uniforme prenant successivement le contrôle de points d'infrastructure critique, et s'était achevée par la prise de contrôle de l'ensemble de la péninsule. Entre-temps, un nombre croissant de soldats russes avaient également été déployés afin de soutenir les opérations des « petits hommes verts ». Le chaos décisionnel et organisationnel au sein des autorités ukrainiennes entraîna une absence de réaction rapide, tandis que la partialité manifeste de certains responsables politiques locaux et commandants militaires ukrainiens joua également un rôle. Les étapes suivantes étaient faciles à prévoir : légitimer la déclaration d'indépendance vis-à-vis de l'Ukraine en invoquant le

précédent international du Kosovo, puis organiser un référendum sur le rattachement de la Crimée à la Russie. Il convient également de noter qu'une grande partie de la population de Crimée se considérait comme russe et soutenait clairement l'unification avec la Fédération de Russie. Les populations ukrainienne et tatare furent neutralisées par des « bandes armées », les « petits hommes verts » et, finalement, les « forces russes pacifiques ». L'avantage dont disposaient les Russes était trop important pour qu'une résistance efficace puisse être opposée, compte tenu de l'attitude passive des forces de police locales et de l'armée. Les médias sociaux furent utilisés, d'une part, pour échanger des informations entre les partisans et les opposants au rapprochement avec la Russie et, d'autre part, pour informer le monde de l'évolution de la situation en Crimée. Dans le cas du Donbass, le scénario sembla initialement similaire, mais prit rapidement une tournure tout à fait différente.

Donbass – début et développement du conflit

Le jour du référendum en Crimée, des rassemblements prorusses eurent lieu à Donetsk, Kharkiv, Louhansk, Dnipropetrovsk, Odessa et Mykolaïv. Dans un premier temps, l'ensemble de l'est de l'Ukraine fut en proie aux troubles. À Donetsk, le siège du SBU fut pris d'assaut. À Kharkiv, les manifestants se rendirent devant le consulat de Pologne afin d'exprimer leur opposition à la politique de l'Occident à l'égard de l'Ukraine. Des plébiscites improvisés furent organisés sur les places centrales de Louhansk et de Mykolaïv concernant la création de la Novorossia (comprise comme un ensemble regroupant les oblasts d'Odessa, Mykolaïv, Kherson, Zaporijjia, Dnipropetrovsk, Kharkiv, Donetsk et Louhansk) dans le cadre de la fédéralisation de l'Ukraine. Le 22 mars 2014, des rassemblements eurent lieu à Kherson, Donetsk, Louhansk et Kharkiv. Dans la première de ces villes, les partisans du Parti communiste se prononcèrent en faveur de la

fédéralisation de l'Ukraine, tandis qu'une marche pro-ukrainienne vint à leur rencontre. Le 29 mars 2014, un millier de partisans de la Russie réunis à Donetsk se prononcèrent en faveur de la fédéralisation de l'Ukraine. Le maire Oleksandr Loukiantchenko déclara que l'annexion de la Crimée par la Russie avait « tué l'essence même de la fédéralisation ». En avril 2014, après l'annexion de la Crimée et l'intensification des tendances séparatistes dans le Donbass, une rébellion prorusse éclata, visant à assurer l'autodétermination des Républiques populaires proclamées à Donetsk et à Louhansk [Ukraine's east..., 2014].

Le 8 avril 2014, les barricades dressées devant le bâtiment occupé de l'administration régionale et du conseil régional de Donetsk furent renforcées. Les occupants se préparaient à un éventuel assaut. Le 9 avril 2014, Oleksandr Tourtchynov promulgua un décret ordonnant que le siège de l'administration régionale de Donetsk soit placé sous la protection de l'État. Entre-temps, Arsen Avakov, ministre de l'Intérieur, accorda aux séparatistes un délai de 48 heures pour quitter le bâtiment. Le 10 avril 2014, des militants attaquèrent plusieurs personnes, dont des journalistes ne parlant pas russe. Le 16 avril 2014, les séparatistes occupèrent le bâtiment du conseil municipal après la fin d'une réunion entre le maire Oleksandr Loukiantchenko et des représentants de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Après la proclamation de la République populaire autoproclamée de Donetsk, des hommes armés distribuèrent aux habitants des tracts contenant les décisions de la République populaire de Donetsk relatives à l'introduction de coupons pour les produits alimentaires, à la mobilisation générale, à l'instauration d'une taxe mensuelle de 70 dollars pour les entrepreneurs ainsi qu'à la suppression des droits d'accise ukrainiens sur l'alcool. Les personnes qui ne se conformeraient pas à ces dispositions étaient menacées de déplacement forcé et de confiscation de leurs biens [Separatists strengthen..., 2014 ; Assault on Ukrainian..., 2014].

En avril 2014, des manifestants prorusses pénétrèrent dans le bâtiment des services de sécurité à Louhansk. La foule enfonça les

portes et brisa à coups de briques les fenêtres du premier étage. Des grenades fumigènes furent utilisées au cours de l'assaut et des grenades assourdissantes explosèrent devant le bâtiment. Neuf personnes furent blessées lors des affrontements. Les séparatistes s'emparèrent également des armes qui s'y trouvaient. Les manifestants exigeaient la libération du dirigeant de ce que l'on appelait la Garde de Louhansk, Alexandre Kharitonov. Celui-ci avait été arrêté après s'être autoproclamé « gouverneur du peuple » de l'oblast. Le matin du 7 avril 2014, la milice ukrainienne bloqua les routes menant à la ville et plaça ses forces en état d'alerte maximale. Au siège du SBU, les séparatistes retinrent 51 personnes. Les forces de sécurité ukrainiennes exigèrent la libération immédiate des otages, la remise des armes et le déminage du bâtiment, occupé par 1 500 personnes. Les occupants se désignaient eux-mêmes comme « l'Armée du Sud-Est ». Les otages furent libérés le 9 avril 2014, tandis que les personnes occupant le bâtiment du SBU avaient proclamé la veille l'indépendance de la République parlementaire de Louhansk. Arsen Avakov, ministre de l'Intérieur, accorda aux séparatistes un délai de 48 heures pour quitter le bâtiment. À Kharkiv également, le 6 avril 2014, des tentatives furent menées pour prendre le contrôle de bâtiments publics, mais la tentative de coup de force se heurta à une réaction ferme du SBU ukrainien. Le 13 avril 2014, des séparatistes prorusses armés de battes de baseball pénétrèrent dans le conseil municipal. Cinq cents personnes furent blessées lors des affrontements. Néanmoins, les forces de l'ordre, soutenues par les habitants de la ville, parvinrent à reprendre le contrôle de la situation à Kharkiv [In Donetsk..., 2014 ; Donetsk..., 2014 ; Luhn, 2014 ; Go back to Russia..., 2014].

À Donetsk, une tentative fut menée pour prendre le contrôle du siège de la police régionale. Les assaillants en uniforme, dépourvus de signes distinctifs étatiques, utilisèrent des armes employées uniquement par les forces armées de la Fédération de Russie. Des troubles éclatèrent à Kramatorsk, où des échanges de tirs eurent lieu entre les assaillants et la milice. Des incidents et des affronte-

ments se produisirent également à Krasny Lyman, Krasnoarmiysk, Artiomovsk et Droujkivka. À Sloviansk, des hommes en tenue de camouflage occupèrent le commissariat de police, le siège du SBU et le bâtiment du conseil municipal, et détruisirent des antennes de téléphonie mobile, ce qui pouvait indiquer une attaque soigneusement planifiée visant à compliquer les communications. Selon des sources ukrainiennes, des unités spéciales du renseignement militaire russe, le GRU, participèrent à l'attaque contre Sloviansk. Des bâtiments de l'administration publique furent également attaqués à Droujkivka, Dobropillia et Horlivka. À Jdanivka et à Kirovske, des représentants de la République populaire de Donetsk négocièrent avec les autorités municipales la reconnaissance de cette entité autoproclamée. Le 13 avril 2014, après 9 h 00 EET, le début d'une « opération antiterroriste » (ATO) fut annoncé. Le même matin, des séparatistes commencèrent à occuper les conseils municipaux de Ienakiïeve et de Makiïvka, où des drapeaux russes furent hissés. Entre-temps, un militant prorusse fut tué au cours de la contre-offensive ukrainienne à Sloviansk. Sur la route d'accès à Sloviansk, un officier du SBU fut tué et quatre autres furent blessés. Au cours des combats dans la ville, cinq agents furent blessés. Les autorités ukrainiennes estimaient à 10 000 le nombre de manifestants prorusses et de séparatistes actifs dans l'oblast de Donetsk [Rachkevych, 2014].

Au cours des jours suivants, des affrontements eurent lieu ainsi que des attaques contre des bâtiments publics. De nombreux policiers et soldats passèrent du côté des séparatistes, notamment des membres de la 25^e brigade indépendante aéroportée. Les forces ukrainiennes ayant lancé l'opération antiterroriste contre les séparatistes capturèrent plusieurs personnes qui se révélèrent être des officiers ou des soldats du service de renseignement militaire russe, le GRU. Cela signifie que des commandos et des officiers du renseignement russes prirent part aux protestations qui se propagèrent dans de nombreuses villes et localités de l'est de l'Ukraine. Finalement, les séparatistes, soutenus par les forces russes et les unités spéciales, parvinrent à prendre le contrôle d'une partie des oblasts

de Louhansk et de Donetsk. Dans le même temps, le soutien militaire russe ne cessa de s'intensifier. Dans le même temps, l'ordre fut rétabli dans la plupart des zones où des manifestations avaient initialement eu lieu. Malheureusement, avec la proclamation de la République populaire indépendante de Donetsk (12 mai 2014) et de la République populaire de Louhansk (12 mai 2014), la perspective d'un rétablissement rapide de la paix s'évanouit. Le conflit continue d'évoluer jusqu'à aujourd'hui, faisant un nombre croissant de victimes, principalement parmi la population civile. Au vu de ce qui précède, il convient d'examiner de plus près l'appareil informationnel impliqué dans le conflit, tant au cours de l'évolution de la situation en Crimée que dans le Donbass.

Systèmes d'information dans les opérations militaires

Dans la guerre actuelle en Ukraine, les pirates informatiques russes ne tardèrent pas à tenter de déstabiliser l'Ukraine. En juin 2014, un virus appelé « Snake » fut découvert dans les systèmes de l'administration publique ; il aurait probablement été utilisé à des fins d'espionnage et de perturbation des systèmes informatiques ukrainiens. Des logiciels espions russes attaquèrent 84 sites Internet de l'administration publique ukrainienne, notamment ceux du Premier ministre, de l'industrie de la défense et du service diplomatique. Un mois plus tôt, le jour de l'élection présidentielle de mai, les Russes menèrent une campagne de cybersabotage contre les sites Internet de la Commission électorale centrale. L'objectif de l'attaque, menée par CyberBerkut, était de supprimer les résultats de l'élection et de semer ainsi le chaos le jour du scrutin présidentiel. Le groupe de cyberpirates russe « Quedagh » fut responsable de plusieurs attaques de moindre ampleur. La guerre dans le cyberspace consistait également à saturer les forums Internet (y compris ceux permettant de commenter les informations publiées dans les médias électro-

niques) d'un grand nombre de messages divers, afin de perturber les échanges entre internautes ou de les orienter dans une direction déterminée. Ces activités étaient menées à l'aide de ce que l'on appelle des « trolls Internet », qui ont encore aujourd'hui pour mission d'influencer la perception de l'invasion de l'Ukraine. Ils publient des blogs faisant l'éloge de la Russie tout en dénigrant l'Ukraine et ses alliés. Ils ajoutent des commentaires sous des articles populaires sur Internet et participent également aux discussions sur les sites de grands médias du monde occidental, tels que Fox News, Huffington Post, The Blaze ou Politico. Lorsque la politique du Kremlin ne pouvait être défendue efficacement auprès des internautes, les trolls publiaient une grande quantité d'informations contradictoires afin de « brouiller » le message univoque et antirusse [Górecki, 2014 ; Jones, 2014 ; Gilbert, 2014].

Il convient de distinguer ici deux types de groupes cibles : les sociétés occidentales et la société russe. Les Russes ont été, et restent, particulièrement réceptifs, par exemple, à la propagande électronique lorsqu'elle s'inscrit dans leurs codes culturels. Dans le cas des sociétés occidentales, à partir du milieu de l'année 2015, les trolls russes se concentrèrent sur la diffusion du chaos et de la désinformation sur les forums, car il n'était plus possible d'orienter les discussions dans un sens anti-ukrainien. Les sociétés occidentales commençaient à se lasser du conflit en Ukraine, tandis qu'un trop grand nombre de faits défavorables à la Russie avaient émergé. Dans le même temps, en Russie même, non seulement les médias électroniques, mais aussi les principaux médias, s'efforcèrent dès le début de convaincre les citoyens russes du bien-fondé de l'invasion de l'Ukraine. « Sputnik », notamment, joua un rôle important dans cette campagne d'information mondiale. Cette plateforme Internet est gérée par l'agence russe Rossiya Segodnya (anciennement RIA Novosti) et opère dans de nombreux pays. Selon le site Sputnik, celui-ci « présente un monde multipolaire dans lequel chaque pays possède ses propres intérêts nationaux, sa culture, son histoire et ses traditions ». En agissant sur la perception des Russes, Sputnik

présente la Russie comme une puissance libératrice et un refuge pour une démocratie saine, victime d'un complot occidental visant à conduire les citoyens russes au bord de la faillite morale et de la pauvreté. La responsabilité de la détérioration de la situation économique est attribuée à « l'Occident décadent », tout en soulignant l'effondrement total de toutes les normes morales et éthiques. Selon Sputnik, la situation actuelle en Ukraine résulte d'un complot du monde occidental visant à prendre le contrôle du pays en provoquant un coup d'État et, dans le même temps, à affaiblir progressivement la Russie. La revue de presse montre clairement que de nombreux faits et événements mondiaux sont déformés et interprétés de manière orientée par les médias russes, en particulier ceux qui présentent un lien quelconque avec le conflit en Ukraine. Ainsi, les principaux responsables politiques européens sont présentés comme des technocrates incompetents et corrompus. Leurs faiblesses et leurs insuffisances sont mises en avant, tandis que leurs déclarations sont sorties de leur contexte et présentées d'une manière favorable à Moscou. De même, les activités d'organisations internationales reconnues sont déformées afin de donner l'impression qu'elles soutiennent les actions de Moscou, notamment celles de l'Organisation des Nations unies ou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [Kowalczyk, 2015].

Afin de comprendre pourquoi la propagande russe fonctionne auprès de la société russe, mais se révèle beaucoup moins efficace à l'égard des sociétés occidentales, il convient d'examiner de plus près la synergie entre la méthodologie de l'influence informationnelle et les codes culturels. Cette question sera abordée en détail plus loin, principalement sur la base des recherches menées par le Dr M. Górnikiewicz, complétées par les connaissances théoriques en matière de sécurité et l'expérience du Prof. T. Szczurek.

Composante humaine dans la conception russe de la guerre hybride

La formule de la guerre hybride et asymétrique constitue une alternative spécifique au sein de l'arsenal des méthodologies permettant d'attaquer ou de déstabiliser un État sans s'engager dans un conflit armé ouvert. Une déclaration officielle de guerre peut avoir des conséquences considérables avant même le déclenchement de toute véritable action armée. La guerre hybride et asymétrique constitue une solution dans laquelle l'opinion internationale est placée devant le fait accompli. En théorie, cela devrait laisser davantage de marge à la négociation. Dans la pratique, toutefois, la communauté internationale peut demeurer inflexible et imposer à l'agresseur de nouvelles sanctions susceptibles de dégrader son économie. Une situation économique fragile limite également les possibilités de renforcer et de développer le potentiel économique. Le temps joue alors au détriment de l'agresseur qui, au fil du temps, dispose de moins en moins de ressources susceptibles d'être consacrées à la poursuite du renforcement de ses capacités. Autrement dit, une attaque contre un pays quelconque au moyen de formations militaires dépourvues de signes distinctifs (les « petits hommes verts »), avec le soutien de la population civile vivant dans une zone donnée, ne peut avoir de sens que si elle permet d'atteindre un objectif précis. En d'autres termes, l'avantage escompté doit être supérieur au potentiel de pertes (par exemple celles résultant des sanctions internationales imposées à l'agresseur). On peut supposer qu'il s'agit là d'un élément que les experts de Moscou n'avaient pas anticipé lorsque leur pays fut accusé, au niveau international, d'agression contre l'Ukraine. L'Occident se révéla inflexible, tant sur la question de l'annexion de la Crimée que sur celle du Donbass. La tentative visant à contraindre les pays occidentaux à accepter cet état de fait échoua. Un autre facteur que les Russes n'avaient pas pris suffisamment au sérieux était la socié-

té ukrainienne. Les Ukrainiens opposèrent une forte résistance aux séparatistes soutenus par la Russie et n'ont toujours pas reconnu l'annexion de la Crimée. Seule une partie de la population de Crimée et une faible proportion de la population du Donbass ravagé par la guerre soutinrent les aspirations séparatistes. Le reste de la population ukrainienne s'opposa clairement à une intégration plus poussée avec Moscou. Du point de vue des opérations informationnelles visant à exploiter le potentiel de la population civile, il s'agit d'un échec total. En outre, comme lors du Printemps arabe, la société ukrainienne s'est révélée être une force capable de renverser des régimes et d'empêcher même les plus grandes puissances de mener à bien leurs projets d'agression. Grâce aux médias électroniques et à l'échange instantané d'informations, la foule cessa d'être une masse aléatoire pour devenir une structure bien coordonnée de l'intérieur, capable de résister non seulement aux forces de police, mais aussi aux forces armées.

En effet, s'il était possible d'utiliser délibérément la population civile pour renverser des gouvernements et neutraliser des forces armées, cela constituerait la quintessence des enseignements de Sun Zi ainsi que de la méthodologie des actions asymétriques et hybrides [Tzu Sun, Pin Sun, 2013]. Il serait ainsi possible d'atteindre des objectifs géopolitiques majeurs avec des moyens relativement limités. La question de savoir si cela est réellement possible sera examinée et décrite plus loin dans le présent ouvrage. Afin de conclure la discussion consacrée à la doctrine russe de la guerre hybride, il convient d'examiner de plus près ses aspects tant théoriques que pratiques.

Un aspect intéressant des sociétés d'Europe de l'Est réside dans le fait que l'utilisation des médias sociaux y est, dans une certaine mesure, différente de celle observée dans les sociétés d'Europe occidentale, voire d'Europe centrale. En Russie, en Biélorussie et dans l'est de l'Ukraine, les personnes âgées de plus de 40 ans se sont habituées à utiliser des portails mettant en relation des personnes ayant fréquenté la même classe. Facebook comme vKontakte sont, quant à eux, davantage des plateformes utilisées par les jeunes générations.

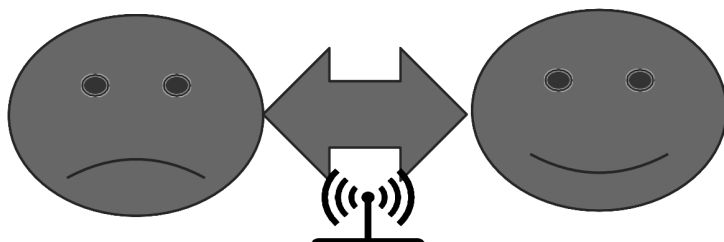
Par exemple, en Biélorussie, l'audience quotidienne de Facebook ne s'élève qu'à 120 000 personnes, contre 3,5 millions pour Odnoklassniki [Romańczuk, 2017]. D'autre part, ce sont le plus souvent les jeunes qui constituent le moteur de tous les mouvements révolutionnaires, en entraînant avec eux la génération intermédiaire. Dans le cas de l'ouest de l'Ukraine, ou plus précisément de Kiev, ce fut la partie la plus jeune de la société, bien familiarisée avec les médias sociaux occidentaux (Facebook, Twitter et, occasionnellement, vKontakte), qui initia le Maïdan, lequel modifia radicalement la situation géopolitique de l'Ukraine, que les autorités de l'époque orientaient vers Moscou. L'analyse du déroulement des événements sur le Maïdan et pendant le Printemps arabe peut donner l'impression que l'annexion de la Crimée reposait sur un scénario quelque peu différent : l'accent y était mis sur l'action précise des forces militaires spéciales et des services secrets, et dans une moindre mesure sur le soutien de la société. Il fut probablement supposé que la société criméenne soutiendrait simplement la mise en œuvre du plan ou, à tout le moins, ne s'y opposerait pas. Cette hypothèse est confirmée par la conception de la guerre moderne selon le général Valery Gerasimov, alors chef d'état-major général des forces armées de la Fédération de Russie. Le général Gerasimov n'emploie pas le terme « guerre hybride » dans l'élaboration de sa conception de la guerre moderne, mais nombre de ses caractéristiques correspondent à cette définition. Le général Gerasimov indique notamment que la guerre moderne évoluera à la frontière entre la guerre et la paix (sans déclaration formelle de guerre) et que les actions de l'agresseur seront menées à l'aide de tous les moyens disponibles, qui ne seront pas nécessairement militaires (politiques, économiques, sociaux, informationnels, etc.). Plus important encore, le général Gerasimov souligne également le rôle de la population civile, qui sera soumise à diverses formes de manipulation de l'opinion et des attitudes sociales. Dans la zone de conflit, ce seront davantage des opérations spéciales et informationnelles que des opérations de combat classiques qui seront conduites. En outre, les unités militaires engagées dans des

opérations armées agiront sous couvert de forces de maintien de la paix ou de forces humanitaires. Le général Gerasimov limitait l'utilisation possible des réseaux sociaux sur Internet à la mobilisation de la population locale et à l'exercice d'une influence sur les autorités. Le général russe évoque volontiers le recours possible à l'opposition politique et aux forces spéciales, négligeant ainsi la possibilité d'une auto-organisation de la foule [Skoneczny, 2015].

La principale différence entre la conception du général Gerasimov et le déroulement des événements en Ukraine réside dans la manière de considérer les civils : ils y apparaissent toujours comme des participants faibles et généralement seulement partiellement actifs aux opérations de guerre, capables tout au plus de limiter certaines actions, mais non de s'y opposer réellement. Le scénario des événements survenus dans l'est de l'Ukraine, ou auparavant pendant le Printemps arabe, contredit cette approche. Le général Gerasimov n'avait pas perçu le potentiel d'une population civile bien organisée au sein d'une foule grâce aux technologies modernes d'échange massif d'informations (Internet). Dans ce cas, la puissance de la foule repose sur deux facteurs : sa masse et la possibilité d'une communication interne immédiate. Grâce à la possibilité d'un échange instantané d'informations entre tous ses membres, la masse humaine acquiert les caractéristiques d'un « essaim », au sein duquel des structures de commandement se créent presque automatiquement, tandis que l'« essaim » lui-même commence à se comporter de manière très rationnelle en tirant parti de sa masse. Jusqu'à présent, des forces de police peu nombreuses mais bien armées pouvaient contrôler une foule beaucoup plus importante uniquement parce que celle-ci était chaotique et que ses comportements étaient émotionnels et irréfléchis. Dans cette nouvelle situation, la foule commence à se comporter comme un organisme unique qui égale, voire parfois dépasse, son adversaire sur le plan de l'intelligence collective, ce qui peut progressivement réduire l'avantage que procure la possession d'armes à des forces de police moins nombreuses.

3.4. RÉSUMÉ : DÉROULEMENT DES CONFLITS DE 2011 À 2017 AVEC LA PARTICIPATION DE LA COMPOSANTE CIVILE

Entre 2011 et 2017, de nombreux conflits éclatèrent dans différentes régions du monde. Certains peuvent être classés comme de nouvelles formes de guerres civiles, tandis que d'autres, comme ceux de Somalie, du Mali ou du Soudan, relèvent davantage des guerres traditionnelles. Le conflit vénézuélien se situe quelque part entre cette nouvelle catégorie de guerres civiles et la révolution classique telle qu'on la connaissait au XXe siècle. Cette nouvelle génération de conflits se caractérise non seulement par l'implication de la population civile, mais aussi par les modalités (la méthodologie) de cette implication. Le « Printemps arabe » et le conflit en Ukraine appartiennent incontestablement à cette nouvelle tendance des guerres civiles, dans lesquelles, à côté des forces armées régulières, apparaissent des groupes de civils relativement bien organisés (composante civile). Ce qui distingue les anciens modèles d'organisation des nouveaux réside dans l'utilisation, à des fins organisationnelles, de formes modernes de communication, principalement des médias sociaux. Le Printemps arabe et la guerre en Ukraine auraient pris une forme différente sans le recours à Internet pour la circulation de l'information. C'est l'échange rapide d'informations au moyen d'un réseau accessible au public qui permet non seulement de mobiliser en très peu de temps d'immenses masses de personnes, mais aussi de transformer la foule en un mécanisme bien organisé et coordonné, capable de réagir et de mener de manière autonome des actions efficaces dans la lutte contre un adversaire initialement mieux organisé et mieux équipé, à savoir les forces armées.



Dans le même temps, il convient de noter que les États dans lesquels le Printemps arabe a conduit à des changements politiques sont ceux où l'armée est restée neutre avant, après un certain temps, de se ranger du côté des manifestants. Dans les pays où les forces armées sont demeurées fidèles au pouvoir en place, aucun changement majeur n'est intervenu ou bien la révolution a plongé ces pays dans une guerre civile dévastatrice et durable, sans perspective de résolution rapide. Ce qui permet aux manifestants de se transformer non seulement en forces bien organisées, mais aussi correctement équipées, fut leur capacité à s'armer suffisamment tôt et à s'opposer aux forces armées régulières. Là où les manifestants restèrent privés d'accès aux armes, la révolte s'acheva, après un certain temps, par une répression sanglante des protestataires et un retour progressif à la situation antérieure.

1. Autrement dit, pour qu'une révolution réussisse, l'armée doit rester neutre ou les rebelles doivent avoir accès aux armes. Or, le phénomène des moyens modernes de communication de masse, sous la forme des médias sociaux, réside précisément dans la possibilité de transformer très rapidement une masse de civils apparemment informe en une force quasi militaire bien organisée. C'est précisément cet élément qui permet de provoquer de profondes transformations politiques, économiques et sociales sans engager, en réalité, des forces et des ressources beaucoup plus importantes. Le problème suivant peut toutefois consister à conserver le contrôle d'une « foule

de civils » une fois celle-ci constituée et armée. Par conséquent, sur la base des connaissances analysées jusqu'à présent, il convient de tenter de reconstituer les différentes étapes de la méthodologie de création et de mobilisation de la composante civile dans les opérations militaires contemporaines :

2. Préparation du terrain social : formation à long terme de la jeune génération par l'intermédiaire de portails et de sites Internet créés à cette fin, ainsi que canalisation du mécontentement social.
3. Émission d'un signal déclenchant une protestation de masse, tout en veillant à la bonne organisation du mouvement et en orientant le comportement de la composante civile de manière à lui permettre d'atteindre les objectifs fixés (éviter les affrontements avec les forces de police, occuper certaines zones, effectuer des manœuvres destinées à désorienter les forces de police).
4. Accroissement du mécontentement dans l'ensemble de la société et soutien à l'augmentation du nombre de manifestants.
5. Surveillance et gestion du comportement de la foule.
6. Si nécessaire, armement de la foule et transformation de celle-ci en une force armée presque régulière.
Contraindre les autorités en place à démissionner ou prendre le pouvoir par la force.

Ce qui ne fonctionne toujours pas pleinement dans ce modèle tient à l'impossibilité, du moins pour l'instant, pour une foule nombreuse et armée de rivaliser efficacement avec des forces armées régulières. Un autre problème réside dans la formation assez rapide, au sein de la « foule », de différents groupes qui, avec le temps, commencent à se concurrencer pour le pouvoir, l'influence ou toute autre forme de ressource matérielle. Ce n'est qu'en Ukraine que les séparatistes demeurèrent unis, mais cela tenait au fait que les structures de commandement avaient été créées presque entièrement par d'anciens ou d'actuels officiers de l'armée russe, en contact permanent avec Moscou. Cette situation excluait pratiquement toute pos-

sibilité pour des chefs de guerre locaux d'agir librement. Lorsque des ambitions individuelles commencèrent à influencer les actions et les décisions des dirigeants locaux, ceux-ci commencèrent à disparaître de la scène politique et militaire du Donbass dans diverses circonstances, souvent à la suite d'embuscades ou d'accidents. Il convient également de noter que ni en Tunisie ni en Égypte les foules n'étaient armées, tandis que l'armée demeurait la seule force à contrôler les armes lourdes (et donc à pouvoir trancher un éventuel conflit). Ainsi, après la fin des protestations et l'atteinte de l'objectif (le renversement des dictateurs haïs), la situation pouvait se normaliser rapidement. Là où la foule était armée malgré le renversement du dictateur (Libye) ou son affaiblissement temporaire (Syrie), les groupes armés commencèrent à s'affronter entre eux, ce qui rendit pratiquement impossible tout retour à la normalité pendant de nombreuses années. En conséquence, la disparition de ce qui constituait la base de la puissance de la foule (la masse et l'unité) entraîna une réduction significative du potentiel de l'opposition.

Internet, et par conséquent les médias sociaux, est indissociablement lié au progrès civilisationnel de l'humanité. Il constitue l'un des éléments qui font que la structure sociale actuelle connaît une transformation dynamique vers une société dite de l'information, de plus en plus avancée. Même si les conflits apparus avec la participation active des médias électroniques sont toujours en cours, il est déjà possible d'identifier d'autres zones susceptibles de connaître de futures crises : la Catalogne en Espagne, le Mexique, les territoires peuplés de Kurdes, le Cachemire ou encore les métropoles d'Asie du Sud-Est. Il s'agit de tous les endroits où une part importante de la population a accès à Internet (sans qu'il soit nécessaire qu'il s'agisse de la majorité, comme l'a montré l'exemple du Printemps arabe) et où, parallèlement, la densité de population est suffisamment élevée, ce qui a généralement une incidence négative sur les conditions de vie. Les problèmes liés à la criminalité, à l'économie ou à la pollution de l'environnement peuvent engendrer des difficultés que les sociétés contemporaines sont non seulement en mesure de dénon-

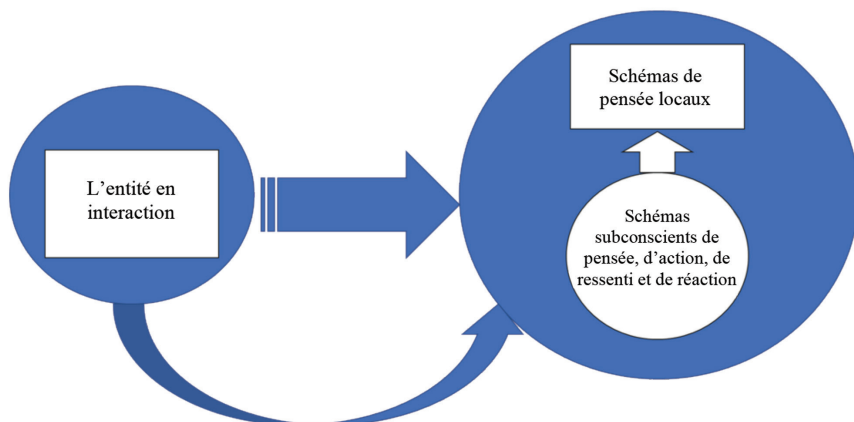
cer avec force, mais qui peuvent également contraindre les autorités à prendre des mesures concrètes et conduire à des changements au sein même des gouvernements. Malheureusement, l'augmentation du niveau de richesse ne constituera qu'une solution partielle au problème, car la question de la qualité de vie dans l'écosystème dysfonctionnel de villes trop grandes et connaissant une croissance trop rapide restera entière.

CHAPITRE IV

MÉTHODOLOGIE DE L'INFLUENCE SUBCONSCIENTE ET CONSCIENTE PAR L'UTILISATION DES MÉDIAS SOCIAUX LORS DES CONFLITS DE 2011 À 2017

Deux canaux fondamentaux peuvent être distingués dans la méthodologie de l'influence psychologique : l'influence consciente et l'influence subconsciente. Dans le premier cas, l'entité exerçant l'influence fait appel à la logique du groupe cible ; dans le second, elle cherche à influencer sur le processus décisionnel en tentant de contourner les mécanismes de contrôle fondés sur la pensée logique [Brain, 2013]. Le schéma ci-dessous illustre précisément cette idée, aujourd'hui largement utilisée en marketing, notamment dans le marketing sensoriel [Bertil, 2010] :

Fig. 2. Influence sur les schémas culturels avec action simultanée sur les sphères consciente et subconsciente de l'objet de l'influence



Source : étude des auteurs

Il est significatif que les schémas subconscients influencent la formation des schémas de pensée logique. Autrement dit, à long terme, il est beaucoup plus efficace d'agir sur la sphère subconsciente que sur la sphère consciente. En revanche, un message manifestement contraire au système de valeurs ou aux schémas logiques du groupe cible sera, dans la plupart des cas, rejeté presque automatiquement. La conception de messages dotés d'une réelle efficacité persuasive repose sur leur compatibilité, au moins partielle, avec le système de valeurs préalablement intériorisé. C'est également la raison pour laquelle la propagande russe se révèle très efficace auprès des Russes ainsi qu'auprès des personnes élevées dans une culture proche de la culture russe. Pour les mêmes raisons, une propagande conçue de cette manière sera inefficace auprès de personnes issues d'autres cultures. Cela vaut indépendamment de la ligne idéologique adoptée, en raison d'une méthodologie erronée retenue a priori.

Pour tenter d'expliquer ce qu'est la culture dans l'approche présentée ci-dessus, il convient de se pencher sur les travaux d'éminents anthropologues de la culture tels que G. Hofstede, T. Hall et

M. Bond. Dans l'acception adoptée dans les langues européennes, la culture désigne la civilisation ou un certain niveau intellectuel. D'un point de vue sociologique et anthropologique, la culture constitue un ensemble de connaissances acquises au cours du développement et du fonctionnement dans un environnement social déterminé. Dans ses recherches, G. Hofstede adopta la notion de « culture » dans son sens sociologique et anthropologique. L'anthropologie sociale étudie et classe ces « règles du jeu social ». G. Hofstede qualifia cet ensemble de règles de programmation collective des esprits. Selon la théorie des sciences sociales, cette culture (c'est-à-dire les connaissances acquises sous la forme des principes du jeu social mentionnés ci-dessus), combinée à la nature humaine (les connaissances héritées dans le code génétique des ancêtres), constitue la personnalité de l'être humain. Autrement dit, l'être humain fonctionne selon des principes de perception, de comportement, de pensée et de réactions émotionnelles qui proviennent en partie de l'environnement dans lequel il a grandi et en partie de ses caractéristiques génétiques propres. Il convient également de mentionner que chaque individu acquiert au cours de sa vie ses propres expériences, lesquelles contribuent elles aussi à la formation d'une source individuelle de connaissances. On peut donc distinguer ici trois types de codes : culturel, génétique et individuel [Górniewicz, Szczurek, 2015].

Les recherches sur les connaissances acquises qui façonnent les règles du jeu social parmi les représentants de différents groupes ont été menées par de nombreux anthropologues, psychologues et sociologues éminents, notamment G. Hofstede, M. Bond et E. T. Hall. G. Hofstede, en collaboration avec M. Bond, a élaboré un catalogue de codes de comportement et de pensée qu'ils ont qualifiés de « programmation mentale ».

Un modèle propre à une société donnée est assimilé tout au long de la vie. Évidemment, le processus d'apprentissage est particulièrement intense pendant l'enfance, lorsque l'individu découvre très rapidement la réalité qui l'entoure. Les normes de comportement, les modes de pensée et même les réactions émotionnelles à certains

stimuli sont ainsi appris. Par exemple, un adulte qui doit assimiler un modèle entièrement nouveau doit tout d'abord se défaire des schémas antérieurs. Cela n'est pas facile, car tout ce qu'une personne apprend au cours de sa vie reste non seulement durablement enregistré dans sa mémoire, mais contribue également, en constituant une réserve de connaissances, à sélectionner les informations assimilées au niveau conscient. Autrement dit, si un certain schéma ne correspond pas aux schémas déjà existants, il sera repoussé dans le subconscient, c'est-à-dire qu'il ne fera pas partie des modèles utilisés au quotidien. Ce mécanisme défensif particulier de la mémoire humaine constitue en même temps une forme de limitation qui agit totalement en dehors de la conscience et, par conséquent, de la volonté de l'individu. Pour qu'un nouveau schéma puisse être assimilé, il ne doit pas être contraire aux connaissances déjà acquises et, idéalement, il devrait leur être au moins partiellement compatible. C'est la raison pour laquelle, avec l'âge, il devient de plus en plus difficile d'assimiler de nouvelles connaissances, en particulier lorsqu'elles sont controversées.

G. Hofstede eut recours à l'exemple d'un programme enregistré dans la mémoire d'un ordinateur afin d'expliquer ce processus, programme qui permet de fonctionner dans le cadre de directives définies à l'avance. Selon G. Hofstede, la constitution d'une base de connaissances dans la mémoire humaine peut être décrite comme une « programmation mentale ». L'individu acquiert, dès sa naissance, des connaissances qui constituent l'enregistrement de certains schémas, à travers la vie familiale, la fréquentation de l'école, mais aussi par sa participation à la vie de la communauté qui l'entoure : aussi bien dans la vie privée qu'à l'école et au travail. Toutefois, avant que G. Hofstede et M. Bond n'élaborent leur propre proposition de catalogue de comportements décrivant la « programmation mentale » d'un groupe social donné, d'autres chercheurs avaient déjà consacré d'importants efforts à la mise au point d'outils méthodologiques destinés à poursuivre les recherches dans ce domaine. En 1954, deux chercheurs américains, le sociologue Alex Inkeles et le psychologue

Daniel Levinson, publièrent une revue de travaux sélectionnés issus de la littérature anglophone et consacrés à ce que l'on appelle les cultures nationales. Dans cette publication, ils proposèrent un catalogue de caractéristiques universelles communes à toutes les sociétés [Inkeles, 1969] :

- les relations entre supérieurs et subordonnés,
- les rapports mutuels entre les individus et la société,
- ainsi que les modes de résolution des conflits.

4.1. DIMENSIONS CULTURELLES EN TANT QUE PROGRAMMATION MENTALE

Une autre avancée importante pour la recherche anthropologique sur ces schémas fut constituée par les résultats obtenus par G. Hofstede. Dans les années 1970, ce chercheur, qui était également praticien, mena des recherches approfondies dans plusieurs dizaines de pays auprès de personnes employées dans des entreprises représentatives du groupe IBM. Les sujets répondaient aux critères d'un groupe de recherche (échantillon) correctement sélectionné pour permettre la comparaison des différences culturelles. Ils étaient issus d'une même culture nationale ; autrement dit, la seule différence entre eux concernait leur environnement professionnel au sein d'un établissement IBM donné. Les résultats obtenus permirent à G. Hofstede d'élaborer, pour chaque groupe étudié dans chacun des pays, un catalogue de valeurs culturelles communes. Ces valeurs communes concernaient [Hofstede, 2007] :

- les inégalités sociales (et, par conséquent, l'attitude à l'égard du pouvoir) ;
- les relations entre l'individu et le groupe ;
- les conceptions de la masculinité et de la féminité (et, par conséquent, les implications sociales et émotionnelles liées au fait de naître avec un sexe donné), ainsi que ;

- les manières de faire face à l'incertitude et à l'ambiguïté (et donc le contrôle de l'agressivité et l'expression des émotions).

Grâce à cette étude, G. Hofstede confirma les résultats obtenus deux décennies plus tôt par A. Inkeles et D. Levinson. Cela lui permit de distinguer quatre « dimensions de la culture », autrement dit des caractéristiques culturelles correspondant aux problèmes culturels identifiés au cours de la recherche. Chacune de ces dimensions possède des attributs spécifiques qu'il convient de décrire brièvement.

Distance hiérarchique

La distance hiérarchique est une dimension qui caractérise les relations réciproques, subjectives et objectives, entre les subordonnés et leurs supérieurs. Un niveau élevé de cette dimension correspond à un degré important de respect et d'acceptation de l'autorité des personnes occupant une position supérieure dans la hiérarchie. Il convient toutefois de souligner que, dans une culture caractérisée par une forte distance hiérarchique, un subordonné ne doit pas nécessairement être d'accord avec son supérieur, mais il comprendra en même temps que la position qu'il occupe dans la hiérarchie par rapport à celui-ci implique une obligation d'obéissance. Les recherches menées par G. Hofstede ont montré que, dans les sociétés où les subordonnés sont réticents à exprimer leur opposition à leurs supérieurs, ces derniers sont perçus comme des autocrates (éventuellement dotés de traits paternalistes). Dans les communautés caractérisées par une faible distance hiérarchique, les relations sur le lieu de travail, indépendamment de la position occupée dans la hiérarchie professionnelle, sont beaucoup plus égalitaires et fondées sur le partenariat [Hofstede, 2007].

Collectivisme et individualisme

Le collectivisme et l'individualisme sont des dimensions qui caractérisent la relation entre l'individu et son environnement social. Dans une société collectiviste, l'intérêt du groupe constitue la priorité et prévaut sur celui de l'individu. Toute tentative visant à affirmer ou à mettre en avant sa propre singularité au sein du groupe est perçue par la société comme égoïste, voire nuisible. Dans les sociétés à dominante individualiste, la situation est inverse : les individus ambitieux et remarquables sont respectés, et les attitudes mettant l'accent sur l'individualité et l'indépendance sont largement acceptées par la société [Hofstede, 2007]. On peut considérer que les sociétés individualistes sont des sociétés de leaders, tandis que les sociétés collectivistes sont des sociétés d'équipes.

Féminité et masculinité

La dimension de la féminité et de la masculinité est particulièrement intéressante au regard des deux dimensions précédentes. Elle dépend des différences dans la perception des rôles masculins et féminins. Elle ne renvoie pas aux différences biologiques entre les hommes et les femmes, mais à la manière dont est perçu leur rôle dans l'accomplissement des fonctions sociales. Les sociétés à dominante masculine maintiennent une stricte distinction entre les professions considérées comme spécifiquement masculines et celles considérées comme féminines. Les sociétés à dominante féminine, en revanche, ne distinguent pas les professions selon des critères strictement liés au sexe. Cela montre également que la dimension féminine détermine dans une mesure comparable les modes de pensée et d'action. Les sociétés féminines sont davantage orientées vers

la coexistence pacifique, l'évitement des confrontations potentielles et le règlement à l'amiable des différends. Dans les sociétés masculines, où les fonctions de direction reviennent généralement aux hommes, de même que les emplois dans les secteurs dits de la force (armée, police, forces de l'ordre, etc.), les sociétés sont davantage enclines à la rivalité et, par conséquent, à l'agressivité à l'égard d'autres groupes sociaux. Pour citer G. Hofstede [Hofstede, 2007] : « La masculinité caractérise les sociétés dans lesquelles les rôles sociaux liés au sexe sont clairement définis, c'est-à-dire que l'on attend des hommes qu'ils soient affirmés, durs et orientés vers la réussite matérielle, tandis que les femmes sont censées être modestes, tendres et soucieuses de la qualité de vie » et « La féminité caractérise les sociétés dans lesquelles les rôles sociaux des deux sexes se recoupent, c'est-à-dire que l'on attend aussi bien des hommes que des femmes qu'ils soient modestes, sensibles aux autres et soucieux de la qualité de vie ».

Évitement de l'incertitude

G. Hofstede décrit la dimension de l'évitement de l'incertitude comme « le degré de menace ressenti par les membres d'une culture donnée face à des situations nouvelles, inconnues ou incertaines ». Autrement dit, un niveau plus élevé d'évitement de l'incertitude se traduit par une réticence plus forte à s'engager dans des situations de vie précaires. Selon G. Hofstede, le risque constitue une forme supérieure d'incertitude, qui génère à son tour une augmentation correspondante du stress. Par conséquent, dans les sociétés caractérisées par un degré élevé d'évitement de l'incertitude, toutes les actions visent à réduire progressivement le niveau de stress. L'un des moyens d'y parvenir consiste à assurer une grande prévisibilité de toutes les activités entreprises. Un exemple en est l'élaboration d'un système de normes et de règles de conduite (lois, règlements) appli-

cables à des situations spécifiques. De cette manière, les personnes qui se trouvent dans une situation donnée savent exactement comment se comporter, sans avoir à prendre de décisions de manière autonome et, par conséquent, à en assumer la responsabilité. Dans les sociétés caractérisées par un faible niveau d'évitement de l'incertitude, la situation est inverse. Les personnes élevées dans une telle culture sont généralement beaucoup plus créatives et audacieuses dans leur vie, ce qui peut toutefois, dans les secteurs professionnels fortement structurés, engendrer un certain chaos en raison de l'absence de procédures suffisamment élaborées [Hofstede, 2007].

Orientation à long terme et à court terme selon G. Hofstede et M. H. Bond

Au cours de ses recherches sur les caractéristiques communes des personnes élevées dans différentes cultures, G. Hofstede obtint des résultats indiquant l'existence de trois à quatre valeurs culturelles permettant de classer les différences entre diverses sociétés. Dans le cadre de ses travaux, G. Hofstede utilisa l'outil méthodologique VSM (Values Survey Modules), élaboré pour les recherches menées dans les établissements d'IBM. Au fil des années et avec l'accumulation de l'expérience de recherche, le VSM fit l'objet de modifications successives, mais ses principes fondamentaux demeurèrent inchangés. Pendant longtemps, G. Hofstede fut convaincu de la validité de son concept des quatre dimensions en tant qu'outil universel permettant de définir les différences culturelles indépendamment de l'origine géographique de la société étudiée. En outre, les résultats de dix-neuf études menées par Mikael Sondergaard confirmèrent eux aussi l'existence des mêmes quatre valeurs/dimensions permettant d'analyser les différences entre divers groupes sociaux [Sondergaard, 1994].

Dans les années 1980, G. Hofstede fit la connaissance de Michael Harris Bond, alors employé à l'Université chinoise de Hong Kong. M. H. Bond menait des recherches visant à identifier les problèmes socioculturels communs à différents groupes nationaux et ethniques asiatiques. Dans le cadre de ses travaux, il utilisa le Rokeach Value Survey (RVS), élaboré par le psychologue américain Milton Rokeach. Fait intéressant, les résultats obtenus par M. H. Bond coïncidaient avec ceux de G. Hofstede. Les deux chercheurs en conclurent que les modes de pensée étaient conditionnés par la culture. Cependant, dans leur enthousiasme intellectuel, ils négligèrent un détail important. En effet, les deux outils qu'ils utilisaient, à savoir le VSM et le RVS, avaient été élaborés dans le cercle culturel des civilisations occidentales. Ainsi, au cours du processus de recherche, ils appliquaient tous deux, de manière inconsciente, des schémas de pensée identiques dans l'évaluation des résultats obtenus [Hofstede, 2007]. G. Hofstede et M. H. Bond comprirent que leurs travaux de recherche menés jusque-là pouvaient être entachés, dès le départ, d'un biais cognitif. Ils décidèrent par conséquent de recourir à la méthode de la « décentration », reconnue en anthropologie et consistant à associer à la conception des outils de recherche des spécialistes issus d'autres aires culturelles. Autrement dit, des chercheurs appartenant aux nations étudiées furent impliqués dans l'identification des valeurs communes aux peuples asiatiques. Dans un premier temps, des spécialistes des sciences sociales de Taïwan et de Hong Kong furent invités à participer. Ils indiquèrent dix valeurs qu'ils considéraient comme importantes pour les Chinois, puis, après élimination des répétitions et ajout de nouvelles valeurs (se rapportant aux acquis de la philosophie et des sciences sociales chinoises), un questionnaire composé de quarante questions fut élaboré sous le nom de CVS (Chinese Values Survey).

Les résultats de ces recherches se révélèrent à la fois intéressants et surprenants. Une dimension entièrement nouvelle fut identifiée, tandis que trois des dimensions déjà connues furent confirmées (les personnes interrogées n'indiquèrent aucune dimension correspon-

dant à l'évitement de l'incertitude). Cette nouvelle valeur concernait l'orientation temporelle. À une extrémité de l'échelle se trouvait l'orientation vers le passé et le présent, et à l'autre, l'orientation vers l'avenir. Cette cinquième dimension fut appelée « orientation à long terme et à court terme » [Hofstede, Bond, 1988]. Pour citer les auteurs : « L'orientation à long terme consiste à cultiver des vertus susceptibles de produire des bénéfices à l'avenir, en particulier la persévérance et l'épargne. À l'opposé de cette dimension se trouve l'orientation à court terme, qui consiste à cultiver des vertus liées au passé et au présent, telles que, notamment, le respect de la tradition, la préservation de la « face » et l'accomplissement des obligations sociales. » Dans ce contexte, il convient d'ajouter que les 23 sociétés asiatiques étudiées à cette époque se caractérisaient toutes par une orientation à long terme.

Cultures à fort et à faible contexte selon E. T. Hall

Enfin, il convient d'examiner de plus près les valeurs culturelles proposées par Edward T. Hall. Ce chercheur élaborait un critère différent permettant de distinguer certaines caractéristiques propres aux sociétés étudiées. Selon les auteurs du présent ouvrage, il n'est pas possible d'établir une corrélation complète entre les valeurs ainsi isolées et les dimensions définies par G. Hofstede et M. Bond [Hall, 1984]. E. T. Hall proposa de diviser les sociétés en cultures à fort contexte et à faible contexte. Il convient de souligner que G. Hofstede prit en considération les travaux de recherche d'E. T. Hall, mais intégra cette valeur dans le cadre de ses propres dimensions de collectivisme (fort contexte) et d'individualisme (faible contexte), dégagées au cours de ses recherches [Hofstede, 2007]. Selon M. Górnikiewicz, il s'agit là d'une surinterprétation, car les définitions des valeurs proposées par E. T. Hall sont beaucoup plus larges que celles que leur attribue G. Hofstede. Selon E. T. Hall lui-même, les per-

sonnes élevées dans une culture à fort contexte perçoivent la réalité comme un tout complémentaire. À l'inverse, dans une culture à faible contexte, la réalité est perçue uniquement à travers le prisme de son propre environnement, avec une tendance à chercher à comprendre le monde en décomposant ses différents éléments en leurs composantes fondamentales. Le problème réside dans le fait qu'en concentrant l'attention sur des détails particuliers, la perspective sur la réalité environnante se trouve automatiquement réduite à l'environnement immédiat. À l'inverse, le risque lié à une perception à fort contexte est de percevoir la réalité de manière trop vague, en marginalisant l'importance de ses différentes composantes [Hall, 1984]. Dans le même temps, il est évident que la dimension de fort ou de faible contexte ne correspond pas pleinement aux dimensions de l'individualisme et du collectivisme, ni même à celle de l'orientation à long ou à court terme.

4.2. INFLUENCE DES VALEURS CULTURELLES SUR L'EFFICACITÉ DE LA COMMUNICATION

Les activités informationnelles efficaces sont celles qui sont adaptées aux schémas de pensée, aux comportements, aux réactions émotionnelles et aux modes de perception des personnes ciblées. La difficulté réside dans le fait qu'il est très difficile, pour des personnes élevées dans une autre culture, de formuler un message parfaitement conforme aux valeurs du groupe cible culturellement différent. D'autre part, on peut aujourd'hui observer un processus progressif d'uniformisation des codes culturels de la jeune génération. Ce phénomène résulte de l'utilisation d'un réseau mondial d'information tel qu'Internet et, surtout, de la communication permanente par l'intermédiaire de diverses plateformes, notamment les médias sociaux. Dans le cas des mouvements sociaux se manifestant par l'apparition spontanée d'une foule nombreuse, le mécanisme

d'« ajustement culturel » joue un rôle important, dans la mesure où les messages diffusés sur les réseaux sociaux sont créés et propagés par des personnes appartenant au même groupe social. Autrement dit, les membres de la foule créent les uns pour les autres des messages qui reposent naturellement sur les mêmes schémas culturels. Le problème apparaît toutefois par la suite, à mesure que le mouvement social se développe et que les masses prennent de l'ampleur, ce qui entraîne une perte de contrôle de plus en plus rapide sur le comportement de la foule. Cela revient à réveiller et à créer un géant qui devient très vite plus puissant et de plus en plus autonome.

D'autre part, le fait de permettre aux individus de communiquer librement et instantanément entre eux conduit à la formation de groupes de mieux en mieux synchronisés, dans lesquels le leadership demeure important, mais où, grâce à l'échange rapide d'informations, les dirigeants peuvent être rapidement remis en cause ou remplacés, tandis que de nouveaux leaders peuvent émerger spontanément. Le show-business contemporain constitue un bon exemple de ce mécanisme : il crée périodiquement de nouvelles vedettes qui, peu de temps après, perdent de leur éclat jusqu'à disparaître complètement, remplacées par une nouvelle vague de célébrités. Chacune de ces vedettes est unique à sa manière et dispose d'un potentiel suffisamment médiatisé pour attirer les foules. Il ne s'agit toutefois que d'un moment éphémère, appelé inévitablement à passer. Il en va de même au sein d'une foule, où apparaissent successivement de nouveaux leaders, y compris parmi ceux qui ont initié un mouvement social donné. Dans le même temps, à mesure que la situation évolue, leur étoile peut s'éteindre tout aussi rapidement, laissant la place à de nouveaux dirigeants.

De nos jours, on peut également observer le rôle fondamental des médias sociaux dans la poursuite de l'intégration du mouvement indépendantiste en Catalogne contemporaine. Il n'est pas facile de prévoir comment cette situation évoluera, même si l'on peut être certain que ce mouvement est encore en développement, qu'il gagne en ampleur et qu'il rassemble un nombre croissant de partisans. Cela

vaut également en dehors de la Catalogne elle-même, ce qui pourrait, à terme, avoir une incidence importante sur le soutien de l'opinion internationale et de divers groupes d'intérêt à l'indépendance contestée de la région. Autrement dit, ce bouleversement social ne s'éteindra certainement pas, mais continuera plutôt à produire ses effets jusqu'à ce qu'il atteigne ses objectifs. Dans le cas de l'Espagne, il n'est pas possible de recourir aux forces armées pour réprimer dans le sang les mouvements de contestation sociale, comme ce fut le cas dans certains pays arabes pendant ce que l'on appelle le Printemps arabe. Il convient donc de tenter d'anticiper la manière dont pourrait évoluer la méthodologie du déroulement des crises et des conflits au cours de la prochaine décennie, la troisième du XXI^e siècle.

CONCLUSION

CONCLUSIONS POUR L'AVENIR : PRÉVISIONS CONCERNANT L'ÉVOLUTION FUTURE DES CONFLITS ARMÉS AU COURS DES PROCHAINES DÉCENNIES DU XXI^e SIÈCLE

Depuis le début du XXI^e siècle, la vie des habitants de notre planète est soumise à des changements constants, intenses et souvent même révolutionnaires. Le développement technologique, qui progresse de manière dynamique, a transformé la Terre en un *petit village* dans lequel les médias sociaux et les médias de masse informent le public des événements importants, y compris de tous les conflits armés. Les individus contemporains ont la possibilité d'évaluer en permanence l'ensemble des événements, y compris les conflits armés. L'opinion publique a acquis la capacité d'exercer une influence effective sur les actions des parties belligérantes. Les considérations présentées jusqu'à présent montrent que le déroulement d'un conflit est influencé par la manière de combattre, laquelle dépend de l'armement dont disposent les parties au conflit ainsi que de l'objectif de la guerre.

Le développement dynamique des technologies militaires peut laisser présager les changements qui interviendront progressivement sur le champ de bataille contemporain. Dans le même temps, il convient de rappeler que l'être humain demeure l'élément le plus

important de tout potentiel militaire. En définitive, ce sont les soldats qui dirigent la machinerie complexe des opérations militaires modernes, en accomplissant des tâches pour lesquelles même les technologies les plus avancées ne sont toujours pas en mesure de remplacer l'homme. Les systèmes modernes dits d'IA ne possèdent pas, et ne posséderont probablement pas avant longtemps, la caractéristique fondamentale du développement intellectuel propre à l'être humain : la créativité, qui permet de concevoir et d'améliorer ces technologies. Par conséquent, compte tenu de l'impossibilité de remplacer entièrement l'être humain, la sphère mentale des soldats restera tout aussi importante, notamment leur système de valeurs, leurs objectifs de vie et les motivations de leur engagement personnel dans les opérations militaires.

Selon J. Urbański, les progrès contemporains de la technologie militaire peuvent être considérés comme un triomphe de l'imagination humaine, de la créativité, de la science, de l'organisation, de l'industrie et même du commerce. Les types modernes d'armements technologiquement avancés permettent de frapper, de tuer et de détruire des cibles à des distances toujours plus grandes. La précision, la rapidité et la fiabilité, autrement dit l'« efficacité » dans la destruction du potentiel militaire de l'adversaire, augmentent à mesure que les technologies d'armement se perfectionnent. Il convient de noter que les orientations du développement de la technologie militaire sont principalement déterminées par des décisions politiques. Ainsi, le développement de la science et l'accroissement des capacités technologiques ne constituent qu'une base matérielle pour la conception éventuelle de nouveaux systèmes de destruction [Kiepas, Urbański, 1994].

Malheureusement, les effets secondaires du développement des technologies d'extermination se traduisent par des conséquences éthiques et morales négatives, qui se manifestent par une indifférence croissante à l'égard de la mort ainsi que de la souffrance physique et psychique des êtres humains. L'augmentation de la portée des armes et la possibilité de tuer un adversaire sans contact phy-

sique (à des distances toujours plus grandes) entraînent une « barbarisation » des sentiments des sujets collectifs engagés dans le combat. J. Urbański pose alors la question suivante : *est-ce toutefois la technique qui est coupable ?* Il y répond ainsi : *Platon parlait d'un chien qui se jette avec fureur sur la pierre qui l'a frappé, et non sur l'homme qui l'a lancée* [Kiepas, Urbański, 1994].

Les progrès réalisés dans le développement des technologies militaires influencent le caractère des opérations armées contemporaines. Toutes les guerres menées jusqu'à présent ont constitué une conséquence particulière du développement historique des technologies de production, c'est-à-dire des moyens de combat destinés à l'ensemble des composantes des forces armées (forces terrestres, navales, aériennes et spatiales). La question de la militarisation de l'espace relève d'un avenir qui n'est plus très éloigné, de sorte que l'on peut observer progressivement le déplacement des opérations militaires de la dimension terrestre (successivement : guerres locales, continentales, intercontinentales et mondiales) et de la dimension maritime (de surface et sous-marine) vers les dimensions aérienne et spatiale. Ce processus a été imposé par le développement technologique de l'humanité [Kiepas, Urbański, 1994].

La guerre peut commencer à évoluer de sa formule subjective actuelle vers une formule objective. Selon J. Urbański, le caractère subjectif de la guerre signifie que ce sont les forces armées qui possèdent les armes, et non les armes qui commencent à exercer une influence sur les forces armées. Selon J. Urbański, seuls quelques cas occasionnels d'erreurs humaines ou de défaillances techniques constituaient jusqu'à présent une exception. Le caractère objectif de la guerre apparaîtrait, en revanche, lorsque, sous l'effet de la révolution technologique anticipée et des travaux sur l'intelligence artificielle, des systèmes de combat et des systèmes spatiaux entièrement automatisés acquerraient les caractéristiques d'une existence autonome, dotée de leur propre conscience, bien que partiellement limitée. De tels systèmes seraient alors capables d'identifier les objectifs ennemis en quelques dizaines de secondes au maximum et

de prendre eux-mêmes la décision d'attaquer. Le destin de l'être humain dépendrait alors de la « volonté » de systèmes autonomes et, selon J. Urbański, la guerre deviendrait dès lors inévitable [Kiepas, Urbański, 1994].

D'un point de vue militaire, le début d'une nouvelle guerre ressemble généralement à la fin de la guerre précédente. C'est pourquoi les prévisions concernant les conflits futurs ont été élaborées sur la base d'observations historiques. Jusqu'à présent, de telles prévisions se sont généralement révélées pertinentes. Ainsi, si l'on prend pour référence la fin de la Seconde Guerre mondiale, une éventuelle Troisième Guerre mondiale pourrait commencer par une attaque nucléaire et, malheureusement, celle-ci pourrait également mettre un terme au conflit, voire à l'existence de l'humanité. C'est probablement grâce à cette prise de conscience qu'aucune guerre à l'échelle nucléaire n'a éclaté jusqu'à aujourd'hui. Jusqu'à présent, les affrontements militaires ont été menés à l'aide d'armes conventionnelles. Les possibilités d'emploi de ces armements classiques restent évidemment très vastes : des machettes rudimentaires encore utilisées aujourd'hui dans de nombreux conflits en Afrique (Rwanda, Tchad) jusqu'aux systèmes de frappe ultramodernes employés par l'OTAN au Moyen-Orient et, auparavant, en Yougoslavie. Selon M. Wągrowska, *la première guerre du futur fut celle du Kosovo*. La journaliste évoquait les conflits dans le Golfe et dans les Balkans, qui constituaient des opérations militaires destinées à assurer la protection d'autres populations. Les forces d'intervention n'avaient pas pour objectif de défendre les intérêts de leurs propres États, mais avant tout de protéger des nations plus faibles ainsi que leur droit à l'autodétermination et à un développement pacifique [Wągrowska, 2000].

Les technologies d'armement actuelles permettent de détruire de vastes zones en un instant, mais elles permettent également de localiser et d'éliminer avec une très grande précision une cible de petite taille, même à très longue distance. D'un côté, une telle puissance technologique offre d'importantes possibilités, mais elle implique

également une responsabilité bien plus grande. La possession d'un type particulier d'arme ne signifie pas qu'il doive être utilisé dans chaque conflit. Il est donc important de distinguer la technologie de destruction de la possibilité réelle de l'employer au cours des combats. Cela influe également sur l'objectif de la guerre (offensive, défensive, menée en son propre nom ou au nom d'autrui). Ainsi, le caractère d'un conflit, du point de vue de l'emploi des armes, sera déterminé par de nombreux facteurs, parmi lesquels le niveau de développement technologique des parties ne constituera qu'un élément parmi d'autres expliquant le recours à tel ou tel type d'armement [Heisbourg, 1998].

L'introduction d'armes toujours plus modernes au sein des forces armées est liée à diverses contraintes telles que les coûts, la formation des équipages, les possibilités d'obtenir des pièces de rechange, la capacité à effectuer des réparations, etc. Même la disponibilité d'une technologie donnée ne signifie pas qu'elle puisse être immédiatement utilisée dans la pratique, car l'augmentation du niveau de sophistication technique est directement proportionnelle au temps nécessaire à la formation du personnel. Il existe également un problème d'ordre sociopolitique : les sociétés des pays développés et en développement, qui vivent depuis plusieurs décennies dans une heureuse ignorance des dangers, ne sont pas disposées à supporter des coûts élevés pour la modernisation des équipements militaires. Ce n'est que l'apparition d'une menace qui vérifie douloureusement les attitudes sociales et fait prendre conscience de la nécessité de disposer de forces armées correctement équipées et entraînées. De nos jours, les médias sociaux offrent également la possibilité d'informer en permanence et de manière réciproque la société tant des menaces éventuelles que des moyens d'y faire face. Autrement dit, la société est devenue davantage consciente de son rôle au sein de l'État et, par conséquent, de sa responsabilité à l'égard de son propre avenir (y compris celui des générations futures). Ainsi, les armes du futur deviendront probablement, d'une part, plus précises (afin de limiter les pertes civiles) et, d'autre part, plus destructrices. Paral-

lèlement, à mesure que la conscience sociale progressera, une demande pourrait apparaître en faveur du remplacement des armes létales par des armes non létales, voire par des systèmes qui non seulement neutralisent l'adversaire, mais ne portent pas non plus atteinte de manière excessive à l'environnement. Dans la perspective actuelle, cela peut sembler tout simplement ridicule et absurde, mais compte tenu des tendances sociales ainsi que de la transformation progressive de l'ensemble des secteurs économiques (en particulier de l'industrie), il n'est pas impossible que des changements similaires touchent également, dans un avenir plus ou moins lointain, l'industrie de l'armement.

Une autre solution intéressante, qui constitue également un signe de notre époque, réside dans le recours croissant à des systèmes sans pilote, ce qui permet d'éviter les pertes humaines. Le programme américain LOCAAS (Low Cost Autonomous Attack System) en constitue un exemple. Ce programme vise à affaiblir le potentiel de l'adversaire grâce à l'utilisation de petits missiles équipés de dispositifs de navigation GPS (inertielle et satellitaire). Grâce à l'emploi simultané de missiles de précision, les objectifs devraient pouvoir être atteints sans effets collatéraux [Urbański, 2000]. Une solution entièrement nouvelle aux problématiques évoquées ci-dessus pourrait être constituée par ce que l'on appelle les armements intelligents. Aux États-Unis, les recherches consacrées à ces armements du futur sont menées par l'Agence militaire de recherche prospective. L'un des programmes de recherche est consacré à un véhicule terrestre sans pilote utilisant un algorithme d'intelligence artificielle afin de mener de manière autonome des opérations de combat. De tels véhicules pourraient accomplir eux-mêmes des tâches complexes dans des environnements dangereux, notamment en cas de contamination chimique, biologique ou radioactive [Świątnicki, 1992].

La génération suivante est constituée par un système informatique qui collecte et traite de manière autonome les données provenant du champ de bataille et qui, sur cette base, prend des décisions concernant l'ordre et les modalités d'élimination de cibles préala-

blement sélectionnées. La résistance sociale au développement ultérieur de telles armes semble pleinement justifiée, mais il serait naïf de croire que l'humanité renoncera à poursuivre le perfectionnement de systèmes de combat autonomes dotés d'une intelligence artificielle, même limitée. Lewis Mumford, par exemple, exprimait déjà avec audace, dès les premières étapes de l'automatisation et de l'informatisation, ses inquiétudes quant à l'avenir de l'humanité et, en particulier, quant au droit des machines de prendre de manière autonome des décisions concernant la vie et la mort. Selon Mumford, l'humanité a atteint un moment où nous assistons à l'union intime du robot – *une machine pensante à forme humaine* – et de cette part de la nature humaine qui émerge des profondeurs les plus reculées du subconscient et est dépourvue de personnalité. Cette part du moi humain *s'est révélée plus brutale que la bête la plus cruelle*. La machine, quant à elle, est dépourvue de *l'instinct de conservation* et n'est pas capable de désactiver son propre mécanisme *même si celui-ci conduit la science et l'ensemble de la civilisation à leur perte* [Mumford, 1996]. De même, Erich Fromm estimait que l'association de la sphère émotionnelle de l'être humain au cerveau de l'ordinateur constituait le rêve de personnes cherchant à échapper au problème de leur propre liberté et de leur responsabilité [Fromm, 2000].

Sur le champ de bataille moderne, le soldat est souvent dirigé par l'intermédiaire d'un ordinateur. Le dispositif automatisé peut sélectionner l'ordre et la méthode d'élimination de cibles prédéfinies. Il arrive que le choix soit effectué par un microprocesseur capable de réagir plus rapidement. Cela peut se produire dans des situations d'urgence, par exemple lorsque l'ordinateur de bord détecte que le véhicule est pris pour cible par l'ennemi. Dans de tels cas, une fraction de seconde peut être décisive et c'est alors le système qui décide automatiquement d'agir afin de protéger l'équipage du véhicule contre un verrouillage efficace de la cible, puis contre sa destruction. Avec le développement de la technologie, une part croissante des tâches sera probablement transférée progressivement aux machines en raison de la précision et de la rapidité de l'analyse, de l'évalua-

tion et de la prise de décision. De nos jours, les microprocesseurs traitent rapidement les données et proposent des décisions qu'un être humain, plus lent dans son raisonnement et susceptible de commettre des erreurs, se contente généralement d'exécuter. À ce stade, toutefois, les machines ne sont encore que les exécutantes d'algorithmes spécifiques préalablement conçus par des êtres humains ; par conséquent, tout dysfonctionnement éventuel de l'algorithme résultera d'erreurs commises par ses créateurs. Cependant, avec le développement de ce que l'on appelle l'intelligence artificielle, on peut supposer qu'à un certain stade, le processus de sélection des objectifs et de prise de décision pourrait devenir de moins en moins dépendant de la volonté humaine. C'est pourquoi le rôle croissant des médias peut également accroître la responsabilité tant des décideurs que des différents membres de la société quant à l'orientation future du développement des technologies d'armement. Le contrôle social résultant d'une circulation de plus en plus libre de l'information et de l'existence d'agences d'information professionnelles et indépendantes constitue, d'une part, l'un des fondements de sociétés conscientes et, d'autre part, un mécanisme efficace d'autorégulation sociopolitique. Dans le même temps, le rôle des activités psychologiques dans les conflits futurs augmentera progressivement avec le développement des médias et l'élargissement de l'accès à l'information [Heisbourg, 1998].

Les médias contemporains sont les yeux et les oreilles des sociétés du monde entier, et les journalistes se trouvent en première ligne de cette lutte particulière pour l'accès à l'information actuelle. Malheureusement, comme c'est toujours le cas lorsqu'il s'agit de l'accès à l'information, cela crée également un espace propice aux abus. D'un autre côté, toutefois, la possibilité d'accéder en permanence à des informations actualisées, sans pouvoir en modifier librement le contenu, fait que la manipulation demeure possible, mais dans une mesure moins importante qu'auparavant. Aujourd'hui, les journalistes accèdent pratiquement à tous les lieux, presque sur un pied d'égalité avec les soldats. Pendant la guerre du Golfe, ils étaient en-

core tenus de rester à l'arrière. Lorsqu'ils souhaitaient se rendre sur les lieux de stationnement des unités militaires, ils étaient regroupés en équipes organisées, transportés uniquement vers des endroits déterminés, puis n'avaient accès qu'à des informations strictement sélectionnées par les militaires : *des images de bombes intelligentes ressemblant à celles d'un jeu vidéo ; des feux d'artifice lorsque l'arrivée des Scud rencontrait les missiles sol-air Patriot ; des lance-roquettes multiples (MLRS) enveloppés de fumée, tirant des missiles en direction de l'Irak au-delà de l'horizon, alors que le front se trouvait en réalité ailleurs. Pendant toute la guerre, pas un seul soldat tué des forces alliées ne fut montré* [Heisbourg, 1998].

Le consommateur actuel des médias modernes est devenu beaucoup plus exigeant qu'il ne l'était encore dix ans auparavant. Il ne se contente plus d'exiger des informations récentes et intéressantes : il participe activement à la recherche d'informations sur Internet. Cela signifie qu'il a acquis une capacité particulière à confronter et à vérifier différents contenus ainsi que leurs sources. Dans la course à l'attention, les médias proposent à leur public les images les plus récentes, les plus spectaculaires et souvent les plus choquantes du champ de bataille. La guerre dans les médias est devenue une sorte de spectacle. Elle ne suscite l'intérêt que pendant un certain temps et, plus le conflit se prolonge, plus il devient inévitablement lassant pour le spectateur moyen et, par conséquent, de moins en moins attractif. La guerre en Tchétchénie en constitue un exemple, tout comme le conflit contemporain en Ukraine, qui ne suscite plus autant d'émotion qu'à ses débuts. Même le conflit prolongé et dramatique dans les Balkans n'attira pas autant l'attention des médias mondiaux que les bombardements spectaculaires menés par les forces aériennes de l'Alliance de l'Atlantique Nord dans l'ex-Yougoslavie. Dans ce contexte, et compte tenu de l'entrée presque révolutionnaire des médias sur le champ de bataille, la guerre est devenue un élément très important de la politique. Idéalement, elle est brève et se termine par la résolution du problème qui l'a provoquée. Il va de soi que la situation idéale suppose également que les pertes soient limi-

tées, tant parmi les soldats de son propre camp que parmi la population civile. Selon F. Heisbourg, deux types de guerres peuvent exister dans une société moderne : *d'une part, des conflits courts, donnant l'impression de résoudre rapidement le problème et bénéficiant d'un large écho médiatique ; d'autre part, des conflits qui s'éternisent et suscitent peu d'intérêt de la part des médias lorsqu'ils ne font pas de victimes ou ne comportent pas d'autres éléments particulièrement dramatiques* [Heisbourg, 1998].

La littérature du début du XXI^e siècle regorge de spéculations sur les guerres du futur. Certaines de ces projections paraissent hautement vraisemblables compte tenu de la large diffusion des connaissances relatives aux progrès les plus récents dans le domaine des technologies d'armement. Les prévisions démographiques analysées, les portraits psychologiques des dirigeants nationaux ainsi que les analyses de la situation politique dans différentes régions du globe ne sont pas non plus sans importance. L'ouvrage qui, à la lumière des considérations précédentes, retient particulièrement l'attention est *Next World War* de Caspar Weinberger, diplômé d'Oxford, enseignant au Hoover Institute de l'Université Stanford et ancien secrétaire à la Défense dans l'administration de Ronald Reagan, ainsi que de Peter Schweizer. Parmi les futurs foyers potentiels de conflit sont notamment mentionnés une invasion de Taïwan par la Chine, une guerre dans la péninsule coréenne, une guerre des États-Unis contre l'Iran et le Mexique, une invasion de la Pologne et d'autres pays européens membres de l'OTAN par la Russie, des guerres du Japon avec des pays voisins de la région du Pacifique, ainsi que de nombreux autres exemples [Weinberger, Schweitzer, 1999].

Avec la chute du rideau de fer et la fin de ce que l'on appelait la « guerre froide », la nature des conflits armés contemporains se transforma elle aussi. Au lieu d'affrontements entre deux puissants blocs d'États disposant de potentiels de destruction comparables et technologiquement avancés, des conflits de moindre ampleur entre différents pays commencèrent à se multiplier. En outre, ces pays commencèrent à se distinguer selon leur niveau de développement

civilisationnel (économique, technologique et social). Il apparut qu'à côté des pays hautement développés existaient des États se situant encore à un niveau tribal et clanique, où l'accès à l'électricité ou à l'eau courante constituait un signe d'un avantage et d'un luxe difficilement concevables. D'un autre côté, certains États autrefois puissants s'effondrèrent économiquement et perdirent presque du jour au lendemain leur importance d'antan. Le monde contemporain se compose de régions caractérisées par des niveaux de vie radicalement différents et peuplées de personnes ayant des mentalités et des cultures totalement distinctes. Fait encore plus intéressant, les sociétés des États défaillants et émergents ont acquis l'accès à de nombreuses technologies qu'elles ne sont pas en mesure de produire dans leurs propres conditions, telles que les technologies mondiales de communication. Les sociétés des régions les plus faibles et les moins développées du monde commencèrent à recourir à diverses stratégies asymétriques et hybrides afin de compenser leurs déficits techniques, économiques et de formation. Il apparut rapidement qu'une coalition de pays hautement développés pouvait prendre rapidement le contrôle de n'importe quel État, mais qu'elle aurait des difficultés à maintenir durablement son pouvoir. Les différences sociales et culturelles sont si importantes qu'elles exigent des efforts considérables pour permettre ne serait-ce qu'une gestion partielle de sociétés intérieurement diversifiées. Les actions asymétriques et hybrides n'auraient jamais été aussi efficaces sans l'existence des médias mondiaux et sans la mentalité propre aux sociétés développées. Cette conscience collective, qui résulte d'une évolution sociale ininterrompue, a permis à des actes terroristes isolés d'exercer une influence réelle sur les décideurs politiques. D'un autre côté, les sociétés développées tirent elles aussi des enseignements de l'expérience, comme en témoigne l'approche beaucoup plus réaliste adoptée aujourd'hui par les pays de l'Union européenne à l'égard des réfugiés originaires d'Afrique et du Moyen-Orient qu'il y a seulement quelques années. Les disproportions mentionnées ci-dessus dans le développement civilisationnel, technologique et mental des

différents cercles culturels sont à l'origine de nombreux problèmes contemporains.

Les chercheurs qui étudient cette problématique distinguent trois types de guerres susceptibles de se produire à l'avenir [Heisbourg, 1998] :

- 1) les conflits provoqués par des personnes aux convictions religieuses extrêmes, dirigés contre la civilisation occidentale au sens large, le plus souvent inspirés et financés par diverses dictatures antioccidentales qui cherchent parallèlement à se doter d'armes de destruction massive afin de garantir leur sécurité face à la « dictature » prohumanitaire de l'Occident : ce que l'on appelle le « croissant de crise », qui s'étend de l'Afrique du Nord à l'Afghanistan.
- 2) Les guerres de succession menées entre différentes nations ou différents groupes ethniques (religieux) ayant autrefois coexisté au sein d'États communs (généralement créés de manière artificielle).
- 3) Les guerres « traditionnelles » (dans l'esprit de Clausewitz), visant à prendre le contrôle d'un autre pays ou à acquérir un avantage sur celui-ci, à obtenir des bénéfices matériels ou à assumer un rôle dirigeant et dominant dans une région donnée du monde. Dans le contexte de ces conflits, certains chercheurs estiment que *l'Asie de l'Est de 2014 sera presque identique à l'Europe de 1914* [Heisbourg, 1998].

Du point de vue de 2017, on peut considérer que cette hypothèse ne s'est réalisée que partiellement.

Compte tenu de ce qui précède, il semble que le monde contemporain évolue vers une mondialisation progressive, processus caractérisé par de nombreux conflits d'intensité variable. L'axe principal de ces divisions résulte des différences mentionnées ci-dessus dans le niveau de développement et la mentalité des différentes sociétés. Dans le même temps, on observe également une tendance croissante des pays développés à réduire progressivement les écarts de niveau de vie et à soutenir les pays et les régions qui constituent les

causes profondes de conflits potentiels. Les technologies mondiales de communication, et en particulier les médias sociaux au cours de la dernière décennie, jouent un rôle majeur dans ce processus.

Par conséquent, les forces armées et leurs modes d'action évolueront également. Les soldats devront développer des compétences de plus en plus avancées ainsi qu'une grande résilience psychologique. Cela résultera du fait que l'utilisation de technologies modernes présentant un potentiel de destruction toujours plus important s'accompagnera également d'une responsabilité considérable. Les soldats seront soumis à un stress extrême, à une forte pression temporelle et, dans le même temps, seront conscients du poids de leurs décisions. L'intensification des opérations de combat les obligera à prendre des décisions rapides tout en disposant d'un accès approprié à des technologies de destruction de plus en plus avancées (y compris à un nombre croissant de systèmes sans pilote – note de l'auteur). Ainsi, chaque soldat du futur deviendra dans une certaine mesure son propre commandant, disposant d'un certain degré d'autonomie et contraint de prendre ses propres décisions : *plus que jamais, il devra compter sur lui-même. À cet égard, le champ de bataille moderne est déjà un lieu très solitaire, et celui de l'avenir le deviendra davantage encore* [Heisbourg, 1998].

Pour les raisons exposées ci-dessus, ainsi qu'en raison du fonctionnement inévitable dans un environnement marqué par l'omniprésence des médias (y compris la retransmission en temps réel, par des civils, des différentes phases des opérations), les guerres du futur deviendront non seulement plus rapides et plus précises, mais elles impliqueront également de moins en moins directement le facteur humain sur le champ de bataille, en particulier dans les zones présentant le plus grand risque de pertes humaines. Cela soulèvera à son tour la question de la nécessité de maintenir des civils dans les zones dangereuses lorsqu'aucun soldat ne s'y trouve et que la plupart des tâches sont accomplies par des systèmes sans pilote hautement avancés. Il n'est pas facile de répondre clairement à cette question ; toutefois, le fait que les civils pourront eux aussi être manipulés par

les moyens de communication de masse conduira probablement, tôt ou tard, à subordonner le déclenchement de toute opération à l'évacuation préalable de la population civile hors de la zone de danger. Cette approche relève davantage du pragmatisme que de considérations humanitaires.

En revenant à la deuxième décennie du XXI^e siècle, la nature des conflits futurs pourra être déterminée dans une large mesure par le développement ultérieur des technologies d'usage courant, notamment des technologies de communication. D'un côté, les forces armées s'orienteront de plus en plus vers des solutions centrées sur les réseaux sur le champ de bataille. Dans le cas de l'armée, une perspective de dix à quinze ans est relativement courte ; aucune révolution n'est donc anticipée à cet égard. Il en va autrement des technologies civiles d'usage quotidien, où de nombreuses innovations apparaissent chaque année sur le marché afin de faciliter la vie, sans même parler des appareils domestiques toujours plus performants. Aujourd'hui, la question des robots dotés d'une intelligence limitée et capables d'accomplir des tâches simples à la place des êtres humains devient de plus en plus populaire. On peut en réalité supposer que le développement de la robotique évoluera parallèlement dans deux directions :

- la création de dispositifs destinés à remplacer l'être humain ;
- le développement de technologies ;
- améliorant les capacités humaines (par exemple les exosquelettes, les prothèses modernes remplaçant des parties du corps perdues ou endommagées, ainsi que les futurs implants).

Dans le premier cas, la technologie facilitera la vie des individus ; dans le second, elle prolongera la durée de la vie et en améliorera la qualité. À cet égard, la dimension interpersonnelle liée à la nature sociale de notre espèce revêt également une grande importance. Il faut donc s'attendre non seulement à la poursuite du développement des technologies de communication, mais aussi à l'utilisation des avancées les plus récentes de la robotique afin d'améliorer ces technologies d'échange d'informations. On peut dès lors supposer

que le niveau de synchronisation sociale des individus continuera de progresser, ce qui signifie également que les civils conserveront leur statut de participants actifs aux crises et conflits futurs. Cela renforcera l'importance des opérations psychologiques, car assurer une communication efficace entre les forces armées et la population civile deviendra une nécessité absolue pour atteindre de manière effective les objectifs de toute opération militaire menée dans des zones habitées. La possibilité de rendre compte en temps réel du déroulement de tout conflit sera tout aussi importante. L'opinion publique internationale exigera non seulement des informations fiables, mais aussi le respect absolu des droits de l'homme et des droits civiques.

Avec le développement des technologies de l'information et la synchronisation croissante de différents groupes sociaux, la population civile cessera d'être un observateur anonyme des opérations armées. Elle deviendra une force réelle avec laquelle il faudra compter et que l'adversaire pourra exploiter de manière extrêmement efficace. Il est probable que les crises futures puissent modifier sensiblement l'architecture contemporaine de sécurité dans les régions du monde où s'affrontent de nombreux intérêts sociaux représentés par différents groupes de la société. Parmi les exemples figurent le Brexit, les tendances indépendantistes croissantes en Catalogne, la situation actuelle dans l'est de l'Ukraine, la crise vénézuélienne ou encore les futurs mouvements sociaux susceptibles d'apparaître prochainement, notamment dans les pays asiatiques technologiquement avancés. Grâce au développement des technologies de l'information, le monde est entré dans une phase de profonde transformation sociale, ce qui signifie que nombre des structures existantes régissant les relations politiques, sociales et militaires perdent progressivement de leur pertinence. Les structures étatiques et supranationales qui comprendront le plus rapidement la nature de ces nouvelles tendances et de ces changements auront une chance non seulement d'assurer un développement stable, mais aussi d'occuper une place importante dans la nouvelle architecture mondiale de sécurité.

Jusqu'à présent, l'histoire n'a jamais montré une évolution civilisationnelle se déroulant de manière régulière selon une tendance sinusoïdale. Elle ressemblait plutôt à l'évolution des organismes biologiques, riche d'innombrables événements, tant négatifs que positifs. En conséquence, de nouvelles formes commencèrent à apparaître dans cet organisme en constante évolution (en s'adaptant aux changements de son environnement), avant de devenir avec le temps plus matures ou de disparaître. De nombreux animaux vivant aujourd'hui portent encore dans leur organisme des traces manifestes de ces expérimentations de Mère Nature, et l'être humain ne fait pas exception. À l'arrière du crâne, nous conservons le vestige d'un organe sensoriel qui réagissait à la lumière ; dans la partie inférieure de la colonne vertébrale, le *coccyx vestigial*. L'évolution est en réalité une succession d'erreurs plus ou moins importantes grâce auxquelles il a été possible d'aboutir à une forme finale plus fonctionnelle. Dans le cas de l'évolution sociale, les changements se produisent non seulement très lentement, mais le processus lui-même n'est ni stable ni pacifique. Les grandes religions et idéologies en offrent un exemple, puisqu'elles ont bouleversé de fond en comble la philosophie jusqu'à dominante du fonctionnement des individus et des sociétés. Toutefois, le caractère progressiste des idées proclamées était si difficile à accepter, voire totalement inacceptable, que les générations successives de leurs adeptes finirent, dans la pratique, par déformer l'idée originelle afin de l'adapter au niveau de développement civilisationnel de leur époque. Le christianisme, qui a longtemps légitimé les croisades, en constitue un exemple ; il en va de même de l'idéologie socialiste, dont les principes étaient manifestement contraires au fonctionnement des États officiellement socialistes, ou encore du bouddhisme, qui a donné naissance à une hiérarchie institutionnalisée de temples ayant peu de rapport avec l'aspiration à atteindre un état de détachement à l'égard de la condition mortelle. Partout dans le monde, les religions ou les idéologies centrées sur la spiritualité des sociétés ont été condamnées, à long terme, à l'échec. Au niveau actuel de développement social, les individus

n'étaient non seulement pas prêts à accepter les idées qu'elles prônaient, mais souvent même à les comprendre. De nos jours, à l'ère de la mondialisation, la tendance à l'unification globale a, d'une certaine manière, provoqué automatiquement une résistance croissante des sociétés désireuses de préserver leur propre identité et, par conséquent, exprimant ouvertement leur réticence à une intégration plus poussée. Dans l'ensemble, il est toutefois évident que la tendance à la mondialisation ne peut être ni arrêtée ni évitée. Elle résulte de l'évolution sociale et civilisationnelle propre à l'espèce humaine. Elle est soutenue non seulement par les mécanismes du marché mondial, mais également par l'échange ininterrompu d'informations entre les jeunes générations, ce qui contribue à estomper les différences résultant de la formation distincte des différentes cultures. Au début du Moyen Âge, la notion de nation n'existait pas encore ; il s'agissait plutôt de tribus unies par la personne d'un souverain commun, par des intérêts partagés ainsi que par un système de croyances et des codes culturels relativement similaires. Il existait néanmoins de nombreux éléments distinctifs ainsi qu'une forte identité tribale. Il est probable que, si l'on avait affirmé aux hommes de cette époque qu'au cours des quelques siècles suivants ils formeraient une seule et même nation, ils auraient contesté une telle idée. Si l'on considère les États-Unis d'Amérique actuels, nés de la lutte commune de treize colonies indépendantes les unes des autres (le mot « state » signifie « État »), l'Union européenne, créée par un nombre encore plus important d'États encore plus diversifiés, ou encore la Chine, composée de provinces souvent très différentes sur le plan culturel, il apparaît clairement que le processus d'unification se poursuit inévitablement, indépendamment de la culture et de la situation géographique. Un facteur commun réside dans l'installation suffisamment durable de ces communautés sur un même territoire ainsi que dans le maintien et le développement de relations réciproques. Il est évident qu'en vivant côte à côte, il est impossible d'éviter ce processus. À l'origine, les individus formèrent des clans, puis les clans se regroupèrent en tribus, et celles-ci donnèrent naissance aux nations. Aujourd'hui, les

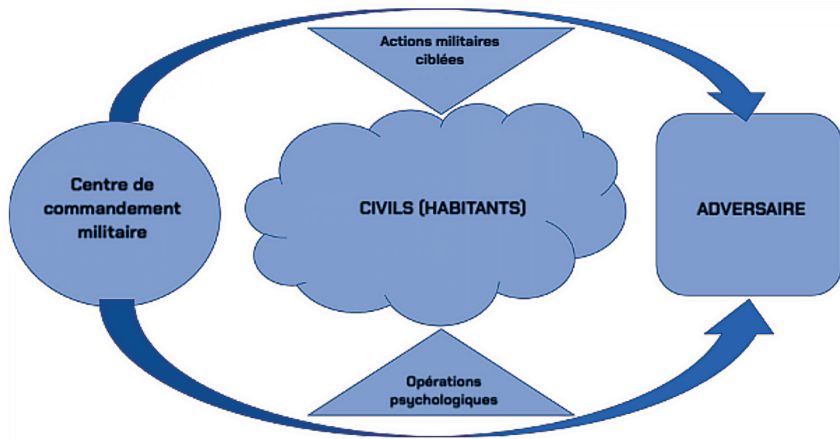
nations créent des organismes multinationaux, lesquels commenceront, au cours des siècles à venir, à former une société mondiale. En réalité, toutefois, ce processus pourrait s'avérer beaucoup plus rapide, car le développement des technologies de communication permet désormais un échange d'informations en temps réel entre les différents habitants du monde. Cela signifie que les individus sont déjà en train de former une seule société, avec cette différence importante qu'ils restent encore conscients de leurs propres identités culturelles. L'objectif des auteurs n'est pas de porter une quelconque appréciation morale ou éthique sur ce phénomène, mais uniquement d'en signaler l'existence depuis les débuts de notre civilisation.

À quoi peuvent donc ressembler le monde et les conflits futurs à l'ère de la diffusion d'Internet au cours des prochaines décennies, et en particulier au cours de la troisième décennie du XXI^e siècle ? On peut d'ores et déjà affirmer que les conflits futurs pourront avoir un fondement culturel (la lutte entre partisans et opposants à l'unification, que l'on peut déjà observer à une échelle limitée), porter sur l'accès aux ressources naturelles (ce type de lutte disparaîtra probablement de manière naturelle à mesure que se développeront des technologies alternatives de production d'énergie, de nourriture et d'eau), ainsi que sur la maîtrise de nouvelles technologies conférant un avantage sur les autres sociétés. Le deuxième type de lutte n'est pas encore perceptible, mais il est possible qu'il devienne l'un des principaux foyers de tensions. Cela pourrait notamment se produire à mesure que se développeront des technologies permettant de produire les matières premières nécessaires, lesquelles doivent aujourd'hui encore être extraites directement de gisements naturels. L'espace et les profondeurs océaniques constitueront un élément très important de la compétition future en raison de la possibilité d'exploiter des ressources pratiquement inépuisables, ce qui, dans la phase initiale du développement des technologies de production de matières premières, pourrait tout simplement se révéler une solution moins coûteuse. Il ne faut pas oublier que d'autres planètes et lunes, voire des météorites, peuvent renfermer des éléments encore

totallement inconnus présentant des propriétés spécifiques. En revenant toutefois à notre époque, qui correspond à un stade encore très précoce du développement de la civilisation mondiale, la troisième décennie pourrait être marquée par une compétition pour des gisements beaucoup plus facilement accessibles dans l'Arctique. Le changement climatique progressif pourrait entraîner la désertification de zones densément peuplées, ce qui provoquerait à son tour l'exode des populations locales et donnerait le coup d'envoi à une nouvelle phase des grandes migrations de populations. Dans le même temps, l'accès massif et inévitable à Internet, ainsi que la facilité de communication mutuelle et d'auto-organisation, feront de ces mouvements de population un défi majeur pour l'architecture mondiale de sécurité. Cela sera d'autant plus vrai lorsque les dispositifs techniques externes permettant de communiquer entre individus seront remplacés par des dispositifs couplés au système nerveux, tels que des implants. La connexion à Internet prendra alors une tout autre dimension et deviendra très difficile à limiter, sans même parler de la désactiver. Le rythme des changements à venir pourrait également constituer un défi, car il ne fait aucun doute que les pays riches du Nord sont en mesure d'accueillir progressivement un nombre même très important de migrants. La situation changera toutefois si le rythme des arrivées devient trop élevé. On peut supposer que le problème actuel des réfugiés originaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ne constitue qu'un avant-goût de ce qui pourrait survenir dans un avenir proche. Pour cette raison, la crise migratoire actuelle peut être considérée comme une sorte de bénédiction, dans la mesure où elle adresse à l'Europe et au reste des régions riches du monde un signal d'alarme quant à la manière de faire face à des problèmes similaires à l'avenir. Dans ce contexte, le rôle des médias sociaux pourrait s'avérer fondamental : d'un côté, ils pourraient devenir un outil dangereux permettant de transformer rapidement une foule de civils en une quasi-armée ; de l'autre, ils pourraient également servir d'instrument pour orienter et gérer les flux de populations, quelle que soit leur ampleur.

La guerre du futur sera probablement, d'un côté, un affrontement entre technologies militaires modernes (systèmes sans pilote avancés, exosquelettes et blindages, vêtements intelligents transformant les soldats en surhommes, nouveaux types d'armes agissant sur les sens, tels que les ultrasons, les micro-ondes, les éclairs aveuglants, etc.) et, parallèlement, une mobilisation et une gestion efficaces des populations civiles grâce aux technologies modernes de communication. Il peut sembler surprenant qu'à ce jour aucune restriction juridique n'ait été proposée concernant l'utilisation des médias sociaux à des fins contraires aux droits de l'homme et aux droits civiques, par exemple l'utilisation de civils comme « armes » destinées à affaiblir ou à détruire le potentiel militaire d'un adversaire. Ainsi, d'un côté, les guerres deviendront beaucoup plus précises et, dans le même temps, les forces combattantes seront beaucoup moins nombreuses, au profit d'équipements hautement spécialisés destinés à remplacer l'être humain sur le champ de bataille. Les soldats seront des spécialistes de tout premier ordre, chargés d'accomplir les tâches que les machines ne pourront pas exécuter et disposant, à cette fin, de technologies appropriées destinées à accroître leurs capacités. Chaque soldat deviendra un commandant partiellement autonome, assisté par des systèmes sans pilote interconnectés (terrestres, aériens, maritimes et souterrains) et disposant ainsi d'une puissance de destruction aujourd'hui inimaginable. Dans le même temps, il pourra communiquer avec les civils vivant dans la zone de conflit et les avertir des opérations en cours. La population directement ou indirectement touchée par une opération militaire sera probablement prise en charge par des équipes de spécialistes des opérations psychologiques, et ces activités seront synchronisées avec les actions menées en temps réel sur le champ de bataille. D'un côté, l'objectif sera de réduire au minimum les pertes civiles ; de l'autre, il s'agira d'empêcher que des foules de civils ne se transforment en armes, que ce soit spontanément ou sous l'effet de l'intervention de tiers. Les considérations exposées ci-dessus sont illustrées dans la figure ci-dessous.

Fig. 3. Opérations armées des 2^e et 3^e décennies du XXI^e siècle,



Source : étude des auteurs

La population civile deviendra, dans les conflits futurs, aussi importante que les forces de l'adversaire. Le fait de savoir qu'elle peut rapidement devenir une « composante civile » des opérations armées influera sur le respect des droits de l'homme par les parties belligérantes. Dans le même temps, les forces armées s'efforceront d'empêcher l'implication accidentelle ou délibérée des civils dans les combats ou, à l'inverse, d'exploiter leur potentiel en tant que force organisée et de l'orienter contre l'adversaire. Il est également possible que cette situation nécessite l'adoption de dispositions de droit international imposant l'évacuation obligatoire des civils hors de la zone de conflit avant toute action entreprise par les parties belligérantes. Contrairement aux apparences, grâce à l'utilisation des technologies modernes de communication de masse, cette tâche ne doit pas nécessairement être difficile ; elle pourrait même s'avérer plus avantageuse que le risque lié au maintien des civils sur place. La guerre qui se déroule actuellement en Ukraine comporte certains éléments embryonnaires de ces nouveaux types de conflits, mais elle est encore menée principalement par des forces armées professionnelles, qui ne sont soutenues que dans une mesure limitée

par des unités composées de volontaires civils. Les conflits futurs se dérouleront à parts égales dans l'espace géographique et dans l'espace virtuel. Les activités des pirates informatiques viendront appuyer les tactiques et les stratégies préalablement élaborées par les spécialistes des opérations psychologiques, en dissimulant, en falsifiant ou en renforçant un message déterminé adressé à des groupes cibles précisément sélectionnés. Il est probable que, dans un avenir proche, il sera totalement interdit aux soldats d'utiliser tout moyen de communication privé pendant leur service, et a fortiori pendant les exercices. Ils seront alors limités aux seuls moyens de communication militaires. On peut supposer que les conflits futurs reposeront sur trois catégories de soldats : les techniciens (responsables des armements hautement avancés, y compris de leur sécurisation et de leur utilisation opérationnelle), les spécialistes des technologies de l'information (chargés du combat technique dans le cyberspace) et les psychologues (responsables des actions psychologiques menées dans la zone de combat). Les techniciens et les spécialistes des technologies de l'information mèneront des attaques cinétiques couplées à des cyberattaques visant l'infrastructure informatique de l'adversaire ; les psychologues et les spécialistes des technologies de l'information agiront simultanément sur la sphère mentale des soldats ennemis et des civils. Il sera plus important d'empêcher l'adversaire de poursuivre le combat et d'en prendre le contrôle que d'éliminer son potentiel. Le rôle du renseignement, destiné à identifier les faiblesses du dispositif de défense et du système de commandement de l'adversaire, ainsi que celui du renseignement psychologique visant à permettre des opérations efficaces d'influence sur l'adversaire et la population civile, gagneront en importance. Compte tenu de la possibilité de rendre compte en temps réel du déroulement d'un conflit, il sera également tout aussi important d'influencer l'opinion publique mondiale, capable d'exercer une pression sur les gouvernements nationaux. La différence entre les guerres passées et celles qui seront menées au cours des prochaines décennies résidera non seulement dans le déplacement du centre de gravité vers des technologies d'ar-

mement avancées, mais aussi dans le fait d'accorder à la population civile une attention presque aussi importante qu'aux forces de l'adversaire. Un adversaire dépourvu de telles capacités technologiques et méthodologiques constituera une cible facile, compte tenu de la possibilité de mobiliser sa propre population civile afin d'affaiblir sensiblement ses capacités d'attaque et de défense, tout en détruisant ou en prenant le contrôle d'éléments d'infrastructure critique.

Dans la phase suivante de la prise de contrôle d'une zone de conflit, les spécialistes en psychologie chargés d'utiliser les technologies de communication de masse afin de contrôler le comportement de la population civile joueront un rôle essentiel. Ces actions devront impérativement être précédées d'une reconnaissance appropriée, puis être couplées à des actions cinétiques précises. L'absence d'une telle synchronisation a constitué un problème lors des opérations récentes en Irak et en Afghanistan, rendant pratiquement impossible une gestion efficace de la zone post-conflit. Les guerres et les crises de la deuxième décennie du XXI^e siècle ont montré que la population pouvait se transformer rapidement en une composante civile extrêmement puissante. Dans le même temps, à mesure que les conflits s'intensifiaient, ce potentiel devenait impossible à contrôler, entraînant des destructions dans l'ensemble de la zone touchée. Il reste à espérer que les instigateurs potentiels des guerres futures sauront en tirer les enseignements et s'efforceront de conserver le contrôle de la situation, afin que ni la première ni la deuxième phase du conflit ne conduisent à une destruction totale, causant la mort de nombreuses personnes innocentes et d'immenses dégâts.

RÉFÉRENCE

Sources thématiques :

- Adamkiewicz M., *Oblicza śmierci. Propedeutyka tanatologii [Les visages de la mort. Introduction à la thanatologie]*, ECE, Toruń 2004.
- Aleksandrowicz T., *Współczesny terroryzm międzynarodowy – nowe zagrożenia, nowe wyzwania [Terrorisme international contemporain : nouvelles menaces, nouveaux défis]*, [dans :] J. Szafranski, J. Kosiński (ed.), *Współczesne zagrożenia terrorystyczne oraz metody ich zwalczania [Les menaces terroristes modernes et les moyens de les contrer]*, Wydawnictwo Wyższej Szkoły Policji, Szczytno 2007.
- Arreguin-Toft I., *How the Weak Win Wars. A Theory of Asymmetric Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge 2005.
- Balcerowicz B., *Pokój i „nie-pokój” na progu XXI wieku [La paix et la « non-paix » au début du XXIe siècle]*, Bellona, Warsaw, 2002.
- Bertil H., Niklas B., MarcusVan D. , *Marketing sensoryczny [Marketing sensoriel]*, PWE, Warsaw 2010.
- Bołoz W., *Życie w ludzkich rękach; podstawowe zagadnienia bioetyczne [La vie entre les mains de l'homme ; questions fondamentales de bioéthique]*, Warsaw 1997.
- Clausewitz C., *On war [On war]*, Lublin 1995.
- Cole R., *Irregular threats and challenges*, „Marine corps Gazette”, 2010, no. 10, pp. 80–81.
- Czupryński A., *Asymetria we współczesnych konfliktach zbrojnych, praca naukowo-badawcza [L'asymétrie dans les conflits armés]*

- contemporains, travaux de recherche*], Akademia Obrony Narodowej, Warsaw 2012.
- Dawkins R., *Samolubny gen [Le gène égoïste]*, Prószyński Media 2012.
- Durozoi G., Roussel A., *Filozofia. Słownik: pojęcia, postacie, problem [Philosophie. Dictionnaire : notions, personnages, problèmes]*, Warsaw 1997.
- el-Bijou L., *Arab uprising: Country by country – Libya*, BBC, <http://www.bbc.com/news/world-12482311>, 16.12.2013.
- Elak L., Michalak A., *Przewaga w działaniach asymetrycznych [Avantage dans les opérations asymétriques]*, Quarterly “Bellona” No. 2/2014 (677), Ministry of National Defense, Warsaw 2014.
- Evans M., *From Kadesh to Kandahar. Military theory and the future of war*, „Naval war college Review” 2003, no. 3.
- Fascism in Russian*, Michał Kaciewicz’s conversation with Boris Nemtsov, “Newsweek” 2015, no. 10.
- Fromm E., *Rewolucja nadziei. Ku uczłowieczonej technologii [La révolution de l’espoir : vers une technologie au service de l’humain]*, Rebis, Warsaw 2000.
- Fromm E., *Wojna w człowieku [La guerre intérieure]*, Gdańsk 1991.
- Fukuyama F., *Koniec historii [Fin de l’histoire]*, Wydawnictwo Zysk i S-ka, Poznań 1996.
- Gentile G.P., *The imperative for an American general purpose army that can fight*, „Orbis” 2009, no. 3.
- Górniewicz M., *Charakterystyka wybranych metod chińskich i japońskich działań psychologicznych: od starożytności, po czasy współczesne [Caractéristiques de certaines méthodes d’opérations psychologiques chinoises et japonaises : de l’Antiquité à nos jours]* [dans :] « Przegląd Naukowo-Metodyczny: Edukacja dla bezpieczeństwa » 2016, No. 3/2016 (32), Poznań 2016.
- Górniewicz M., *Metodyka planowania i prowadzenia amerykańskich operacji psychologicznych. Ideologia, a edukacja, Patologie edukacji: ideologia, polityka, biurokracja*, t. 2. [Méthodologie de planification et de conduite des opérations psychologiques améri-

- caines, Idéologie et éducation, Pathologies éducatives : idéologie, politique, bureaucratie. Tome 2*], Poznań 2016.
- Górnikiewicz M., Szczurek T., *Mass media and social media in a hybrid war as illustrated by the conflict in Ukraine of 2014–2015* [dans :] *Information security as a part of national security in Eastern Europe*, Kharkiv 2016.
- Gryz J., *Zagrożenia bezpieczeństwa państwa XXI wieku [Les menaces qui pèsent sur la sécurité d'un État du XXIe siècle]*, Akademia Obrony Narodowej, Warsaw 2004.
- Hall E.T., *Poza kulturą [Au-delà de la culture]*, Wyd. PWN, Warsaw 1984.
- Heisbourg F., *Wojny. Prognozy XXI wieku [Les guerres. Prévisions pour le XXIe siècle]*, Prószyński i Ska, Warsaw 1998.
- Hofstede G., Bond M.H., *The Confucius connection: From cultural roots to economic growth*, *Organizational Dynamic*, 1988, no. 4.
- Hofstede G., Hofstede G.J., *Kultury i organizacje [Cultures et organisations]*, Polskie Wydawnictwo Ekonomiczne, Poznań 2007.
- Hofstede G., McCrae R.R., *Personality and culture revisited: linking traits and dimensions of culture*, *Cross Cultural Research from 2004*, vol. 38 no. 1.
- Hołówka J., *Etyka w działaniu [Éthique en action]*, Warsaw 2001.
- Howard H., *Wojna w dziejach Europy [La guerre dans l'histoire de l'Europe]*, Wrocław 1990.
- Huber M., *Compound Warfare: A Conceptual Framework*, [dans :] T.M. Huber (ed.), *Compound Warfare: That Fatal Knot*, U.S. Army Command and General Staff College Press, Fort Leavenworth 2002.
- Husain M., *How Facebook Changed the World – the story of the Arab Spring episode 1*, BBC, 05.09.2011.
- Inkeles A., Levinson D.J., *National character: The study of modal personality and sociocultural systems* [dans :] G. Lindzey, E. Aronson (ed.), *The handbook of social psychology*, Addison–Wesley 1969.

- Inkeles A., Levinson D.J., *National character: The study of modal personality and sociocultural systems* [dans :] G. Lindzey, E. Aronson (ed.), *The handbook of social psychology*, Addison–Wesley 1969.
- Jakubczak R., Martowski R.M., *Powszechna Obrona Terytorialna w Cyberbronie i agresji hybrydowej [Défense territoriale universelle face à la cyberdéfense et aux agressions hybrides]*, AWM, Warsaw 2017.
- Jedynak S., *Teorie konfliktu społecznego [Théories du conflit social]*, [dans :] A. Żuk (ed.), *Konflikt i walka [Conflits et combats]*, Lublin 1996.
- Kaldor M., *New & Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, Stanford University Press, Stanford 2001.
- Keegan J., *Historia wojen [Histoire des guerres]*, Warsaw 1998.
- Kiepas A., rbański J., *Filozofia: wybrane problemy filozofii techniki [Philosophie : problèmes choisis de la philosophie de la technologie]*, Wojskowa Akademia Techniczna, Warsaw 1994.
- Korotayev A., Zinkina J., *Egyptian Revolution: A Demographic Structural Analysis*. Entelequia. Revista Interdisciplinar 13 (2011).
- Koziej S., *Między piekłem a rajem. Szare bezpieczeństwo na progu XXI wieku [Entre l'enfer et le paradis. La sécurité « grise » à l'aube du XXIe siècle]*, Wydawnictwo Adam Marszałek, Toruń 2008.
- Lasica D.T., *Strategic Implications of Hybrid War: A Theory of Victory, school of Advanced Military studies, united Army command and General staff college press*, Fort Leavenworth 2009.
- Lasota J., *Asymetria konfliktów zbrojnych, rozprawa doktorska [Asymétrie des conflits armés, thèse de doctorat]*, Akademia Obrony Narodowej, Warsaw 2012.
- Mandel M.D., *The Future of War: Organizations as Weapons*, Potomac Books, Washington 2005.
- Matraszek K., Pawłowski C., Ryndak M., Such J., *Filozofia [Philosophie]*, Vol. I, *Outline of history*, Warsaw 1989.
- Mccuen J.J., *Hybrid Wars*, „Military Review”, 2008, no. 2.
- McMahan J., *Wojna i pokój [La Guerre et la Paix]*, [dans :] P. Singer (ed.), *Przewodnik po etyce [Guide sur l'éthique]*, Warsaw 1998.

- Mumford L., *In the Name of Socialist Humanism*, New York 1966.
- Mumford L., *Technika a cywilizacja [Technologie et civilisation]*, Warsaw 1966.
- Paul T.V., *Introduction: The Enduring Axioms of Balance of Power Theory and Their Contemporary Relevance*, [dans :] T.V. Paul, *Asymmetric Conflicts: War Initiation by Weaker Powers*, Cambridge University Press, Cambridge 1994.
- Pawłowski J., Gawliczek P., *Zagrożenia asymetryczne [Menaces asymétriques]*, Akademia Obrony Narodowej, Warsaw 2003.
- Polska w drodze do globalnego społeczeństwa informacyjnego. Raport o rozwoju społecznym, program Narodów zjednoczonych do spraw Rozwoju [La Pologne en route vers la société de l'information mondiale. Rapport sur le développement humain, Programme des Nations Unies pour le développement]*, Warsaw 2002.
- Regulamin działań Wojsk Lądowych [Règlement intérieur régissant le fonctionnement des forces terrestres]. Ref. DWLąd. Wewn. 115/2008.
- Sienkiewicz P., Jemioło T., Zacher L., Józwiak M., Świeboda H., *Szanse i zagrożenia rozwojowe w warunkach społeczeństwa informacyjnego [Opportunités et menaces liées au développement dans le contexte de la société de l'information]*, Akademia Obrony Narodowej, Warsaw 2001.
- Słownik terminów z zakresu bezpieczeństwa narodowego [Glossaire des termes relatifs au domaine de la sécurité nationale]*, AON, Warsaw 2009.
- Słownik wyrazów obcych PWN [Glossaire des termes étrangers PWN]*, Warsaw 1980.
- Sondergaard M., *Hofstede's consequences: A study of reviews citations and replications*, Organization Studies, Odense University Press, Odense 1994, vol. 15.
- Strasburger D., *Zasady sztuki wojennej [Principes de l'art de la guerre]*, Warsaw 1996.
- Świątnicki W., Świątnicki Z., *Bronie inteligentne [Armes intelligentes]*, Warsaw 1992.

- Świniarski J., *Przemiany myślenia o wojnie i wojsku* [*Évolution de la réflexion sur la guerre et le domaine militaire*], [dans :] „Wojsko i Wychowanie” 1998, no. 7.
- Szczurek T., *Od deskrypcji do antycypacji wykorzystania potencjału militarnego w kształtowaniu bezpieczeństwa nowoczesnych wspólnot państwowych wobec rozwoju zagrożeń niemilitarnych* [*De la description à l'anticipation de l'utilisation du potentiel militaire pour façonner la sécurité des communautés étatiques modernes face à l'émergence de menaces non militaires*], Wojskowa Akademia Techniczna, Warsaw 2012.
- Szczurek T., *Wojna – pokój – bezpieczeństwo w chrześcijańskiej refleksji moralnej* [*Guerre, paix et sécurité dans la réflexion morale chrétienne*], [dans :] T. Kośmider, K. Gąsiorek, C. Smuniewski (ed.), *Chrześcijaństwo i bezpieczeństwo. Znaczenie Jana Pawła II w dyskursie polemologiczno-irenologicznym* [*Christianisme et sécurité. L'importance de Jean-Paul II dans le discours polémique et irénologique*], Wydawnictwo Instytutu Papieża Jana Pawła II, Warsaw 2014.
- Szpyra R., *Lotnictwo wojskowe w walce asymetrycznej i nieregularnej* [*Aviation militaire dans un contexte de combat asymétrique et irrégulier*], Akademia Obrony Narodowej, Warsaw 2008.
- Zsubrycht T., *Analiza podobieństw operacji militarnych innych niż wojna oraz działań pozwalających zminimalizować zagrożenia asymetryczne* [*Analyse des similitudes entre les opérations militaires autres que la guerre et les mesures visant à minimiser les risques asymétriques*], „Zeszyty Naukowe Akademii Marynarki Wojennej” 2006, no. 1 (164).
- Toffler A. & H., *Wojna i antywojna* [*Guerre et contre-guerre*], Kurpisz, Łódź 2006.
- Tyson D., *Security Convergence. Managing Enterprise Security Risk*, Butterworth-Heinemann, Burlington 2007.
- Wągrowaska M., *Polska wobec świata science fiction* [*La Pologne et l'univers de la science-fiction*], [dans :] „Rzeczpospolita” on 7.12.2000.

- Walker R.G., *SPEC FI: The United States Marine Corps and Special Operations*, Storming Media, Monterrey 1998.
- Weinberger C., Schweitzer, P. *Następna wojna światowa [La prochaine guerre mondiale]*, Warsaw 1999.
- Whalen J., *Considerations for a Post Conflict United States Army*, U.S. Army War College, Carlisle Barracks 2010.
- Wielki słownik wyrazów obcych PWN [Le grand dictionnaire des termes étrangers PWN], Warsaw 2008.
- Wirtz J.J., *The Balance of Power Paradox*, [dans :] T.V. Paul, J.J. Wirtz, M. Fortmann (ed.), *Balance of Power. Theory and Practice in the 21st Century*, Stanford University Press, Stanford 2004.
- Wizja Sił Zbrojnych RP-2030 [*Vision of the Armed Forces of the Republic of Poland 2030*], Ministry of National Defence, Warsaw 2008.
- Wong D., *Relatywizm [Relativisme]*, [in:] P. Singer (ed.), *Przewodnik po etyce [Guide sur l'éthique]*, Warsaw 1998.
- Wróblewski R., *Podstawowe pojęcia z dziedziny polityki bezpieczeństwa, strategii i sztuki wojennej [Notions fondamentales en matière de politique de sécurité, de stratégie et d'arts martiaux]*, Akademia Obrony Narodowej, Warsaw 1993.

Sources électroniques :

- Alec Luhn, *East Ukraine protesters joined by miners on the barricades*, *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2014/apr/12/east-ukraine-protesters-miners-donetsk-russia>, 13.04.2014.
- Baczyński M., *Cztery lata po Arabskiej Wiośnie. Wojna, terroryzm, junta wojskowa i mały promyk nadziei [Quatre ans après le Printemps arabe. Guerre, terrorisme, junte militaire et une petite lueur d'espoir]*, onet.pl, <http://wiadomosci.onet.pl/swiat/cztery-lata-po-arabskiej-wiosnie-wojna-terroryzm-junta-wojskowa-i-maly-promyk-nadziei-wywiad/ljtqnt>, 27.05.2015.
- Bahrain king declares state of emergency after protests*, BBC, <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-12745608>, 15.03.2011.

- Bednarzyk T., *Wenezuela na krawędzi wojny domowej. Kraj pogrąża się w odmętach chaosu* [*Le Venezuela au bord de la guerre civile. Le pays est plongé dans la tourmente*], <https://wiadomosci.wp.pl/wenezuela-na-krawedzi-wojny-domowej-kraj-pograz-sie-w-odmetach-chaosu-6054261828694657a>, 02.11.2016.
- Demonstracje zwolenników i przeciwników jedności Krymu z Ukrainą* [*Manifestations des partisans et des opposants au rattachement de la Crimée à l'Ukraine*], fakty.interia.pl, <http://fakty.interia.pl/raporty/raport-zamieszki-na-ukrainie/aktualnosci/news-demonstracje-zwolennikow-i-przeciwnikow-jednosci-krymu-z-ukr,nId,1112279>, 26.02.2014.
- East Ukraine protesters joined by miners on the barricades*, theguardian.com, <https://www.theguardian.com/world/2014/apr/12/east-ukraine-protesters-miners-donetsk-russia>, 14.04.2014.
- Egipt: były prezydent Mohammed Mursi skazany na śmierć* [*Égypte : l'ancien président Mohammed Morsi condamné à mort*], PAP, onet.pl, <http://wiadomosci.onet.pl/swiat/egipt-byly-prezydent-mohammed-mursi-skazany-na-smierc/13jftk>, 16.05.2015.
- Freier N, *Hybrid threats and challenges: describe [...] don't define*, „small wars Journal”, <http://www.smallwarsjournal.com/blog/journal/docs-temp/343-freier.pdf>, 03.08.2011.
- Gen. Koziej: Grozi nam wojna hybrydowa* [*Général Koziej : « Nous sommes confrontés à une guerre hybride »*], <http://www.fron-da.pl/a/gen-koziej-grozi-nam-wojna-hybrydowa,47713.html>, 19.02.2015.
- Gilbert D., *Black Energy Cyber Attacks Against Ukrainian Government Linked to Russia*, <http://www.ibtimes.co.uk/black-energy-cyber-attacks-against-ukrainian-government-linked-russia-1467401>, 26.09.2014.
- Gołębiowski Ł., *NASA: Skolonizowanie księżyca to koszt 10 mld dolarów* [*NASA: Colonization of the moon is a \$10 billion cost.*], *Komputer Świat*, <http://www.komputerswiat.pl/nowosci/wydarzenia/2016/13/nasa-skolonizowanie-ksiezyca-to-koszt-10-miliardow-dolarow.aspx>, 23.03.2016.

- Górecki P., *Cyberatak na Ukrainę. Trudno będzie udowodnić, że to Rosja* [Cyberattaque contre l'Ukraine. Il sera difficile de prouver que c'était la Russie] http://wyborcza.pl/1,75477,15614511,Cyberatak_na_Ukraine_Trudno_bedzie_udowodni_c_ze.html, 13.03.2014.
- Gorol M., *Coraz więcej przypadków malarii w Wenezueli – pokłosie gospodarczego kryzysu* [Augmentation de l'incidence du paludisme au Venezuela en raison de la crise économique], <https://wiadomosci.wp.pl/coraz-wiecej-przypadkow-malarii-w-wenezueli-poklosie-gospodarczego-kryzysu-6027785814824065a>, 19.08.2016.
- Górzyński O., *Wenezuela coraz bliżej wojny domowej. Maduro idzie na całość* [Le Venezuela se rapproche de plus en plus de la guerre civile. Maduro va jusqu'au bout], <https://wiadomosci.wp.pl/wenezuela-coraz-blizej-wojny-domowej-maduro-idzie-na-calosc-6150871307208321a>, 02.08.2017.
- Guzik J., Malinowski P., Szoszyn R., *Ukraina oskarża Rosję o agresję* [L'Ukraine accuse la Russie d'agression], Rzeczpospolita, <http://www.rp.pl/artykul/1090505-Rosyjscy-zolnierze-zajeli-lotnisko-wojskowe-w-Sewastopolu.html#ap-1>, 01.03.2014.
- Guzik J., PAP, PR, Malinowski P., Szostan R., *Ukraina oskarża Rosję o agresję* [L'Ukraine accuse la Russie d'agression], rp.pl, <http://www.rp.pl/artykul/1090505-Rosyjscy-zolnierze-zajeli-lotnisko-wojskowe-w-Sewastopolu.html#ap-26>, 28.02.2014.
- Haszczyński J., *Chalifa Haftar – generał, który w Libii realizuje politykę Putina* [Chalifa Haftar – général qui applique la politique de Poutine en Libye] RP.PL, <http://www.rp.pl/Swiat/303219886-Chalifa-Haftar---general-ktory-w-Libii-realizuje-polityke-Putina.html>, 21.03.2017.
- Jasikowska J., *Social media i telewizje internetowe pomagają rewolucji na Ukrainie* [Les réseaux sociaux et la télévision en ligne contribuent à la révolution en Ukraine], <http://www.wirtualnemedi.pl/artykul/social-media-i-telewizje-internetowe-pomagaja-rewolucji-na-ukrainie>, 24.02.2014.
- Johnson R.E., *UPDATE: Russia's hybrid war in Ukraine is working*,

- <http://www.janes.com/article/49469/update-russia-s-hybrid-war-in-ukraine-is-working>, 01.02.2015.
- Jones S., *Ukraine PM's office hit by cyberattack linked to Russia* <http://www.ft.com/cms/s/0/2352681e-1e55-11e4-9513-00144fe-abdc0.html#axzz3Sl3skQKn>.
- Kłoszewski J., *Zabójstwa kandydatów opozycji tuż przed startem wyborów w Wenezueli* [*Assassinats de candidats de l'opposition à la veille du début des élections au Venezuela*], <https://wiadomosci.wp.pl/zabojstwa-kandydatow-opozycji-tuz-przed-startem-wyborow-w-wenezueli-6149841909925505a>, 30.07.2017.
- Kowalczyk M., *Sputnik ruszył z rosyjską propagandą po polsku* [*Sputnik a commencé par diffuser de la propagande russe en polonais*], <http://www.press.pl/newsy/internet/pokaz/48006,Sputnik-ruszy-l-z-rosyjska-propaganda-po-polsku>, 23.02.2015.
- Krwawe demonstracje w Wenezueli: 28 zabitych i 365 rannych* [*Manifestations sanglantes au Venezuela : 28 morts et 365 blessés*], <https://wiadomosci.wp.pl/krwawe-demonstracje-w-wenezueli-28-zabitych-365-rannych-6038706434224769g>, 14.03.2014.
- Krym ma nowego premiera. Z partii Rosyjska Jedność* [*La Crimée a un nouveau Premier ministre. Issu du Parti de l'Unité russe*], *gazeta-prawna.pl*, <http://www.gazetaprawna.pl/artykuly/780776,krym-ma-nowego-premiera-z-partii-rosyjska-jednosc.html>, 27.02.2014.
- Krym: Lokalny parlament zablokowany* [*Crimée : Parlement local bloqué*], *fakty.interia.pl*, <http://fakty.interia.pl/raporty/raport-zamieszki-na-ukrainie/aktualnosci/news-krym-lokalny-parlament-zablokowany,nId,1111898>, 25.02.2014.
- „Krym to Ukraina”, „Krym to Rosja” – pikieta przed parlamentem na Krymie [*« La Crimée, c'est l'Ukraine », « La Crimée, c'est la Russie » : manifestation devant le Parlement de Crimée*], *wiadomosci.wp.pl*, <https://wiadomosci.wp.pl/krym-to-ukraina-krym-to-rosja-pikieta-przed-parlamentem-na-krymie-6031322883457665a>, 26.02.2014.
- Krym: Uzbrojeni napastnicy okupują parlament. Nad budynkiem powiewa flaga Rosji* [*Crimée : des assaillants armés occupent le Par-*

- lement. *Le drapeau russe flotte au-dessus du bâtiment*], wprost.pl, <https://www.wprost.pl/437807/Krym-Uzbrojeni-napastnicy-okupuja-parlament-Nad-budynkiem-powiewa-flaga-Rosji>, 27.02.2014.
- Mekhennet S., Warrick J., *U.S. increasingly sees Iran's hand in the arming of Bahraini militants*, The Washington Post, https://www.washingtonpost.com/world/national-security/us-increasingly-sees-irans-hand-in-the-arming-of-bahraini-militants/2017/04/01/be5e61fc-1329-11e7-833c-503e1f6394c9_story.html?utm_term=.71cbf463626a, 01.04.2015.
- Mózg, fascynujący automat. Magia podświadomości [*Le cerveau, une machine fascinante. La magie de l'inconscient*], Planete+, https://www.youtube.com/watch?v=_3Ts3vg48Z0, 15.10.2017.
- Mursi rządzi dekretemi, opozycja protestuje [*Morsi gouverne par décrets, l'opposition manifeste*], PAP, RP.PL, <http://www.rp.pl/artic-le/20121123/TURYSTYKA/311239770#ap-1>, 24.11.2012.
- Na Krymie wywieszono rosyjską flagę [*Drapeau russe hissé en Crimée*], wiadomosci.onet.pl, <http://wiadomosci.onet.pl/tylko-w-onecie/na-krymie-wywieszono-rosyjska-flage/62f90>, 24.02.2014.
- Niejasna sytuacja na Krymie. Rosyjscy żołnierze zajęli lotnisko w Sewastopolu? Flota Czarnomorska zaprzecza [*Situation incertaine en Crimée. Des soldats russes auraient pris le contrôle de l'aéroport de Sébastopol ? La Flotte de la mer Noire dément.*], wiadomosci.gazeta.pl, <https://archive.is/OIm9Q>, 28.02.2014.
- Orkaby A., *Houthi Who? A History of Unlikely Alliances in an Uncertain Yemen*, Foreign Affairs, <https://www.foreignaffairs.com/articles/middle-east/2015-03-25/houthi-who>, 25.03.2015.
- Parfieniuk A., *Prezydent Wenezueli musiał uciekać przed rozwścieczonym tłumem. Towarzyszyły mu wyzwiska i uderzenia w blaszane garnki* [*Le président du Venezuela a dû fuir devant la foule en colère. Accueilli par des insultes et des coups portés sur des casseroles.*], <https://wiadomosci.wp.pl/prezydent-wenezueli-musial-uciekac-przed-rozwscieczonym-tlumem-towarzyszyly-mu-wyzwiska-i-uderzenia-w-blaszane-garnki-6033405909385857a>, 04.09.2016.

- Premier Krymu prosi Putina: Zapewnijcie nam spokój* [*Le Premier ministre de la Crimée demande à Poutine : « Donnez-nous la paix »*], *rmf24.pl*, 01.03.2014.
- Putin chce wysłać wojska na Ukrainę* [*Poutine souhaite envoyer des troupes en Ukraine*], *swiat.newsweek.pl*, 01.03.2014.
- Rachkevych M., *Armed pro-Russian extremists launch coordinated attacks in Donetsk Oblast, seize regional police headquarters, set up checkpoints*, *Kyiv Post*, <https://www.kyivpost.com/article/content/war-against-ukraine/armed-pro-russian-extremists-seize-police-stations-in-donetsks-slavyansk-shaktarysk-fail-to-take-donetsk-prosecutors-office-343195.html>, 12.04.2014.
- Romańczuk o manewrach Zapad 2017: pobiegają, postrzelają i pojedą do domu* [*Romanchuk à propos des manœuvres « Zapad » 2017 : « Ils vont courir, tirer, puis rentrer chez eux »*], *ONET*, <http://wiadomosci.onet.pl/tylko-w-onecie/romanczuk-o-manewrach-zapad-2017-pobiegaja-postrzelaja-i-pojada-do-domu/lcftp60>, 11.09.2017.
- Rosiejka R., *Wenezuelscy wojskowi zbuntowali się przeciwko Nicolásowi Maduro. Zostali aresztowani* [*Des militaires vénézuéliens se sont rebellés contre Nicolás Maduro. Ils ont été arrêtés*], <https://wiadomosci.wp.pl/wenezuelscy-wojskowi-zbuntowali-sie-przeciwko-nicolasowi-maduro-zostali-aresztowani-6152384685279361a>, 06.08.2017.
- Rosja: Putin zwrócił się do parlamentu w sprawie użycia wojsk na Ukrainie* [*Russie : Poutine s'est adressé au Parlement au sujet du déploiement de troupes en Ukraine*], *wiadomosci.wp.pl*, 01.03.2014.
- Rosjanie przejmują Krym? Ich samoloty i opancerzone transportery przemieszczają się na półwyspie* [*Les Russes s'emparent de la Crimée ? Leurs avions et leurs véhicules blindés de transport de troupes traversent la péninsule*], *gazetaprawna.pl*, 28.02.2014.
- Seselgyte M., *Can Hybrid War Become the Main Security Challenge for Eastern Europe?*, http://www.europeanleadershipnetwork.org/can-hybrid-war-become-the-main-security-challenge-for-eastern-europe_2025.html, 17.10.2014,

- Setki tysięcy ludzi na ulicach. Wenezuela się chwieje* [Centaines de milliers de personnes dans les rues. Le Venezuela en proie à l'instabilité.], <http://www.tvn24.pl/wiadomosci-ze-swiata,2/setki-tysiecy-ludzi-na-ulicach-wenezuela-sie-chwieje,401158.html>, 23.02.2014.
- Sharkov D., *Nemtsov's 'Evidence of Russian Troops in Ukraine' Taken by Police*, <http://www.newsweek.com/nemtsovs-evidence-russian-troops-ukraine-taken-police-310997>, 03.03.2015. SJP: *Internetowy Słownik Języka Polskiego* [Dictionnaire en ligne de la langue polonaise], <http://sjp.pl/asymetria-access> on 31.05.2014).
- Sputnik o projekcie* [Sputnik présente le projet], <http://pl.sputnik-news.com///docs/about/index.html#ixzz3SrQTLf50>, 18.10.2017.
- Syria Revolution 2011*, Guides Library Cornell, <http://guides.library.cornell.edu/c.php?g=31688&p=200753>, 2010-2017.
- Tobin S.A., *Jordan's Arab Spring: The Middle Class and Anti-Revolution*, Middle East Policy Council, <http://www.mepc.org/jordans-arab-spring-middle-class-and-anti-revolution>, 2012.
- Tymczasowy prezydent Ukrainy oskarża Rosję o agresję. Żąda od Putina zaprzestania prowokacji* [Président par intérim de l'Ukraine accuse la Russie d'agression. Il exige de Poutine qu'il mette fin à cette provocation.], [tvn24.pl](http://www.tvn24.pl), 28.02.2014.
- Ukraina: Krym zatwierdził referendum, chce większej autonomii* [Ukraine : la Crimée a approuvé un référendum et souhaite une plus grande autonomie], [swiat.newsweek.pl](http://www.swiat.newsweek.pl), <http://www.newsweek.pl/swiat/ukraina-relacja-na-zywo-relacja-z-ukrainy-krym-zamieszki-ukraina-rosja-euromajdan-newsweek-pl,artykuly,281271,1.html>, 27.02.2014.
- Ukraina: Niepokój na Krymie. Rosyjscy żołnierze przyjechali do Jalty* [Ukraine : troubles en Crimée. Des soldats russes sont arrivés à Yalta], wiadomosci.onet.pl, <http://wiadomosci.onet.pl/swiat/ukraina-niepokoj-na-krymie-rosyjscy-zolnierze-przyjechali-do-jalty/pejv1>, 26.02.2014.
- Ukraina: Separatyści zajęli posterunek milicji w Kramatorsku* [Ukraine : les séparatistes ont pris le contrôle d'un poste de milice à Kramatorsk], [rp.pl](http://www.rp.pl), <http://www.rp.pl/artykul/1101636-Ukrai>

- na--Separatysty-zajeli-posterunek-milicji-w-Kramatorsku.html , 13.04.2014.
- Ukraine Live Blog, Al Jazeera, 29.04.2014.
- Urbański K.R., *Sztuczna inteligencja prawdziwych zabójców [Intelligence artificielle des véritables tueurs]*, [in:] „Rzeczpospolita” on 27.12.2000.
- Uzbrojeni ludzie zajęli budynki parlamentu i rządu na Krymie [Personnes armées ont occupé le Parlement et les bâtiments gouvernementaux en Crimée]*, niezalezna.pl, <http://niezalezna.pl/52302-uzbrojeni-ludzie-zajeli-budynki-parlamentu-i-rzadu-na-krymie-relacja-na-zywo>, 27.02.2014.
- Walka o surowce... [Lutte pour les matières premières....]*, Onet, <http://wiadomosci.onet.pl/swiat/walka-o-surowce-w-arktyce-polska-wlacza-sie-do-gry/77mlvn>, 05.04.2017.
- Wawrzyńczak A., *Poważny kryzys w Wenezueli - gigantyczna inflacja i puste półki. Nie kończy się na recesji, bo polityczny pat również wyniszcza kraj [Crise grave au Venezuela : inflation galopante et magasins vides. Cela ne se résume pas à une récession, car l'impasse politique contribue également à détruire le pays]*, <https://wiadomosci.wp.pl/powazny-kryzys-w-wenezueli-gigantyczna-inflacja-i-puste-polki-nie-konczy-sie-na-recesji-bo-polityczny-pat-rowniez-wyniszcza-kraj-6027677182636673a>, 29.01.2016.
- Wawrzyńczak A., *Wenezuela pogrąża się w odmetach bezprawia i przemocy. Na wojnie z przestępczością cierpią niewinni [Le Venezuela a sombré dans l'anarchie et la violence. Des innocents souffrent de cette guerre contre la criminalité.]*, <https://wiadomosci.wp.pl/wenezuela-pograza-sie-w-odmetach-bezprawia-i-przemocy-na-wojnie-z-przestepczoscia-cierpia-niewinni-6027397625221761a>, 21.04.2016.
- Wiemy dlaczego wyginęli Neandertalczyki [Nous savons pourquoi les Néandertaliens ont disparu]*, Odkrywcy, <http://odkrywcy.pl/kat,111396,page,2,title,Wiemy-dlaczego-wygineli-Neandertalczyki-nie-mamy-z-tym-nic-wspolnego,wid,14297697,wiadomosc.html>, 14.10.2017.

- Wójcik Ł., *Ukraińska wojna hybrydowa [Ukrainian hybrid war]*, <http://www.polityka.pl/tygodnikpolityka/swiat/1579805,1,ukraińska-wojna-hybrydowa.read>, 13.05.2014.
- Zachary Laub, *Yemen in Crisis*, *Council on Foreign Relations*, <https://www.cfr.org/backgroundunder/yemen-crisis>, 19.04.2016.
- Zoubir Y.H., *Algeria After the Arab Spring: Algiers Came Out Ahead—But the Good Times Could Be Over*, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/algeria/2016-02-09/algeria-after-arab-spring>, 9.02.2016.
- Еще над одним городом Донецкой области поднят флаг ДНР, lb.ua, 12.04.2014.



Ministry of Science and Higher Education
Republic of Poland



**Doskonała
Nauka II**

ISBN 978-83-8447-081-7



Oferta księgarń i zamówienia:

56 664 22 35



MARSZALEK.COM.PL



facebook.com/wydawnictwoadamarszalek

wydawnictwo
adam
marszałek

